



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

QUAND LA CHINE FRAPPE À LA PORTE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Anne-Marie Brady

Chercheuse senior, Australian Strategic Policy Institute, Canberra



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Avril 2025

ÉTUDE – n° 122



QUAND LA CHINE FRAPPE À LA PORTE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Anne-Marie Brady

Chercheuse senior, Australian Strategic Policy Institute, Canberra

Pour citer cette étude

Anne-Marie Brady, *Quand la Chine frappe à la porte de la Nouvelle-Calédonie*, Étude 122, IRSEM, avril 2025.

Dépôt légal

ISSN : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-172596-6

DERNIÈRES ÉTUDES DE L'IRSEM

121. *Les wargames dans la formation de l'officier*
Yves AUFFRET (dir.)
120. *Les ambitions de la Russie et de la Chine en Méditerranée*
Céline MARANGÉ et Carine PINA
119. « À bas le néocolonialisme ! » – Résurgence d'un récit stratégique dans la Russie en guerre
Maxime AUDINET
118. *Les houthistes et la mer Rouge*
Alexandre LAURET
117. *La marine turque – Un atout militaire pour l'OTAN ?*
Mayeul PAPPENS
116. *Les jeunes et la guerre - Représentations et dispositions à l'engagement*
Anne MUXEL
115. *La Chine et les opérations militaires autres que la guerre à l'étranger – Quelles conséquences sur le dilemme de sécurité ?*
Carine PINA
114. *Ce que veulent les grandes puissances – La quête de statut de la Chine et l'avenir de l'ordre international*
Élie BARANETS
113. *Gendarmerie nationale et Guardia Civil – La coopération tous azimuts*
CNE Louis VAILHEN
112. *La guerre en Ukraine : un nouveau contexte stratégique pour la Turquie ?*
Sümbül KAYA (dir.)

ÉQUIPE

Directeur

Martial FOUCAULT

Directeur adjoint

ICA Benoît RADEMACHER

Directrice scientifique

Julia GRIGNON

Secrétaire générale

Caroline VERSTAPPEN

Éditrice

Chantal DUKERS

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

@ <https://www.irsem.fr>



@IRSEM1



PRÉSENTATION DE L'IRSEM

Créé en 2009, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) est l'organisme de recherche stratégique du ministère des Armées. Composé d'une cinquantaine de personnes, civiles et militaires, dont la plupart sont titulaires d'un doctorat, il est le principal centre de recherche en études sur la guerre (*War Studies*) dans le monde francophone. En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique) sur les questions de défense et de sécurité, l'IRSEM apporte un soutien aux jeunes chercheurs (la « relève stratégique ») et contribue à l'enseignement militaire supérieur et au débat public. L'équipe de recherche est répartie en six domaines :

- Le domaine Europe, Espace transatlantique et Russie analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Amérique du Nord, en Europe, en Russie et dans l'espace eurasiatique qui comprend l'Europe orientale (Moldavie, Ukraine, Biélorussie), le Caucase du Sud (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) et les cinq pays d'Asie centrale. Il s'intéresse plus particulièrement à la compétition de puissances dans cette zone, aux évolutions du rôle de l'OTAN, à la sécurité maritime et aux stratégies d'influence.
- Le domaine Afrique - Asie - Moyen-Orient analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Afrique, Asie et Moyen-Orient, autour des axes transversaux suivants : autoritarisme politique et libéralisation économique dans les pays émergents ; rôle et place des armées et des appareils de sécurité dans le fonctionnement des États et des sociétés ; enjeux stratégiques et de sécurité régionale ; idéologies, nationalismes et recomposition des équilibres interétatiques régionaux.
- Le domaine Armement et économie de défense s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et, plus largement, a vocation à traiter des questions stratégiques résultant des développements technologiques, des problématiques d'accès aux ressources naturelles et de celles liées aux enjeux environnementaux. Les travaux de recherche du domaine s'appuient sur une approche pluridisciplinaire, à la fois qualitative et quantitative, qui mobilise des champs scientifiques variés : économie de défense, histoire des technologies, géographie.

AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.

- Le domaine Défense et société est à l'interface des problématiques spécifiques au monde militaire et des évolutions sociétales auxquelles celui-ci est confronté. Les dimensions privilégiées sont les suivantes : lien entre la société civile et les armées, sociologie du personnel militaire, intégration des femmes dans les conflits armés, relations entre pouvoir politique et institution militaire, renouvellement des formes d'engagement, socialisation et intégration de la jeunesse, montée des radicalités. Outre ses activités de recherche, le domaine Défense et société entend aussi promouvoir les questions de défense au sein de la société civile, auprès de l'ensemble de ses acteurs, y compris dans le champ académique.

- Le domaine Stratégies, normes et doctrines a pour objet l'étude des conflits armés contemporains, en particulier sous leurs aspects politiques, militaires, juridiques et philosophiques. Les axes de recherche développés dans les productions et événements réalisés portent sur le droit international, en particulier sous l'angle des enjeux technologiques (cyber, intelligence artificielle, robotique), les doctrines de dissuasion, la maîtrise des armements avec la lutte contre la prolifération et le désarmement nucléaires. Les transformations des relations internationales et leurs enjeux de puissance et de sécurité ainsi que la philosophie de la guerre et de la paix font également partie du champ d'étude.

- Le domaine Renseignement, anticipation et stratégies d'influence mène des recherches portant sur la fonction stratégique « connaissance et anticipation » mise en avant par le Livre blanc de la défense depuis 2008. Ce programme a donc d'abord pour ambition de contribuer à une compréhension plus fine du renseignement entendu dans son acception la plus large (c'est-à-dire à la fois comme information, processus, activité et organisation) ; il aspire ensuite à concourir à la consolidation des démarches analytiques, notamment dans le champ de l'anticipation ; enfin, il travaille sur les différentes dimensions de la guerre dite « hybride », en particulier les manipulations de l'information. Le domaine contribue du reste au renforcement du caractère hybride de l'IRSEM en diffusant des notes se situant à l'intersection de la recherche académique et de l'analyse de renseignement en sources ouvertes.

BIOGRAPHIE

Anne-Marie Brady est une universitaire spécialisée dans la politique chinoise, la politique polaire, la politique du Pacifique et la politique étrangère néo-zélandaise. Elle est professeur de science politique à l'Université de Canterbury en Nouvelle-Zélande et rédactrice en chef fondatrice du *Polar Journal*, qui publie des recherches multidisciplinaires sur les questions de gouvernance et de politique dans la région polaire. Le Dr Brady a publié de nombreux articles universitaires et plusieurs livres, dont *China's Thought Management* (2012), *China as a Polar Great Power* (2017) et *Small States and the Changing Global Order: New Zealand Faces the Future* (2019). Son article « Magic Weapons: CCP Political Influence Activities Under Xi Jinping » a déclenché un débat public en Nouvelle-Zélande et à l'étranger. En tant que chercheuse engagée dans la recherche dans l'intérêt public, elle a écrit des articles d'opinion pour le *Washington Post*, le *New York Times*, *The Guardian* et le *Financial Times*.

SOMMAIRE

RÉSUMÉ	11
Principales conclusions	13
INTRODUCTION	15
I. POURQUOI LA CHINE S'INTÉRESSE À LA NOUVELLE-CALÉDONIE	21
Géopolitique.....	21
Le rôle de la Nouvelle-Calédonie dans la présence militaire et de renseignement de la France	26
Ressources	32
Intérêts diplomatiques.....	36
Intérêts stratégiques régionaux et mondiaux.....	37
Connexions historiques et messages du PCC	39
Troubles de 2024	41
II. ÉVALUATION DES ACTIVITÉS D'INGÉRENCE DU PCC EN NOUVELLE-CALÉDONIE.....	45
Utilisation de la diaspora chinoise comme vecteur d'ingérence	46
Ciblage de la communauté chinoise d'outre-mer de Nouvelle-Calédonie	47
Promotion du tourisme de masse chinois pour créer une dépendance économique ..	54
Utilisation des liens commerciaux de la RPC avec la Nouvelle-Calédonie	57
Ciblage des élites politiques et économiques comme vecteur d'ingérence étrangère	64
Ciblage des dirigeants politiques.....	65
L'Initiative « la Ceinture et la Route » comme vecteur d'ingérence étrangère	72
Les médias, la culture et l'éducation comme vecteurs d'ingérence étrangère.....	84
CONCLUSION	87
ANNEXE	97
Politique et gouvernance de la Nouvelle-Calédonie	97
<i>Schémas de peuplement</i>	97
<i>Défis sociétaux</i>	99
<i>Le chemin vers une plus grande autonomie</i>	100
<i>Gouvernance</i>	101

Remerciements

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à tous ceux avec qui j'ai eu l'opportunité de discuter de ce projet lors de mes visites en Nouvelle-Calédonie en 2018, 2019 et 2023, ainsi qu'en France en 2018 et 2023. Je suis reconnaissante d'avoir eu l'occasion de présenter mes recherches à des publics d'experts et de praticiens en Nouvelle-Calédonie en 2018, 2019 et 2023, ainsi qu'à Washington DC, Stanford et Paris en 2022 et 2023. Les commentaires issus de ces présentations et des relecteurs de cette étude ont grandement contribué à affiner mon analyse.

Cette étude, traduite par Paul Charon (IRSEM), a été publiée en anglais sous le titre « When China knocks at the door of New Caledonia » le 24 août 2024 par l'ASPI (Australian Strategic Policy Institute).

RÉSUMÉ

La Nouvelle-Calédonie, également connue sous les noms de Kanaky ou « le Caillou », est une collectivité française *sui generis* située dans le Pacifique Sud-Ouest. Depuis longtemps, elle est dans le viseur de la République populaire de Chine (RPC), qui y voit un territoire « d'importance stratégique » où elle a des intérêts stratégiques, économiques, politiques, militaires et idéologiques. En 1987 déjà, le ministère chinois des Affaires étrangères observait : « Quand le mouvement indépendantiste néo-calédonien sera exploité par une superpuissance, cela entraînera des changements défavorables aux États-Unis dans l'équilibre stratégique du Pacifique Sud. »

Si, jusqu'à récemment, la Nouvelle-Calédonie n'entretenait que des relations très limitées avec la Chine, les contacts se sont rapidement intensifiés à partir de 2016. Un journal local titrait alors sur les possibilités offertes « quand la Chine frappe à la porte du pays ». Comme le montre cette étude, la Chine a effectivement frappé fort à la porte néo-calédonienne, usant de tactiques d'ingérence étrangère pour obtenir, dans une certaine mesure et dans le cadre d'une stratégie à long terme, ce qu'elle voulait. Les élites locales ont d'ailleurs activement courtoisé l'aide chinoise, travaillant main dans la main avec des organisations de front du Parti communiste chinois (PCC).

L'importance stratégique de la Nouvelle-Calédonie tient à sa position proche des routes maritimes qui connectent l'Indo-Pacifique. Le territoire regorge aussi de ressources minérales, notamment de nickel et de cobalt, des minerais cruciaux pour le projet de modernisation et d'expansion de l'Armée populaire de libération (APL). En 2011, les échanges de la Nouvelle-Calédonie avec la Chine ne pesaient que 6,9 % de ses exportations totales¹.

1. Institut de la statistique et des études économiques Nouvelle-Calédonie (ISEE), [en ligne](#).

En 2022, ce chiffre était monté à 62,3 %, la majeure partie étant constituée d'exportations de minerais².

La France dispose en Nouvelle-Calédonie d'installations militaires et de renseignement clés. En 2021, un rapport rédigé pour le compte du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), qui milite pour l'indépendance, proposait que le territoire devienne un « Djibouti du Pacifique », générant des revenus en louant des bases militaires à la Chine et à d'autres États intéressés. Le FLNKS a d'ailleurs clairement indiqué qu'il approfondirait immédiatement ses relations avec la RPC en cas d'accession à l'indépendance.

Cette étude analyse les relations entre la Chine et la Nouvelle-Calédonie, notamment les activités d'ingérence étrangère présumées de Pékin, et examine dans quelle mesure celles-ci influent sur l'évolution du statut politique du territoire et de ses politiques. Elle replace également les intérêts et la politique chinoise en Nouvelle-Calédonie dans le cadre plus large de l'agenda stratégique et militaire du PCC dans l'Indo-Pacifique, aujourd'hui principal théâtre de la compétition géostratégique.

Cette étude arrive à point nommé. La Nouvelle-Calédonie a connu en 2024 des mois de violences et de troubles qui l'ont menée, selon certains observateurs, au bord de la guerre civile³. Ces événements ont aiguïlé, aux niveaux régional et international, la conscience de l'avenir incertain qui attend Kanaky/le Caillou, et du rôle qu'y jouera la Chine. Les troubles ont éclaté après l'adoption par la France d'une loi élargissant le droit de vote sur le territoire.

Évaluer l'ampleur de l'ingérence chinoise en Nouvelle-Calédonie est une démarche légitime et nécessaire. Jusqu'à présent, le débat sur les intérêts, les intentions et les activités de la Chine sur le territoire souffrait, comme l'a déploré un

2. « New Caledonia », OEC, [en ligne](#).

3. Charlotte Mannevy, Mathurin Derel, Nathalie Guibert, « Nouvelle-Calédonie : "On s'engage tout droit dans une guerre civile", pour le haut-commissaire de la République », *Le Monde*, 15 mai 2024.

commentateur, d'un manque de preuves concrètes et publiques⁴. La discussion publique néo-calédonienne pâtissait aussi d'une méconnaissance du rôle que joue l'ingérence étrangère dans la politique extérieure du PCC, et d'une mauvaise appréciation de la stratégie globale de la RPC en Nouvelle-Calédonie. Cette étude entend contribuer à combler ces lacunes.

Pour identifier et contrer les activités d'ingérence chinoises, il faut à la fois une évaluation interne et confidentielle des agences gouvernementales et un débat public factuel pour sensibiliser les esprits et poser les jalons de l'action. Voilà l'ambition de cette étude, qui repose sur la collecte et l'analyse de données en sources ouvertes, en chinois, en français et en anglais, mais aussi sur des entretiens et des discussions menés lors de mes visites en Nouvelle-Calédonie et en France en 2018, 2019, 2022 et 2023, et en Nouvelle-Zélande.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

1. L'avenir de la Nouvelle-Calédonie et le rôle du territoire dans la sécurité du Pacifique constituent un cygne noir, un événement imprévisible et potentiellement perturbateur dans la région. Si la Nouvelle-Calédonie devait accéder à l'indépendance sans le soutien financier et sécuritaire continu de la France, cela affaiblirait la sécurité régionale dans le Pacifique. La France apporte une contribution significative à la défense du Pacifique dans le cadre du partenariat FRANZ et du Quad. La société néo-calédonienne doit avoir un débat public sur la relation qu'elle souhaite entretenir avec la Chine. Les dirigeants français et néo-calédoniens doivent trouver un moyen de mettre fin aux troubles sociaux qui ont éclaté en mai 2024 et de planifier un nouvel avenir.

2. Des entités de la RPC et leurs agents se sont livrés à diverses activités d'ingérence étrangère en Nouvelle-Calédonie depuis cinq décennies, ciblant les élites politiques et tentant d'utiliser la diaspora chinoise et les entreprises chinoises comme outils au

4. Daryl Morini, « New Caledonia: Not either/or when it comes to France and China », *The Interpreter*, 18 mai 2022, [en ligne](#).

service des intérêts du PCC. Certaines élites locales ont également recherché l'aide de la Chine, travaillant avec des organisations de front du PCC. La France et ses partenaires régionaux comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis devraient intégrer pleinement la Nouvelle-Calédonie dans le dialogue sur la sécurité du Pacifique. Ce serait une preuve visible de leur soutien à l'autonomie et à la résilience de la Nouvelle-Calédonie, et cela aiderait à mieux informer la société néo-calédonienne des risques existants.

3. La Nouvelle-Calédonie est aujourd'hui dépendante du marché chinois pour ses exportations, ce qui représente un risque stratégique. Le territoire doit rééquilibrer son économie et revenir à un portefeuille de marchés plus diversifié. La France, ainsi que les États-Unis, l'UE, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Taïwan, le Japon et la République de Corée, devraient réfléchir aux moyens d'aider à diversifier et à rééquilibrer l'économie néo-calédonienne pour favoriser une plus grande résilience et autonomie.

INTRODUCTION

En septembre 2021, des équipages néo-calédoniens qui chassaient le thon dans les eaux du nord de la Nouvelle-Calédonie ont été surpris de voir un navire de reconnaissance électronique de la marine de l'Armée populaire de libération (APL) opérer à leurs côtés¹. Quoique la navigation dans la zone économique exclusive (ZEE) de la Nouvelle-Calédonie soit autorisée, la présence d'un navire de la marine chinoise a suscité une vive inquiétude. Le navire venait de passer trois semaines à longer la côte est de l'Australie, à proximité d'installations militaires sensibles. Cette observation a plongé de nombreux Néo-Calédoniens – alors soumis à un strict confinement dû à la Covid-19 et à quelques mois seulement d'un référendum crucial pour décider de l'avenir politique du territoire – dans un sentiment de vulnérabilité compréhensible.

La réaction officielle à l'incursion du bateau espion a été discrète, mais les réseaux sociaux néo-calédoniens se sont enflammés. Jusqu'à récemment, la marine chinoise était rarement vue dans les eaux du Pacifique Sud, et encore moins dans la vaste zone maritime de la Nouvelle-Calédonie. Cependant le nombre de visites de navires de l'APL dans le Pacifique a considérablement augmenté au cours des dernières années². Le navire espion est resté dans la ZEE de la Nouvelle-Calédonie pendant une semaine, suivi par une frégate de la marine française, avant de se diriger vers la ZEE de la Nouvelle-Zélande³.

En 2016, alors que les relations entre la Chine et la Nouvelle-Calédonie étaient en pleine expansion, un journal calédonien a publié un article intitulé « Quand la Chine frappe à la porte

1. « Chinese spy ship spends three weeks in secretive mission off the coast of Australia – passing critical military bases after entering exclusive economic zone near Darwin », *Daily Mail*, 25 novembre 2021, [en ligne](#).

2. Anne-Marie Brady, « How China is using humanitarian aid to gain a foothold in the Pacific », *Sydney Morning Herald*, 14 février 2022, [en ligne](#).

3. Andrew Macfarlane, « NZDF confirms Chinese spy ship entered NZ “economic zone” », *1News*, 26 novembre 2021, [en ligne](#).

du pays ». Comme le détaille cette étude, la Chine a assurément frappé fort à la porte de la Nouvelle-Calédonie et elle a obtenu une partie, mais pas la totalité, de ce qu'elle voulait. La Chine a un agenda à long terme pour le Pacifique et la place qu'y occupe la Nouvelle-Calédonie.

La France est pleinement consciente de l'intérêt de la Chine pour la Nouvelle-Calédonie, tout comme les dirigeants locaux néo-calédoniens. Lors de sa toute première visite en Nouvelle-Calédonie en 2018, le président français Emmanuel Macron a parlé franchement de ses inquiétudes au sujet des activités de la Chine dans le Pacifique et déclaré : « Dans cette région du globe, la Chine est en train de construire son hégémonie pas à pas, il ne s'agit pas de soulever les peurs mais de regarder la réalité. » Il a reconnu que la Chine était un partenaire économique pour la France, mais a ajouté : « si nous ne nous organisons pas, ce [la puissance chinoise] sera quand même bientôt une hégémonie qui réduira nos libertés et nos opportunités, et que nous subirons »⁴. Quelques jours auparavant, lors d'une visite en Australie, Macron avait annoncé la nouvelle stratégie indo-pacifique de la France visant à développer le rôle de Paris dans la région, notamment en contrant l'expansion de la RPC dans le Pacifique⁵. La déclaration de Macron a signalé un revirement surprenant de la politique française. Un an plus tôt seulement, les gouvernements néo-calédonien et français avaient activement encouragé l'expansion des relations économiques et politiques avec la Chine via un groupe de front uni du PCC, l'Association d'amitié sino-calédonienne (新喀里多尼亚中国友好协会)⁶.

Depuis longtemps, la Chine suit de près l'évolution du climat politique en Nouvelle-Calédonie. Une Nouvelle-Calédonie

4. Emmanuel Macron, « Discours du Président de la République, Emmanuel Macron, sur La Nouvelle-Calédonie à Nouméa », Élysée, 5 mai 2018, [en ligne](#).

5. « Macron : le lien franco-calédonien vital face au risque d'hégémonie », Reuters, 4 mai 2018, [en ligne](#).

6. Yann Mainguet, « Quand la Chine frappe à la porte du pays », *Les Nouvelles calédoniennes*, 28 novembre 2016, [en ligne](#) ; « La Calédonie s'ouvre à la Chine », *Les Nouvelles calédoniennes*, 1^{er} décembre 2016, [en ligne](#).

indépendante affaiblirait la puissance militaire et économique mondiale de la France. Une Nouvelle-Calédonie indépendante pourrait également être une force politique influente dans le Pacifique. Comme l'a souligné un média de la RPC en 2021, si la Nouvelle-Calédonie accédait à l'indépendance, elle deviendrait la cinquième plus grande nation du Pacifique Sud, légèrement plus grande que les îles Fidji, et l'un des pays les plus peuplés d'Océanie⁷.

La RPC est devenue un acteur influent dans la région Pacifique au cours des dix dernières années. De nombreuses recherches ont été menées sur les intérêts de la RPC dans le Pacifique anglophone, mais relativement peu d'attention a été accordée par les chercheurs aux relations de la RPC avec le Pacifique francophone. Cette étude passe en revue l'intérêt croissant de la Chine pour le Pacifique, tant anglophone que francophone, et examine la place qu'occupe la Nouvelle-Calédonie dans l'agenda géopolitique global du PCC.

Les activités de la Chine en Nouvelle-Calédonie suscitent une controverse et une attention croissantes depuis quelques années⁸, et beaucoup craignent que la Chine ne se livre à une ingérence étrangère secrète dans le territoire français, comme elle le fait ailleurs dans le Pacifique⁹. En 2021, un analyste basé

7. « 受疫情影响，新喀里多尼亚呼吁推迟第3次独立公投推迟至2022年法国总统大选后 » [En raison de l'épidémie, la Nouvelle-Calédonie appelle à reporter le troisième référendum sur l'indépendance après l'élection présidentielle française de 2022], Tencent, 2 novembre 2021, en ligne. Notez que ce lien web n'est plus disponible.

8. Bernard Lassaue, « Les nouvelles routes de la soie : quand l'expansionnisme chinois prend un nouveau tournant », francetv.info, 23 septembre 2021, [en ligne](#) ; Jean-Baptiste Jeangène-Vilmer, Paul Charon, « Les opérations d'influence chinoises : un moment machiavélien », Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), septembre 2021, [en ligne](#).

9. Anne-Marie Brady, « China's activities in the island states of the Pacific », dans Ross Babbage (dir.), *Winning without fighting*, vol. 2, Washington DC, Center for Strategic and Budgetary Assessments (CSBA), 2019, [en ligne](#), p. 27-36 ; Charon et Jeangène-Vilmer, « Les opérations d'influence chinoises », *op. cit.*, p. 401 ; « Quoi de mieux pour entrer en Nouvelle-Calédonie que de s'emparer du nickel, explique Bastien Vandendyck, analyste en relations internationales », France Info, 25 janvier 2021, [en ligne](#) ; Bastien Vandendyck, « Le

en France a affirmé qu'« il n'y a pas encore vraiment de preuves tangibles de l'influence de la Chine en Nouvelle-Calédonie, mais il est évident que cela va se développer dans la prochaine décennie¹⁰ ». D'autres commentateurs parlent de la Chine qui positionne ses « pions » au sein du mouvement indépendantiste¹¹. Des voix pro-indépendance en Nouvelle-Calédonie affirment que « l'influence chinoise alléguée est instrumentalisée sans vergogne et sans fondement en Nouvelle-Calédonie pour justifier la présence française¹² ». Pendant ce temps, les médias d'État chinois ont accusé les commentateurs français sur les intérêts de Pékin en Nouvelle-Calédonie de « diaboliser » la Chine¹³. Il s'agit d'une phraséologie habituelle utilisée par le PCC à l'échelle mondiale pour faire taire les critiques et les analyses sur le parti et ses activités¹⁴.

La définition de l'« ingérence étrangère » utilisée par les Five Eyes est la suivante : « les activités coercitives, trompeuses et clandestines des gouvernements étrangers, des acteurs et de leurs mandataires, visant à semer la discorde, à manipuler le discours public, à biaiser l'élaboration des politiques ou à perturber les marchés dans le but de nuire à nos nations et nos alliés¹⁵ ». Comme le détaille cette étude, les activités d'ingérence étrangère de la Chine en Nouvelle-Calédonie ont été trompeuses et clandestines ; elles ont exposé la Nouvelle-Calédonie au risque de coercition économique en raison d'une dépendance accrue

développement de l'influence chinoise dans le Pacifique océanien », *Programme Asie*, IRIS, février 2018, [en ligne](#).

10. Sébastien Schneegans, « La Nouvelle-Calédonie, dernière pièce du "puzzle" chinois », *Rush*, 26 mars 2021.

11. Margot Hutton, « Nouvelle-Calédonie : un atout français convoité par la Chine », TV5 Monde, 8 décembre 2021, [en ligne](#).

12. « FLNKS », Twitter, 23 septembre 2021, [en ligne](#).

13. « 这块法国领土，也怕被中国“颠覆”？ » [Ce morceau de territoire français craint-il également d'être « subverti » par la Chine ?], *Huanqiu ribao* 环球日报, 28 septembre 2021, [en ligne](#).

14. Anne-Marie Brady, *Marketing dictatorship: propaganda and thought in contemporary China*, Lanham, Maryland, Rowman and Littlefield, 2008.

15. « Five country ministerial communiqué: emerging threats », UK Government, 2019, [en ligne](#).

vis-à-vis du marché chinois, et elles sont liées aux efforts transpacifiques de la Chine, qui pourraient remodeler la sécurité dans l'Indo-Pacifique.

Les activités d'ingérence étrangère – ce que le PCC appelle le « travail de front uni international » (国际统战工作)¹⁶ – sont au cœur de la politique étrangère agressive du secrétaire général du PCC, Xi Jinping¹⁷. La politique étrangère de l'ère Xi suit une approche en trois volets : 1) les interactions d'État à État ; 2) l'emploi de la force militaire ; et 3) les opérations secrètes menées par le biais de l'ingérence étrangère et de l'espionnage¹⁸. Le PCC soutient des activités d'ingérence étrangère dans tous les États et territoires du Pacifique. Les efforts de la Chine ont affaibli les systèmes politiques du Pacifique, créé une dépendance à l'endettement, menacé la souveraineté et la sécurité, et affecté les droits des résidents chinois du Pacifique à la liberté d'expression, d'association et de religion¹⁹. Ces menaces ont pu se produire parce que les gouvernements ont privilégié la prospérité économique et que les grands pays de la région sont restés pour la plupart silencieux.

En 2014, Xi Jinping a prononcé un discours sur l'importance du travail de front uni, le qualifiant d'une des « armes magiques » du PCC²⁰. Le PCC est un parti politique révolutionnaire marxiste-léniniste, et le front uni était une tactique de base de Lénine. Le travail de front uni est un élément crucial du travail souterrain ou secret du PCC (隐蔽战线工作). Le travail de

16. Zhao Pitao [赵丕涛], 外事概说 [Une vue d'ensemble du travail dans le domaine des affaires étrangères], Shanghai Social Sciences Publishing House, 1995, p. 87.

17. Anne-Marie Brady, « Magic weapons: China's political influence activities under Xi Jinping », Wilson Center, septembre 2017, [en ligne](#).

18. Anne-Marie Brady, « On the correct use of terms », *China Brief*, Jamestown Foundation, avril 2019, [en ligne](#).

19. Voir Brady, « China's activities in the island states of the Pacific », *op. cit.* ; Ben Doherty, Kate Lyons, « Outgoing president of Micronesia accuses China of bribery, threats and interference », *The Guardian*, 10 mars 2023, [en ligne](#).

20. 专设统战工作领导小组 中央“大统战”思维升级 [Petit groupe dirigeant du Front uni : plus d'importance accordée au « grand front uni » du Bureau politique du PCC], *Renminwang*, 31 juillet 2015, [en ligne](#).

front uni est la tâche de tous les membres du parti et des agences du parti-État-armée-marché, et pas simplement d'une seule organisation. Au moins 70 % des PDG des grandes entreprises chinoises sont membres du parti. Cela signifie que leurs entreprises sont tenues de participer au travail de front uni. Le PCC décrit son approche des relations étrangères comme une « diplomatie totale²¹ ». Cela signifie que tous les canaux possibles sont utilisés pour soutenir les intérêts du PCC.

En Nouvelle-Calédonie, les principaux vecteurs des activités d'ingérence étrangère du PCC semblent être les efforts de la Chine pour utiliser les liens et l'activité des Chinois ethniques sur le territoire, le ciblage des élites économiques et politiques néo-calédoniennes, et les tentatives d'intégrer la Nouvelle-Calédonie dans l'Initiative « la Ceinture et la Route ». Cela est cohérent avec les activités d'ingérence étrangère du PCC dans l'ensemble de la région Pacifique. La Nouvelle-Calédonie, territoire caractérisé par un mélange de pouvoirs politiques divisés et dévolus, est une étude de cas intéressante à comparer avec les lieux d'autres efforts d'ingérence étrangère du PCC dans le monde. Cette étude évalue si ces pouvoirs politiques partagés, l'instabilité politique et les inégalités économiques rendent la Nouvelle-Calédonie plus vulnérable aux activités d'ingérence étrangère du PCC. Il se conclut par des recommandations sur les moyens de renforcer la résilience face à l'ingérence étrangère de la Chine en Nouvelle-Calédonie et dans tout le Pacifique.

21. Anne-Marie Brady, *Making the foreign serve China: managing foreigners in the People's Republic*, Lanham, Maryland, Rowman and Littlefield, 2003.

I. POURQUOI LA CHINE S'INTÉRESSE À LA NOUVELLE-CALÉDONIE

La Chine a des intérêts directs en Nouvelle-Calédonie, comme l'achat de nickel et le futur statut politique du territoire, ainsi que des intérêts stratégiques et sécuritaires plus larges dans toute la région indo-pacifique. La Nouvelle-Calédonie occupe une place importante dans les rapports chinois sur certains sujets, comme les sources de nickel. Elle apparaît également dans des discussions plus larges en langue chinoise sur la géopolitique dans le Pacifique. Il faut donc ici passer en revue ces intérêts et expliquer comment ils sont liés à la Nouvelle-Calédonie, à son peuple et à son développement.

GÉOPOLITIQUE

La Chine a de forts intérêts géostratégiques en Nouvelle-Calédonie. Un article de 1987 indiquait que la Nouvelle-Calédonie « revêt une grande importance stratégique dans le Pacifique Sud¹ ». Un rapport de 2018 notait :

La situation géographique de la Nouvelle-Calédonie est très importante. Elle est située près du tropique du Capricorne et constitue le troisième plus grand archipel de l'océan Pacifique. Son territoire est petit, mais il garde le passage maritime du Pacifique Nord à l'Antarctique. C'est un site crucial pour les routes maritimes et aériennes et les câbles sous-marins sur tous les continents. Il y en a des centaines. Les routes de transport maritime et aérien passent par ici. [La Nouvelle-Calédonie] est

1. « Issues, problems in South Pacific addressed », *Guoji wenti yanjiu*, FBIS-CHI-87-098, 13 avril 1987. Cette revue se vante de « refléter la pensée stratégique diplomatique de la Chine dans des analyses académiques ». Les articles sont écrits par des diplomates de la RPC. Elle est publiée par l'Institut chinois d'études internationales, qui est un institut de recherche professionnel relevant du ministère des Affaires étrangères de la RPC.

un emplacement extrêmement important [du point de vue de] la stratégie de transport international².

En 2021, une autre source officielle décrivait le territoire insulaire comme « une base militaire et stratégique importante pour la France dans [la région Pacifique]³ ».

L'archipel de la Nouvelle-Calédonie a suscité l'intérêt des grandes puissances de toutes les époques. La Nouvelle-Calédonie partage des frontières maritimes avec l'Australie, les Fidji, les îles Salomon et le Vanuatu. Historiquement, Tahiti et la Nouvelle-Calédonie étaient des points de relais pour les liaisons de la France avec l'Amérique du Sud et l'Antarctique. Le territoire est un point d'arrivée pour deux câbles internet dans le Pacifique, et il y en aura bientôt un troisième⁴.

La Nouvelle-Calédonie présente un intérêt particulier pour la Chine car c'est un territoire stratégiquement important pour la France, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis, ainsi que pour tous les États insulaires du Pacifique. En 1946, le comité des territoires du Congrès américain a identifié la Nouvelle-Calédonie comme faisant partie de la ligne de défense des États-Unis⁵. Si une puissance hostile contrôlait la Nouvelle-Calédonie – ou son voisin, les îles Salomon – elle pourrait bloquer l'accès de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et des territoires insulaires du Pacifique aux États-Unis, à l'océan Indien et jusqu'à l'Asie du Sud-Est et du Nord-Est. Les petits États insulaires du Pacifique, comme la plupart des États de cette dimension, sont incapables de se défendre en période de conflit. Le New Zealand Defence Assessment de 2021 a affirmé que, si un État qui ne partage pas les valeurs et les intérêts de sécurité de la Nouvelle-Zélande (en d'autres termes, la RPC) établissait une base militaire ou une

2. « 法国海外属地的“去留观” [Les territoires d'outre-mer français doivent-ils partir ou rester], *Global Magazine* [环球 杂志], 28 novembre 2018, [en ligne](#).

3. « 国别投资年报 2021 » [Rapport annuel sur les investissements par pays 2021], Xinhua Silk Road, [en ligne](#).

4. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « Visite du Président Emmanuel Macron au Vanuatu, 26 et 27 juillet 2023 », Facebook, [en ligne](#).

5. House of Representatives, « Report from the House Committee on Territories from the 79th Congress », US Congress, 1946, [en ligne](#).

installation à double usage dans le Pacifique, cela « modifierait fondamentalement l'équilibre stratégique de la région⁶ ». Le Defence Strategic Update de l'Australie en 2020 indique que le pays est très préoccupé par la possibilité de « l'établissement de bases militaires, qui pourrait saper la stabilité dans l'Indo-Pacifique et notre région immédiate⁷ ». En 2022, le président américain Biden et la Première ministre néo-zélandaise Ardern ont publié une déclaration commune qui faisait écho à ces préoccupations⁸.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, la Nouvelle-Calédonie a joué un rôle fondamental en tant que base militaire pour les troupes américaines et néo-zélandaises qui défendaient le Pacifique élargi. C'était un site clé pour la défense avancée de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande afin d'empêcher le Japon impérial de s'établir dans le Pacifique Sud. Lorsque la France est tombée aux mains des nazis en 1940, les colons de Nouvelle-Calédonie ont voté pour soutenir la France libre et ont évincé le gouverneur pro-Vichy. L'Australie a apporté son aide en faisant venir un gouverneur de la France libre sur un navire de la Royal Australian Navy, et a peu après stationné une garnison de soldats de l'armée australienne en Nouvelle-Calédonie⁹.

De 1942 à 1945, Nouméa, la capitale de la Nouvelle-Calédonie, a été la principale base de la flotte américaine dans le Pacifique Sud. Quelque 15 000 soldats néo-zélandais et 100 000 soldats américains ont stationné en Nouvelle-Calédonie pendant la Seconde Guerre mondiale, soit plus du double de la population néo-calédonienne de l'époque. Pendant la guerre, environ 1 million de combattants américains ont passé du temps en Nouvelle-Calédonie. Avec les îles d'Efate et d'Espirito Santo au Vanuatu (Nouvelles-Hébrides), le territoire a servi de tremplin pour les

6. Ministry of Defence, « Defence assessment 2021: He Moana Pukepuke e Ekengia e Te Waka », New Zealand Government, 8 décembre 2021, [en ligne](#).

7. Defence Department, 2020 Defence Strategic Update, Australian Government, 1^{er} juillet 2020, [en ligne](#).

8. « United States - Aotearoa New Zealand Joint Statement », The White House, Washington DC, 31 mai 2022, [en ligne](#).

9. Department of External Affairs, « 114 War Cabinet Minute », Australian Government, 10 septembre 1940, [en ligne](#).

batailles décisives des États-Unis contre le Japon à Guadalcanal, dans les îles Salomon, à l'île de Midway et dans la mer de Corail.

Les activités de la Chine dans le Pacifique Sud-Ouest tirent des leçons des actions du Japon impérial dans le Pacifique pendant la Seconde Guerre mondiale et de l'Union soviétique pendant la guerre froide¹⁰. Cependant, au lieu d'une guerre cinétique, la Chine utilise des activités de zone grise et d'ingérence étrangère pour atteindre ses objectifs. La Force de défense australienne définit les activités de zone grise comme des actes d'affirmation ou de coercition militaires et non militaires visant à atteindre des objectifs stratégiques¹¹. Au cours des dix dernières années, la Chine a fourni des véhicules et des navires militaires, des uniformes, une formation et des infrastructures militaires aux forces armées des Fidji, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et des Tonga, ainsi qu'aux forces de police du Vanuatu, des Samoa et des îles Salomon. La Chine semble maintenant utiliser les récentes crises humanitaires dans le Pacifique pour normaliser et consolider la présence de l'APL dans la région¹². Le Commandement du théâtre sud de l'APL à Guangzhou, qui a mené de vastes exercices militaires dans le Pacifique occidental au cours des deux dernières années, dirige cette initiative. Guangzhou est également le site de la plateforme permanente d'aide humanitaire de la Chine pour les crises dans le Pacifique.

En février 2022, deux navires de l'APL ont visé avec un laser un avion de la Force de défense australienne qui les observait dans la mer d'Arafura, juste au nord de l'Australie, puis ont transité par le point d'étranglement du détroit de Torres jusqu'à la

10. Voir Dennis L Bark, Owen Harries (dir.), *The red orchestra*, vol. 3, *The case of the Southwest Pacific*, Stanford, Hoover Institution, 1989 ; John C. Dorrance, « The Soviet Union and the Pacific Islands: a current assessment », *Asian Survey*, 30 (9), 1990, p. 908-925 ; Toshi Yoshihara, « Chinese lessons from the Pacific War: implications for PLA warfighting », Center for Strategic and Budgetary Assessments (CSBA), 5 janvier 2023, [en ligne](#).

11. Defence Department, 2020 Defence Strategic Update.

12. Brady, « How China is using humanitarian aid to gain a foothold in the South Pacific », art. cit.

mer de Corail¹³. En mai 2022, un navire espion de l'APL a foncé vers Exmouth, en Australie-Occidentale, où se trouve la station de communication navale Harold E. Holt, une station de communication navale commune à l'Australie et aux États-Unis – la station de transmission la plus puissante de l'hémisphère sud¹⁴.

En mars 2022, la nouvelle alarmante que les îles Salomon prévoyaient de signer un accord de sécurité avec la RPC a éclaté, ouvrant la voie à une base militaire permanente et à des postes d'écoute de renseignement¹⁵. L'accord a été signé en avril 2022. Il a des implications pour la sécurité de l'ensemble de la région Pacifique. Selon la version préliminaire de l'accord, la Chine peut envoyer du personnel militaire, un soutien en matière de renseignement et d'information, des policiers et d'autres personnels armés à la demande du gouvernement des îles Salomon. Fort de son succès aux îles Salomon, la Chine a révélé en mai 2022 des plans pour un accord de sécurité avec dix États membres du Forum des îles du Pacifique, à l'exclusion de deux membres, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. La plupart des dirigeants des îles du Pacifique ont refusé de signer l'accord proposé, mais de nombreux aspects de celui-ci semblent avoir été mis en œuvre de manière *ad hoc* dans certains États. En juin 2023, le gouvernement des îles Salomon a signé un accord de police avec la Chine. Le ministère de la Sécurité publique (MSP) fait partie de la communauté chinoise du renseignement, chargé du contre-espionnage et du contrôle de l'activité dissidente en Chine et parmi la diaspora¹⁶. La Chine a envoyé des officiers du MSP aux Fidji, à Kiribati, aux Salomon et au Vanuatu, et négocie pour faire de

13. Andrew Greene, « Prime Minister Scott Morrison accuses Chinese warship of “reckless and irresponsible” act after laser was shone at RAAF aircraft », ABC News, 19 février 2022, [en ligne](#).

14. Defence Department, « Imagery: Chinese naval vessel operating off the Australian coast », communiqué de presse, Australian Government, 13 mai 2022, [en ligne](#).

15. Anne-Marie Brady, « Shock China security deal shows Pacific states need to face facts », *Sydney Morning Herald*, 25 mars 2022, [en ligne](#).

16. Anne-Marie Brady, « Party faithful – how China spies, and how to resist », *Australian Foreign Affairs*, juillet 2020.

même aux Tonga¹⁷. En juin 2024, la Chine a étendu la présence de ses garde-côtes à toutes les zones de pêche du Pacifique. La garde côtière chinoise, largement utilisée pour des opérations en zone grise dans les eaux disputées, est désormais légalement autorisée à monter à bord de tout navire de pêche étranger en haute mer dans les première, deuxième et troisième chaînes d'îles¹⁸.

LE RÔLE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE DANS LA PRÉSENCE MILITAIRE ET DE RENSEIGNEMENT DE LA FRANCE

Le Pacifique Sud et l'océan Austral sont des régions prioritaires pour la stratégie politique et militaire française¹⁹, et sont vitaux, plus largement, pour la stratégie indo-pacifique de la France²⁰. Le président français Emmanuel Macron a décrit la Nouvelle-Calédonie comme l'un des « ancrages » de la France dans l'Indo-Pacifique²¹. Les forces militaires françaises basées en Nouvelle-Calédonie, ainsi que la Royal Australian Navy, naviguent régulièrement à travers le point d'étranglement du détroit de Torres, la route la plus directe entre les océans Indien et Pacifique, et l'entrée de Jomard, qui relie la navigation traversant le Pacifique Nord et le Pacifique Sud. Si le détroit de Malacca et d'autres détroits indonésiens clés étaient bloqués, le détroit de Torres pourrait devenir une voie navigable cruciale pour le

17. Kalino Latu, « Outrage as PM welcomes Chinese policing role in Tonga during Pacific Leaders' Forum », *Kaniva Tonga*, 9 avril 2024, [en ligne](#).

18. Anne-Marie Brady, « Facing up to China's hybrid warfare in the Pacific », *The Diplomat*, 3 juin 2024, [en ligne](#).

19. Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, « Stratégie française en Asie-Océanie à l'horizon 2030 : vers un espace asiatique indopacifique inclusif », Livre blanc, Gouvernement français, 2018, [en ligne](#).

20. Emmanuel Macron, « Déclaration de M. Emmanuel Macron, Président de la République, sur les efforts du gouvernement en faveur de l'Outre-mer », Paris, 28 juin 2018, [en ligne](#).

21. Emmanuel Macron, « Déclaration de M. Emmanuel Macron, Président de la République, sur les relations entre la France et l'Australie », 2 mai 2018, [en ligne](#).

commerce mondial²². Les forces japonaises impériales ont utilisé l'entrée de Jomard pour tenter d'envahir Port Moresby en 1941. Les analystes chinois ont pris note de l'importance de la Nouvelle-Calédonie pour la stratégie de la France dans la région. Un rapport de 2018 dans le magazine *Global* de Xinhua commentait : « l'existence de territoires d'outre-mer a considérablement étendu la présence militaire de la France et constitue une pièce importante de la stratégie mondiale de la France²³ ».

Les atouts militaires français sont l'un des facteurs qui empêchent la Chine de modifier l'équilibre des forces dans l'Indo-Pacifique, et plus particulièrement dans le Pacifique Sud. La France et les États-Unis sont les seuls acteurs de la région à disposer de réseaux de bases militaires dans le monde entier (Figure 1), et de réseaux mondiaux de communications militaires basés sur un territoire souverain²⁴. Si la France devait perdre l'un de ses territoires du Pacifique, et l'accès à la vaste zone maritime qu'ils fournissent, son influence et son statut mondial diminueraient de manière significative. Cette situation servirait les intérêts de la Chine et de la Russie.

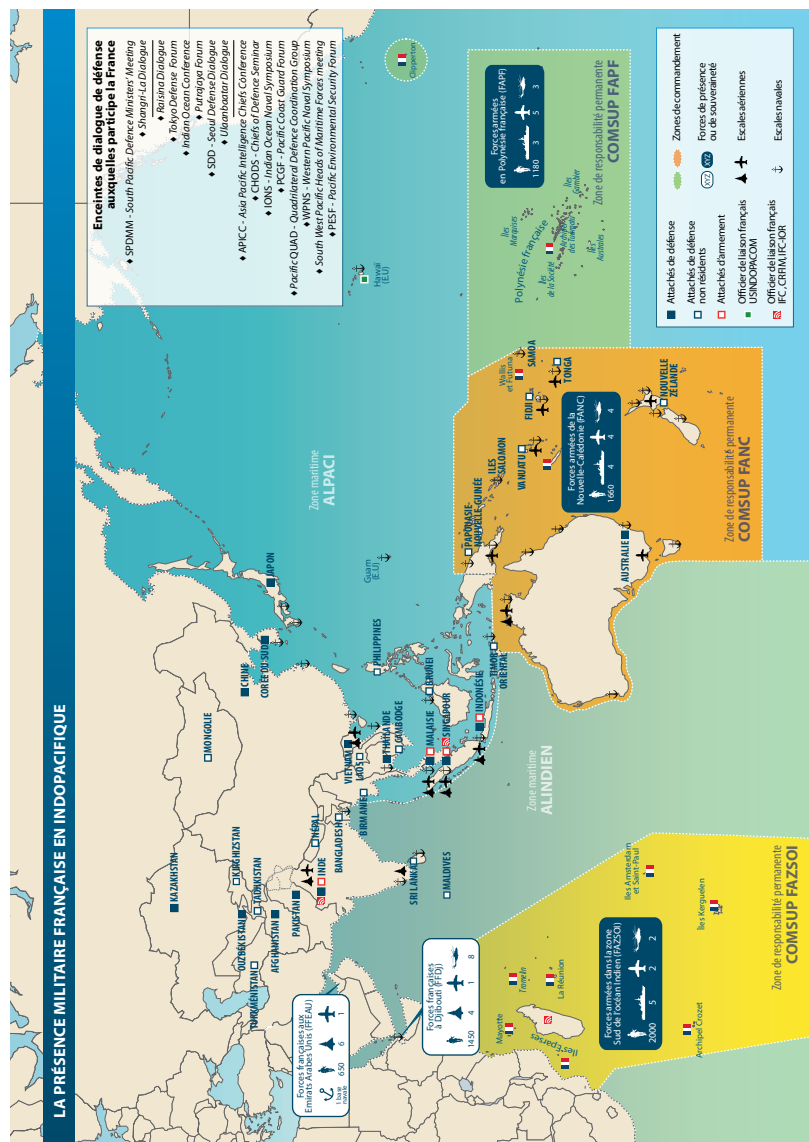
22. Philippe Leymarie, « Présence de la France dans le Pacifique Sud : les enjeux stratégiques de la crise néo-calédonienne », *Le Monde diplomatique*, mars 1985, [en ligne](#); voir aussi Ross Babbage, « The strategic significance of the Torres Strait », *Canberra Papers on Strategy and Defence*, 1990, [en ligne](#).

23. Écrit par un « Professeur associé au Collège de commandement de l'APL de Nanjing » non nommé, « 法国海外属地的“去留观” » [Un territoire d'outre-mer français hésite], « 环球 » 杂志: 24 [Global], 28 novembre 2018, [en ligne](#).

24. Denise Fisher, *France in the South Pacific: Power and Politics*, ANU Press, 2013, p. 246.

Figure 1

Forces militaires françaises outre-mer



Source : Direction générale des relations internationales et de la stratégie, *La France et la sécurité dans l'Indo-Pacifique*, Ambassade de France, Washington DC, mai 2019, [en ligne](#).

Les territoires français du Pacifique, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française, fournissent une base logistique majeure pour les ressources militaires de l'OTAN et l'Agence spatiale européenne²⁵. En 2008, la France a construit un nouveau quartier général militaire à Nouméa pour ses forces du Pacifique. Les Forces armées en Nouvelle-Calédonie (FANC) sont composées d'environ 2 000 soldats, réservistes et civils basés à Bourail, Tontouta, Mont-Dore et Nouméa²⁶. Les forces françaises en Nouvelle-Calédonie sont soutenues par l'ensemble des Forces armées françaises, y compris le porte-avions *Charles de Gaulle*²⁷. À plusieurs reprises, des avions de chasse et des ravitailleurs en vol de l'Armée de l'air et de l'espace ont démontré leur capacité à opérer dans le Pacifique²⁸.

La Nouvelle-Calédonie revêt également une réelle importance pour les capacités de renseignement de l'armée française. En 2005, la Direction générale de la sécurité extérieure a installé un poste d'écoute sur la base aérienne 186 Lieutenant Paul Klein, qui partage la piste avec l'aéroport international de Nouméa - La Tontouta. Cela fait partie d'un réseau international équivalent au dispositif de renseignement d'origine électromagnétique de la National Security Agency (NSA) américaine. La base aérienne 186 Lieutenant Paul Klein sert également au suivi des missiles et des satellites dans l'espace²⁹.

25. *Ibid.*, p. 4-5.

26. Les forces terrestres des FANC sont un régiment des Troupes de marine, le Régiment d'infanterie de marine du Pacifique. Les forces navales des FANC sont composées d'une frégate de classe Floréal avec hélicoptère, d'un patrouilleur de classe P400, d'un bâtiment de patrouille et de soutien, de deux avions de patrouille maritime, ainsi que d'une vedette de la Gendarmerie maritime. L'armée de l'air des FANC dispose de deux avions de transport Casa et de trois hélicoptères de manœuvre basés à Tontouta. Sept cent soixante gendarmes français sont également déployés en Nouvelle-Calédonie.

27. Schneegans, « La Nouvelle-Calédonie, dernière pièce du "puzzle" chinois », art. cit.

28. Pour un exemple récent, voir Nigel Pittaway, « Mission Pegase 2022 conclues », *Australian Defence Magazine*, 23 septembre 2022, [en ligne](#).

29. Fisher, *France in the South Pacific*, op. cit., p. 267.

La Nouvelle-Calédonie revêt également une importance militaire en tant que site utile pour la recherche dans l'espace proche et les stations terrestres de satellites. Les navires de la classe Yuan Wang de l'Armée populaire de libération se déploient dans le Pacifique lors des lancements de missiles et de satellites, utilisant Papeete et Suva comme ports d'escale. La Chine utilise ses ambassades et consulats du Pacifique comme sites pour les stations terrestres du service de navigation Beidou. Comme le GPS, Beidou est une technologie militaire cruciale pour le C4ISR³⁰. La Chine n'a pas encore d'ambassade ni de consulat en Nouvelle-Calédonie, elle n'y dispose donc pas encore de station terrestre Beidou. Au lieu de cela, elle fait appel à des sociétés privées pour héberger des stations de référence équipées de Beidou en Nouvelle-Calédonie ; l'une est à Nouméa et l'autre à Koumac³¹. Les stations terrestres et les stations de référence fonctionnent ensemble pour fournir une précision au centimètre près pour le positionnement et le ciblage par satellite.

Si la Nouvelle-Calédonie devait accéder à l'indépendance sans le soutien financier et sécuritaire de la France, cela affaiblirait immédiatement la sécurité régionale dans le Pacifique. La France apporte une contribution majeure à la défense dans le cadre du partenariat FRANZ³², un partenariat entre l'Australie, la France et la Nouvelle-Zélande signé en 1992 qui encadre la coordination entre les trois gouvernements pour aider les pays insulaires du Pacifique (PIP) frappés par une catastrophe, lorsqu'ils le demandent³³. L'Australie, la France, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis (avec le Royaume-Uni et le Japon en tant qu'observateurs) ont établi le Forum quadrilatéral de coordination de la défense du Pacifique (le Quad), contribuant à surveiller et à

30. C4ISR = *Command, Control, Communications, Computers, Intelligence, Surveillance, Reconnaissance*.

31. IGS, [en ligne](#).

32. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce, « The FRANZ arrangement », Gouvernement de Nouvelle-Zélande, [en ligne](#).

33. Voir, par exemple, la récente coopération aux Tonga : Département des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT), « Hunga Tonga-Hunga Ha'apai volcanic eruption and tsunami », Gouvernement australien, [en ligne](#).

protéger les ZEE des PIP et la haute mer régionale, ainsi qu'au renforcement des capacités et des compétences des PIP. Par le biais de leurs mécanismes bilatéraux et multilatéraux, la France, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et l'Australie fournissent des formations en matière de défense et de sécurité à d'autres partenaires du Pacifique tels que les Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les îles Salomon, les Tonga et le Vanuatu, dans le cadre d'exercices conjoints et de programmes d'études.

Sans une forte présence militaire française dans le Pacifique, les États et territoires insulaires du Pacifique pourraient être des cibles faciles pour une puissance hostile, tout comme ils l'étaient en 1941. L'Australie et la Nouvelle-Zélande devraient dépenser beaucoup plus d'argent pour se défendre et défendre les pays de la région, et en temps de conflit, elles pourraient être coupées de leurs partenaires militaires, tels que les États-Unis et le Japon.

En 2021, un rapport publié par le groupe indépendantiste FLNKS a proposé deux scénarios pour la défense d'une Nouvelle-Calédonie indépendante : 1) la Nouvelle-Calédonie pourrait établir des accords de défense avec une puissance voisine, qui pourrait être l'Australie, la France ou « un autre pays » ; ou 2) elle pourrait suivre le modèle de Djibouti³⁴. Djibouti surplombe la route maritime clé entre l'Europe, le golfe Persique et l'Asie : le détroit de Bab el-Mandeb. C'est à Djibouti que l'APL a établi sa toute première base à l'étranger avec plusieurs milliers de militaires et un vaste quai régulièrement utilisé par les navires de l'APL. La dette de Djibouti envers la Chine équivaut à 43 % de son PIB³⁵. Djibouti abrite également une base américaine de 4 000 hommes, 1 500 soldats français, la seule base étrangère des Forces d'autodéfense japonaises, ainsi qu'une présence militaire du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne, des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite. Les différents États espionnent continuellement les capacités des uns et des autres.

34. « Document État Oui / Non : nos commentaires », *L'indépendant*, 11 novembre 2021, [en ligne](#).

35. Elliott Wilson, « Not dead yet, the future of China's Belt and Road », *The Economist*, 22 septembre 2022, [en ligne](#).

Il y a presque autant de travailleurs du sexe que de militaires, et c'est une plaque tournante du trafic sexuel de femmes et d'enfants vulnérables³⁶. Ce n'est pas un modèle attrayant pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

Si la Nouvelle-Calédonie suivait effectivement le modèle de Djibouti ou invitait « un autre pays » à établir une présence militaire, cela pourrait accentuer les tensions entre grandes puissances dans la région du Pacifique, ce qui changerait radicalement l'ordre stratégique qui a maintenu la paix dans le Pacifique depuis 1945. En 2022, la Première ministre samoane, Fiamē Naomi Mata'afa, a déclaré qu'elle et d'autres dirigeants du Pacifique n'aimeraient pas encourager « d'une quelconque manière » des scénarios dans lesquels des forces militaires d'autres pays viendraient dans le Pacifique³⁷.

RESSOURCES

La Chine s'intéresse également beaucoup à la Nouvelle-Calédonie en raison de ses riches ressources minérales. La Chine développe ses capacités de production à l'étranger pour s'assurer des approvisionnements suffisants à usage militaire et civil sur son territoire. L'expansion en cours de l'équipement et des capacités de l'APL (la plus grande expansion militaire au monde³⁸) rend l'accès au nickel de la plus haute importance pour la Chine. De plus, la Chine accapare le marché mondial des dispositifs de stockage d'énergie et des véhicules électriques grand public et a besoin, par conséquent, d'un approvisionnement garanti en nickel. La Nouvelle-Calédonie possède 25 % des ressources mondiales de nickel, la troisième réserve mondiale, et a

36. US Department of State, « 2022 Trafficking in persons report: Djibouti », US Government, 2022, [en ligne](#).

37. Marian Faa, Stephen Dziedzic, « Solomon Islands refusing to sign 11-point declaration at historic Pacific-US meeting », ABC News, 28 septembre 2022, [en ligne](#).

38. Pour une évaluation actualisée de l'expansion de l'APL, voir Jack Bianchi, Madison Creery, Harrison Schramm, Toshi Yoshihara, *China's choices: a new tool for assessing the PLA's modernization*, CSBA, 14 juillet 2022.

été autrefois, et pourrait être de nouveau, le plus grand producteur de ferronickel³⁹. La Nouvelle-Calédonie est riche en cobalt, un minerai très rare utilisé dans des applications militaires stratégiques telles que le guidage des missiles et les radars, ainsi que dans des applications commerciales et industrielles. La mine de Goro, dans le Sud, produit 3 % de l'approvisionnement mondial en cobalt⁴⁰. La Nouvelle-Calédonie possède également des gisements potentiels d'or, d'argent, de cuivre, de plomb et de zinc dans la Province Nord, et des ressources en hydrocarbures inexploitées dans sa ZEE.

Un rapport du département américain de la Défense de 1954 qualifiait le nickel de métal « se rapprochant le plus d'un véritable "métal de guerre" [qui] mérite la priorité absolue parmi les matériaux faisant l'objet de mesures de conservation⁴¹ ». Le nickel est utilisé dans un large éventail de matériel militaire, des missiles et des chars aux satellites. Un rapport de 2019 pour les industries non ferreuses en Chine souligne que le nickel est un métal crucial pour les industries de la défense et de l'aérospatiale du pays⁴². Comme cela a été indiqué, le nickel est également essentiel pour la production de voitures électriques en Chine. Les véhicules électriques ont des utilisations militaires et civiles. Les véhicules militaires qui utilisent des systèmes de propulsion électriques ou hybrides ont une image thermique plus faible, ce qui rend leur détection plus difficile.

La Chine cherche à conclure des accords à long terme avec les producteurs étrangers et nationaux. Les analystes chinois des minerais se tournent vers la Nouvelle-Calédonie pour sécuriser

39. Sean Xun, *The mineral industry of New Caledonia*, US Geological Survey, 2014, [en ligne](#).

40. Murray W. Hitzman, Arthur A. Bookstrom, John F. Slack, Michael L. Zientek, *Cobalt – Styles of deposits and the search for primary deposits*, open-file report 2017-1155, US Geological Survey, 2017, [en ligne](#).

41. Office of the Assistant Secretary of Defense (Supply and Logistics), *Annual materials conservation report*, Department of Defense, US Government, 1954.

42. « 强大的国防军工企业，及其先进的金属材料 and 军工材料 » [Une industrie de défense forte et ses matériaux métalliques et militaires avancés], Plateforme technologique pour les métaux non ferreux [有色技术平台], 23 mai 2019, [en ligne](#).

un accès stable au nickel et au cobalt. Il existe des informations détaillées sur la société, la politique, l'économie et les ressources de la Nouvelle-Calédonie dans des sources chinoises écrites spécifiquement comme des guides pour les futurs investissements des entreprises chinoises⁴³ :

Un rapport de 2016 évaluant le nickel néo-calédonien dans une revue financière chinoise soulignait que « les ressources en minerai de nickel latéritique développées [en Nouvelle-Calédonie] représentent moins de la moitié de ses réserves récupérables, et le potentiel d'augmentation future de la production est énorme⁴⁴ ».

Une « Analyse de la stratégie d'investissement dans les ressources en nickel de Nouvelle-Calédonie » de 2016 pour le projet national chinois de métaux non ferreux a présenté « les conditions naturelles et sociales de la Nouvelle-Calédonie, les politiques et réglementations en matière de fiscalité et de gestion des entreprises, les caractéristiques des ressources en nickel et l'état actuel des entreprises minières » afin de « fournir des informations aux entreprises chinoises pour investir dans les ressources en nickel en Nouvelle-Calédonie »⁴⁵.

Un rapport de 2018 sur la sécurité des ressources en nickel de la Chine et la stratégie d'internationalisation indiquait que « les futurs domaines d'investissement dans le nickel ont principalement les options suivantes : l'Indonésie, les Philippines et la Nouvelle-Calédonie – où il y a d'abondantes ressources latéritiques, de faibles coûts d'extraction, des lois et réglementations minières relativement complètes et une logistique

43. Voir, par exemple, « 新喀里多尼亚国别风险专题调研 » [Enquête sur les risques pays en Nouvelle-Calédonie], 2019, [en ligne](#).

44. An Taike [安泰科], '新喀里多尼亚红土镍矿运往中国' [Expédition du minerai de nickel latéritique de Nouvelle-Calédonie vers la Chine], *Jinrong jie* [金融界], 18 juillet 2016, [en ligne](#).

45. Lin Zhifeng, Yang Jianlong [林志峰, 杨建龙], « 新喀里多尼亚镍资源投资策略分析 » [Analyse d'une stratégie d'investissement dans les ressources en nickel de la Nouvelle-Calédonie], *Projet sur les métaux non ferreux en Chine* [有色金属工程], 北大核心 CSCD, 2016, 6(02) [en ligne](#).

relativement pratique ; les mines de sulfure de nickel sont très riches et la position géographique est supérieure⁴⁶ ».

Une évaluation de 2020 des ressources minérales de la Nouvelle-Calédonie par le Nanjing Geological Survey a déclaré que « le développement et l'utilisation rationnels des ressources en nickel de la Nouvelle-Calédonie revêtent une grande importance pour garantir la sécurité des approvisionnements en nickel de la Chine⁴⁷ ».

En 2020, la China Geological Survey a déclaré aux investisseurs potentiels en Nouvelle-Calédonie qu'« alors que la principale force politique en Province Nord de Nouvelle-Calédonie est pro-indépendance, la principale force politique en Province Sud est contre l'indépendance de la France ». Par conséquent, elle a conseillé que « lorsque les entreprises financées par la Chine investissent, elles doivent prêter une attention particulière à la zone où se situe le projet » et faire leur proposition en conséquence⁴⁸.

La Nouvelle-Calédonie intéresse également la Chine en raison de ses riches ressources marines, notamment la bêche-de-mer, le thon et les crevettes. La société SODIL de l'assemblée provinciale des îles Loyauté, qui aide à financer le FLNKS, exporte de la bêche-de-mer et de la nacre en Chine, avec des rendements élevés⁴⁹. La Nouvelle-Calédonie possède un secteur aquacole en plein essor, avec un potentiel d'expansion, dans lequel les trois provinces cherchent à investir. Comme détaillé ci-dessous, la Chine a exprimé un intérêt pour investir dans ce secteur en Nouvelle-Calédonie.

46. Lin Zhifeng [林志峰], « 我国镍资源安全及国际化战略研究 » [Recherche sur la sécurité des ressources en nickel et la stratégie d'internationalisation de la Chine], 昆明理工大学 [Kunming University of Science and Technology], 2018, [en ligne](#).

47. Xu Ming, Wang Tiangan [徐鸣, 王天刚], « 新喀里多尼亚镍矿投资环境分析 » [Analyse de l'environnement d'investissement des mines de nickel en Nouvelle-Calédonie], Centre d'études géologiques de Nanjing, China Geological Survey [中国地质调查局南京地质调查中心], 21 juillet 2020, [en ligne](#).

48. *Ibid.*

49. Entretien avec un fonctionnaire français, décembre 2019.

INTÉRÊTS DIPLOMATIQUES

L'attrait de la Nouvelle-Calédonie pour la Chine provient également des votes qu'elle apporte dans les organisations internationales. Bien que le territoire ne soit pas encore totalement indépendant, l'accord de Nouméa confère au gouvernement néo-calédonien le droit de représentation extérieure dans la région et dans les agences du Pacifique. Il peut également négocier des accords avec ces entités dans ses domaines de responsabilité désignés⁵⁰. La Nouvelle-Calédonie est membre de l'Union internationale des télécommunications, de l'Union postale universelle, de l'UNESCO (membre associé), de l'Organisation météorologique mondiale, du Comité international olympique, de l'Organisation internationale de la Francophonie, de la Communauté du Pacifique et du Forum des îles du Pacifique. La Chine est également membre ou partenaire de la plupart de ces organisations et cherche un soutien pour ses politiques et les représentants qu'elle souhaite dans les organisations internationales.

La Nouvelle-Calédonie se distingue quelque peu des autres États. Seuls l'Australie, l'Indonésie, le Japon, la Nouvelle-Zélande et le Vanuatu y ont des consuls généraux, tandis que l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, le Japon, la Suisse et le Vietnam ont des consuls honoraires. En 2019, la Chine a annoncé qu'elle prévoyait également d'établir un consulat honoraire en Nouvelle-Calédonie, mais cela ne s'est pas encore concrétisé⁵¹. Officiellement, la seule représentation de la Chine en Nouvelle-Calédonie se fait via l'ambassade de la RPC à Paris, tandis que l'assistance consulaire est fournie via l'ambassade de la RPC au Vanuatu. L'ambassadeur de la RPC en France s'est rendu deux fois en Nouvelle-Calédonie, en 2007 et 2017.

Le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie est le représentant légal pour les affaires extérieures néo-calédoniennes. L'indépendantiste Louis Mapou, leader de l'Union nationale pour

50. Fisher, *France in the South Pacific*, op. cit., p. 145.

51. « China looking at opening consulate in New Caledonia », RNZ National, 1^{er} août 2019, [en ligne](#).

l'indépendance affiliée au FLNKS, a été élu président en 2021. La politique étrangère de la Nouvelle-Calédonie est de la responsabilité de la minuscule Cellule de coopération régionale et des relations extérieures (SCRRE), créée en 2003. Elle est hébergée dans un petit bâtiment de deux étages à Nouméa, derrière un hôpital délabré construit dans les années 1870. Elle ne semble pas bien dotée en ressources. Ce n'est pas un ministère des Affaires étrangères en tant que tel, puisque la France conserve les pouvoirs diplomatiques, judiciaires et de défense. La Nouvelle-Calédonie a placé des délégués dans les ambassades françaises de cinq pays du Pacifique (Australie, Nouvelle-Zélande, Vanuatu, Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée). L'accord de Nouméa de 1998 permet à la Nouvelle-Calédonie d'être représentée dans les ambassades françaises du Pacifique, et plusieurs de mes sources d'entretiens m'ont dit que cela inclut potentiellement la Chine. Le ministère français des Affaires étrangères contribue à la formation de ce personnel des relations extérieures. Les activités de la SCRRE ont été affectées par le bras de fer entre les partis indépendantistes et ceux du *statu quo* au sein du Congrès néo-calédonien. L'agence doit obtenir la coopération du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et du gouvernement français, tout en essayant d'établir des relations extérieures avec des gouvernements étrangers. L'ancien directeur de la SCRRE a déclaré que c'est « un rôle très délicat⁵² ».

INTÉRÊTS STRATÉGIQUES RÉGIONAUX ET MONDIAUX

La RPC a prêté une attention particulière au processus de décolonisation de la Nouvelle-Calédonie. L'indépendance de la Nouvelle-Calédonie pourrait avoir un effet domino sur les territoires d'outre-mer de la France ailleurs dans le monde⁵³. Le statut politique de la Nouvelle-Calédonie est un baromètre pour les

52. Entretien avec François Bockel, janvier 2018.

53. Liu Chenghui [刘程辉], « 法属新喀里多尼亚闹独立, 马克龙这句话敲打中国 » [La Nouvelle-Calédonie française se bat pour l'indépendance, les paroles de Macron frappent la Chine], Guanchazhe [观察者], 13 décembre 2021, [en ligne](#).

autres territoires français du Pacifique, la Polynésie française et Wallis-et-Futuna, mais aussi pour la Corse en Méditerranée, et les départements d'outre-mer de la France dans l'océan Indien et les Caraïbes. Si la Chine pouvait avoir une présence militaire dans une Nouvelle-Calédonie indépendante, cela constituerait une menace directe pour l'ordre régional existant. Une Nouvelle-Calédonie indépendante et proche de la Chine pourrait également être une force politique influente dans le Pacifique.

Les commentaires d'un article de 1987 d'un groupe de réflexion de la RPC semblent aujourd'hui prémonitoires, compte tenu des troubles actuels en Nouvelle-Calédonie. Ils reflètent l'évaluation à long terme de la Chine de la situation stratégique dans le Pacifique :

Une fois que le mouvement d'indépendance nationale de la Nouvelle-Calédonie sera mis à profit par une superpuissance, des changements défavorables aux États-Unis se produiront dans l'équilibre stratégique du Pacifique Sud. D'autre part, si les États-Unis soutiennent le mouvement d'indépendance nationale de la Nouvelle-Calédonie, il pourrait s'étendre à d'autres îles et territoires sous tutelle du Pacifique et encourager d'autres peuples à lancer leur propre mouvement d'indépendance. C'est ce que les États-Unis n'aimeraient pas voir⁵⁴.

En 2014, des chercheurs chinois ont prédit que l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie était « imminente⁵⁵ ». La RPC cherche des partenaires diplomatiques, en concurrence avec la République de Chine (Taïwan). Pékin ferait pression pour qu'une Nouvelle-Calédonie indépendante établisse immédiatement des relations diplomatiques.

La Nouvelle-Calédonie est économiquement importante dans le Pacifique, et si la Chine était en mesure d'influencer des secteurs clés, cela pourrait avoir un impact régional plus large. Par exemple, Pacific Energy Pty Ltd, une entreprise privée

54. « Issues, problems in South Pacific addressed », FBIS-CHI-87-098, Guoji wenti yanjiu, 13 avril 1987.

55. Geng Qingjun, Gao Yuan [耿庆军, 高原], « 新喀里多尼亚独立历程及前景分析 » [Analyse du parcours d'indépendance et des perspectives de la Nouvelle-Calédonie], *Pacific Studies Journal* [太平洋学报], 22 (11), 2014, [en ligne](#).

appartenant à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie française, contrôle non seulement les stations-services en Nouvelle-Calédonie, mais aussi toutes les nombreuses stations-services des PIP et de la Polynésie française, et fournit du carburant d'aviation et des lubrifiants à la région⁵⁶. En 2019, des rumeurs ont circulé selon lesquelles Pacific Energy avait reçu une offre d'achat d'une entreprise chinoise. Si elle avait abouti, cela aurait signifié qu'une entité chinoise aurait pris le contrôle des approvisionnements en pétrole et en essence de tous les petits États insulaires en développement et des territoires français du Pacifique⁵⁷.

CONNEXIONS HISTORIQUES ET MESSAGES DU PCC

L'histoire archéologique et moderne de la Nouvelle-Calédonie revêt un intérêt idéologique pour le PCC et joue un rôle modeste dans des récits plus larges. Les Kanaks, peuple autochtone de Nouvelle-Calédonie, descendent des navigateurs austronésiens du Pacifique, réputés pour leur poterie, découverte pour la première fois à Lapita, dans le nord de la Grande Terre néo-calédonienne. L'expansion austronésienne a originellement débuté depuis l'île de Taïwan⁵⁸. Néanmoins, des chercheurs de la République populaire de Chine affirment que l'histoire archéologique austronésienne remonte au sud-est de l'île de Hainan, partie intégrante de la RPC⁵⁹. Ceci s'inscrit dans le récit officiel dominant du PCC, qui promeut l'idée que les intérêts de la Chine moderne dans le Pacifique Sud-Ouest datent d'au-delà de l'histoire écrite⁶⁰.

Les politiques coloniales brutales de la France à l'encontre de la population autochtone kanake occupent une place prépondérante

56. Pacific Energy, [en ligne](#).

57. « Who are we », Pacific Energy, [en ligne](#).

58. Alicia Sanchez-Mazas *et al.* (dir.), *Past human migrations in East Asia*, Abingdon, Routledge, 2008, [en ligne](#).

59. Jiao Tianlong, Fan Xuechun (焦天龙, 范雪春), *福建与南岛语族 [Hokkien et langues austronésiennes]*, Beijing, Kexue Publishing House, 2020.

60. Voir « 王巍代表：让中华优秀传统文化占领中国游乐园阵地 » [Le représentant Wang Wei : Laissons l'excellente culture chinoise occuper la position des parcs d'attractions chinois], *China Economic*, 中国经济网, 4 mars 2022, [en ligne](#).

dans les discussions académiques et médiatiques chinoises sur la Nouvelle-Calédonie. Un article de 2021 paru dans *Guancha*, une publication de l'Académie chinoise des sciences sociales sous la direction du département de la Propagande du Comité central du PCC, déclarait :

Particulièrement après la découverte des mines de nickel locales, le gouvernement français a introduit un grand nombre de travailleurs d'autres régions d'Asie et du Pacifique pour piller les richesses et les faire travailler dans les mines, ce qui a gravement réduit l'espace vital des populations autochtones. Les conflits persistants et les maladies d'origine étrangère ont eu un effet mortel sur le peuple kanak, dont la population a été réduite de moitié en soixante-dix ans environ. Aujourd'hui, les Kanaks, qui étaient à l'origine les propriétaires de cette terre, sont devenus une minorité⁶¹.

La Nouvelle-Calédonie est une société fortement stratifiée et l'une des sociétés les moins égalitairement développées au monde⁶². Les commentaires en langue chinoise sur la société néo-calédonienne soulignent fréquemment ses disparités économiques et sa stratification sociale et raciale. Une évaluation parue dans le magazine *Global* de Xinhua observait : « La Nouvelle-Calédonie reçoit chaque année 1,3 milliard d'euros de subventions du gouvernement central français. Parallèlement, elle dépend également de la France en matière de défense et d'éducation. Mais les populations autochtones vivent dans la pauvreté, avec des taux d'éducation et d'emploi inférieurs à ceux des Blancs⁶³. »

61. Liu Chenghui [刘程辉], « 法属新喀里多尼亚闹独立, 马克龙这句话敲打中国 » [La Nouvelle-Calédonie s'agite pour l'indépendance, les mots de Macron], Guanchazhe [观察者], 1^{er} décembre 2021, [en ligne](#). Guancha est une organisation médiatique sous l'égide de l'Académie chinoise des sciences sociales, guidée par le Département central de la propagande du PCC.

62. Catherine Ris, « Rééquilibrage - Politique de réduction des inégalités en Nouvelle-Calédonie : le rôle des politiques éducatives », *Cahiers du LARJE*, 2020-2021, [en ligne](#).

63. Professeur associé au Collège de commandement de l'APL de Nanjing, « Les territoires d'outre-mer français doivent-ils partir ou rester ».

Le soutien de la Chine à la décolonisation en Nouvelle-Calédonie et sa mise en lumière des politiques racistes et brutales du passé rencontrent un écho auprès de nombreuses élites politiques du Pacifique. En ce sens, l'histoire de la Nouvelle-Calédonie est aussi celle du Pacifique. Le PCC lui-même ne reconnaît pas le concept d'indigénéité dans sa propre société et réprime brutalement les minorités ethniques telles que les Ouïghours et les Tibétains dans un projet colonialiste visant à créer un État-nation unifié.

L'historiographie du PCC mentionne également la Nouvelle-Calédonie dans le contexte du rôle tragique du territoire en tant que colonie pénale pour la Commune de Paris, et particulièrement en relation avec l'héroïne de la Commune, Louise Michel, qui y fut exilée. Cela est significatif du point de vue de la place de la Commune de Paris dans l'histoire internationale du communisme, mais il s'agit d'un récit destiné aux audiences nationales⁶⁴.

TROUBLES DE 2024

La Chine s'est montrée très circonspecte dans ses commentaires publics concernant les troubles sociaux massifs qui agitent la Nouvelle-Calédonie depuis début mai 2024, déclenchés par l'adoption par la France d'une législation élargissant l'éligibilité électorale sur le territoire⁶⁵. Au moment d'écrire cette étude, on estime que ces troubles ont causé environ 2,2 millions d'euros de dégâts, avec des centaines de voitures, de maisons et d'entreprises privées pillées et incendiées⁶⁶. Aucun rapport ne fait état

64. Dai Chengjun, Lou Junxin [戴成钧, 楼均信], « 巴黎公社流放者在新喀里多尼亚岛上的斗争 » [La lutte des exilés de la Commune de Paris sur l'île de Nouvelle-Calédonie], *Journal de l'Université de Hangzhou* [杭州大学学报(哲学社会科学版)], 02, 1981, [en ligne](#).

65. « MPs approve New Caledonia constitutional reform as second night of violence shakes French territory. French MPs adopted the text expanding New Caledonia's electorate for provincial elections », *Le Monde*, 15 mai 2024, [en ligne](#).

66. Jean-Tenahe Faatau, « Nouvelle-Calédonie : Le gouvernement local évalue le coût de la crise à 2,2 milliards d'euros », AFP, 6 juillet 2024, [en ligne](#).

d'entreprises chinoises ciblées, bien que la capitale, Nouméa, abrite un important quartier chinois. Ailleurs dans le Pacifique, lorsque des troubles éclatent, ce sont généralement les entreprises chinoises qui subissent les dommages les plus importants⁶⁷.

Les médias traditionnels et non traditionnels de la République populaire de Chine (RPC) sont très strictement contrôlés par le Parti communiste chinois (PCC). Leurs commentaires limités sur les troubles en cours et l'impasse politique en Nouvelle-Calédonie indiquent donc une orientation officielle sur la manière d'aborder la situation. L'instruction habituelle en temps de crise ou sur des sujets politiquement sensibles est que tous les médias de la RPC suivent la ligne adoptée par Xinhua (l'agence de presse officielle de la RPC)⁶⁸. Cependant, il s'agit d'une situation très délicate à couvrir pour Xinhua, qui ne dispose pas de journaliste établi en Nouvelle-Calédonie et ne peut y envoyer de reporters. Les commentaires de Xinhua se sont donc principalement fait l'écho de la couverture médiatique française des troubles, mais même ces rapports ont été rares. Xinhua compile également un service de publication interne à l'intention des dirigeants du PCC, on peut donc s'attendre à ce qu'une couverture plus détaillée y apparaisse. Le réseau de télévision international de la Chine, CGTN English, a fourni une couverture plus importante, mais là encore en relayant uniquement les reportages étrangers.

Le 27 mai, le ministère chinois des Affaires étrangères (MAE) a qualifié les troubles en cours d'« émeutes » (骚乱). Le MAE n'a fait aucun autre commentaire sur la situation politique en Nouvelle-Calédonie⁶⁹. Cette déclaration a été émise dans le contexte de l'annonce par le MAE du rapatriement réussi d'un groupe de touristes chinois bloqués en Nouvelle-Calédonie.

67. Voir, par exemple, les émeutes antigouvernementales en Papouasie-Nouvelle-Guinée en 2024, au cours desquelles des détaillants chinois ont été pris pour cible (Ben Westcott, « China urges Papua New Guinea to protect its citizens after riots », *Bloomberg*, 12 janvier 2024, [en ligne](#)).

68. Sur le régime de censure en Chine, voir Brady, *Marketing dictatorship: propaganda and thought work in contemporary China*, op. cit.

69. Bureau du porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la RPC, 27 mai 2024, [en ligne](#).

Depuis la crise libyenne de 2011, la RPC préfère utiliser l'Armée populaire de libération (APL) pour évacuer les ressortissants d'origine chinoise en cas de crise⁷⁰. De nombreux autres États utilisent également leurs forces armées pour évacuer leurs citoyens dans des situations de crise. Le 20 mai 2024, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont reçu l'autorisation de la France d'utiliser leurs avions militaires pour évacuer leurs ressortissants de Nouvelle-Calédonie⁷¹. Cependant, il semble que la France n'ait pas accordé à la Chine la permission d'utiliser un avion de l'APL pour évacuer ses ressortissants de Nouvelle-Calédonie. Au lieu de cela, cinq jours après les Australiens et les Néo-Zélandais, les citoyens chinois bloqués en Nouvelle-Calédonie ont été évacués sur un vol affrété d'Aircalin. Ils ont d'abord été transportés à Singapour, puis ont pris des vols commerciaux vers la Chine⁷².

Au cours des deux premières semaines de troubles, le gouvernement français a interdit l'application chinoise de médias sociaux TikTok (抖音) en Nouvelle-Calédonie, car elle était utilisée pour propager de la désinformation. Le Premier ministre français, M. Attal, a déclaré que TikTok était interdit « en raison des ingérences et de la manipulation dont fait l'objet la plateforme, dont la maison mère est chinoise. L'application est utilisée en tant que support de diffusion de désinformation sur les réseaux sociaux, alimenté par des pays étrangers, et relayé par les émeutiers⁷³ ». Les médias chinois en langue chinoise n'ont pas fait état de cette interdiction, ni de sa levée ultérieure⁷⁴. Cependant,

70. « Sudan evacuation shows China fulfils its international obligation », *China Daily*, 5 août 2023, [en ligne](#).

71. « Australia, New Zealand send evacuation flights to New Caledonia after week of deadly riots », Reuters, 20 mai 2024, [en ligne](#).

72. Bureau du porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la RPC, 27 mai 2024, [en ligne](#).

73. Nathan Tacchi, « Pourquoi l'exécutif a-t-il interdit TikTok en Nouvelle-Calédonie ? », *Le Point*, 16 mai 2024, [en ligne](#).

74. « France lifts TikTok ban in New Caledonia as calm returns », *Le Monde*, 29 mai 2024, [en ligne](#).

CGTN English a relayé un bref rapport de Reuters lorsque l'interdiction a été levée⁷⁵.

La Nouvelle-Calédonie est le deuxième plus grand fournisseur de nickel de la Chine. Les médias chinois spécialisés dans le domaine des minéraux ont suivi l'impact des troubles sur l'industrie du nickel en Nouvelle-Calédonie et sur les prix mondiaux du nickel⁷⁶. Un analyste chinois a noté que la crise du nickel en Nouvelle-Calédonie affecte également négativement la Russie, qui est un consommateur important de la production chinoise de nickel⁷⁷.

En juin 2024, le journal anglophone du PCC, le *Global Times*, a publié une attaque cinglante contre la couverture occidentale de la crise en Nouvelle-Calédonie, affirmant que les médias occidentaux alimentaient la peur en présentant la Chine comme une « ombre » derrière les troubles⁷⁸. Il n'existe aucune preuve d'une implication directe du gouvernement chinois dans les troubles et la violence, mais, comme je le détaille dans les pages suivantes, le PCC s'est livré à des activités clandestines en Nouvelle-Calédonie pendant des décennies. L'influence et l'impact de ces activités constituent certainement des facteurs significatifs dans la politique néo-calédonienne actuelle.

75. « Ban on TikTok lifted in French overseas territory of New Caledonia », CGTN, 29 mai 2024, [en ligne](#).

76. « 新喀里多尼亚骚乱影响镍市场, 沪镍强势上攻 » [Les troubles en Nouvelle-Calédonie ont affecté le marché du nickel et le nickel de Shanghai a fortement augmenté], Métaux non ferreux du fleuve Yangzi, 20 mai 2024, [en ligne](#).

77. Zheng Jiyong, « 法属南太岛国乱了, 担心会影响镍供应的俄罗斯, 先给中国发了信号 » [Le chaos règne dans les îles françaises du Pacifique Sud. La Russie, inquiète de voir affecter l'approvisionnement en nickel, a envoyé un signal à la Chine], université Fudan, 22 mai 2024, [en ligne](#).

78. « Reports on New Caledonia unrest shows Western media's crisis exploitation, bias toward China », *Global Times*, 27 juin 2024, [en ligne](#).

II. ÉVALUATION DES ACTIVITÉS D'INGÉRENCE DU PCC EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Bien que les priorités de l'ingérence étrangère du Parti communiste chinois (PCC) puissent varier selon les pays et les territoires, les tactiques de base demeurent les mêmes. La structure de gouvernance décentralisée de la Nouvelle-Calédonie, où le pouvoir politique est réparti entre le gouvernement français, les autorités néo-calédoniennes, trois assemblées provinciales et des conseils locaux, offre de nombreux canaux potentiels que les agences et les acteurs de la République populaire de Chine (RPC) peuvent exploiter. D'un autre côté, l'existence de multiples centres de pouvoir se surveillant mutuellement a pu compliquer certains efforts d'ingérence du PCC en Nouvelle-Calédonie. Dans les sections suivantes, cette étude utilise le modèle établi dans mon article de 2017, « Magic weapons: China's political influence activities under Xi Jinping », pour évaluer l'ingérence étrangère du PCC en Nouvelle-Calédonie¹. Cette étude expose également certaines des mesures que la France, les autorités néo-calédoniennes et les groupes de la société civile ont employées pour gérer les aspects potentiellement néfastes de la relation avec la Chine, et discute de ce qui reste à faire.

En Nouvelle-Calédonie, les principaux vecteurs des activités d'ingérence du PCC semblent être les efforts de la Chine pour utiliser les liens et l'activité des Chinois ethniques sur le territoire, le ciblage des élites économiques et politiques néo-calédoniennes, et les tentatives d'intégrer la Nouvelle-Calédonie dans l'Initiative « la Ceinture et la Route ».

1. Brady, « Magic weapons: China's political influence activities under Xi Jinping », art. cit. ; Anne-Marie Brady, soumission au Parlement néo-zélandais, 2019, [en ligne](#) ; Anne-Marie Brady, « Encircling the city from the countryside: decoding the CCP government's sub-national interference activities », dans John Fitzgerald (dir.), *China and Australian states and territories*, ASPI, Canberra, 2022.

UTILISATION DE LA DIASPORA CHINOISE COMME VECTEUR D'INGÉRENCE

En 2017, le secrétaire général du PCC, Xi Jinping, a déclaré vouloir utiliser les plus de 60 millions de membres de la diaspora chinoise pour servir l'agenda politique et économique du PCC². Actuellement, la Nouvelle-Calédonie compte environ 1 500 résidents qui s'identifient comme Chinois d'ethnie han, dont environ 400 sont originaires de la RPC³. Bien que cette population soit restreinte, comme d'autres communautés de la diaspora, elle a dû faire face aux efforts du PCC pour contrôler la communauté ethnique chinoise, en particulier depuis l'accession au pouvoir de Xi Jinping. Les dirigeants du PCC considèrent la diaspora chinoise à la fois comme une ressource et une menace. Le parti cherche à utiliser les Chinois d'outre-mer ainsi que les entreprises chinoises – tant celles établies en RPC que les entreprises internationales d'origine chinoise – pour faire avancer son agenda stratégique.

Parmi les principales agences impliquées dans ce vecteur figurent le département du Travail de Front uni (DTFU) du Comité central du PCC ; le bureau des Affaires des Chinois d'outre-mer du DTFU ; le ministère des Affaires étrangères ; le ministère de la Sécurité d'État ; le renseignement militaire de l'Armée populaire de libération ; la Conférence consultative politique du peuple chinois ; les associations de Chinois d'outre-mer et les « associations de réunification pacifique » du DTFU.

2. 凝聚侨心侨力. Voir « 习近平对侨务工作作出重要指示强调, 凝聚侨心侨力同圆共享中国梦 » [Instructions importantes de Xi Jinping pour le travail des Chinois d'outre-mer : unir les Chinois d'outre-mer et partager le rêve chinois], Xinhua, 17 février 2017, [en ligne](#).

3. « 驻瓦努阿图使馆领事官员赴法属新喀里多尼亚提供领事服务 » [Les agents consulaires de l'ambassade de Chine au Vanuatu fournissent des services consulaires en Nouvelle-Calédonie française], Ministère des Affaires étrangères, Gouvernement de la RPC, 22 mai 2009, [en ligne](#).

CIBLAGE DE LA COMMUNAUTÉ CHINOISE D'OUTRE-MER DE NOUVELLE-CALÉDONIE

Le PCC vise à exercer un contrôle sur la diaspora chinoise et à « en faire des bases de propagande pour la Chine » en impliquant activement la communauté dans le travail du front uni⁴. Le PCC a affilié les organisations communautaires chinoises existantes au Bureau des affaires des Chinois d'outre-mer, et il a également mis en place de nouveaux groupes qui sont uniquement des vecteurs pour promouvoir l'agenda du PCC⁵.

La plus ancienne organisation du groupe du front uni du PCC en Nouvelle-Calédonie est l'Amicale chinoise de Nouvelle-Calédonie (新喀里多尼亚华人协会, ACNC). L'ACNC est affiliée au Bureau des affaires des Chinois d'outre-mer du DTFU. Elle est répertoriée dans les documents en langue chinoise comme le groupe officiel des Chinois d'outre-mer de Nouvelle-Calédonie⁶. L'ACNC a été formée en 1973 par la fusion de l'Association des Chinois d'outre-mer de Nouvelle-Calédonie (新喀里多尼亚华侨协会) et de l'Association chinoise de Nouvelle-Calédonie (新喀里多尼亚中华总会), qui avaient toutes deux des liens avec la République de Chine et, avant cela, avec la Chine de la dynastie Qing.

Selon des sources chinoises contemporaines, l'objectif de l'ACNC est de « renforcer l'unité, la coopération et les échanges des Chinois d'outre-mer, de promouvoir le développement de l'industrie des Chinois d'outre-mer et de renforcer les relations amicales avec le peuple autochtone kanak⁷ ». Ces dernières années, les activités de l'ACNC ont eu tendance à se concentrer sur des événements culturels chinois. La promotion de la culture

4. Wang Zhongshen, *Introduction à la propagande étrangère*, Fuzhou, Fujian renmin chubanshe, 2000, p. 172.

5. « Améliorer la coopération entre les anciens et les nouveaux groupes de Chinois d'outre-mer », *Qiaqing*, 34, 23 août 2004, p. 1-7.

6. « 新喀里多尼亚国别风险专题调研 » [Évaluation du risque pays de la Nouvelle-Calédonie], *Doc88*, 2019, [en ligne](#); « 新喀里多尼亚华人协会 » [Association chinoise de Nouvelle-Calédonie], [en ligne](#).

7. « 新喀里多尼亚国别风险专题调研 » [Évaluation du risque pays de la Nouvelle-Calédonie].

chinoise dans des limites strictement définies est une stratégie centrale du travail du front uni⁸. C'est un moyen d'exclure les groupes interdits tels que le Falun Gong et les activistes tibétains, hongkongais, taïwanais ou ouïghours. Par exemple, depuis 2012, le PCC a essayé de promouvoir le festival du Nouvel An lunaire à l'échelle mondiale comme le « Nouvel An chinois » et a utilisé les activités associées au festival pour le travail international du front uni⁹. Les célébrations de l'ACNC utilisent le terme « Nouvel An chinois », qui a été initialement adopté par les médias locaux¹⁰. Cependant, depuis 2018, on remarque que les reportages sur les célébrations du Nouvel An lunaire en Nouvelle-Calédonie ont mis l'accent sur le fait qu'il est célébré par les nombreuses communautés asiatiques du territoire, y compris les Vietnamiens et les Chinois. Le journal local de Nouvelle-Calédonie l'a même qualifié de « Nouvel An asiatique¹¹ ».

L'actuel président de l'ACNC est Michel Fongue (房春平), qui est également l'un des douze adjoints au maire de Nouméa et chargé du développement numérique de la ville¹². La volonté de Fongue de diriger ce que le PCC définit comme une organisation du front uni reflète le difficile exercice d'équilibriste auquel sont confrontés les dirigeants locaux, qui peuvent simplement vouloir représenter leur communauté tout en maintenant certains liens culturels avec la Chine. Le PCC a une politique bien établie consistant à faire pression sur les politiciens de la diaspora installés à l'étranger et occupant des postes sensibles pour qu'ils s'impliquent dans le travail du front uni, qu'ils promeuvent les

8. « Augmenter les activités culturelles des Chinois d'outre-mer », *Qiaqing*, 16, 24 mai 2005, p. 1-5.

9. Julie Makinen, « Beijing uses Chinese New Year to push China's soft power », *LA Times*, 18 février 2015, [en ligne](#).

10. Gilles Caprais, « Vietnamiens et Chinois, unis par les liens de la fête », *Les Nouvelles calédoniennes*, 28 janvier 2017, [en ligne](#) ; Lucile Courtot, « Les communautés vietnamienne et chinoise préparent la nouvelle année », *Les Nouvelles calédoniennes*, 24 janvier 2020, [en ligne](#).

11. Caroline Baudry, « Vietnamiens et Chinois préparent la nouvelle année », *Les Nouvelles calédoniennes*, 15 février 2018, [en ligne](#).

12. Michel Fongue, [en ligne](#) ; « Inauguration du second câble sous-marin international à Nouville », OPT, 21 mars 2022, [en ligne](#).

politiques du PCC et qu'ils fournissent des informations sur les politiques des gouvernements qu'ils représentent¹³.

Michel Fongue a précédemment tenu à souligner la différence entre les Chinois locaux de Nouvelle-Calédonie, les habitants de Chine et le gouvernement de la RPC dirigé par le PCC. Il a déclaré à une émission de télévision néo-calédonienne examinant la diaspora chinoise en Nouvelle-Calédonie que les « Chinois nous considèrent comme des étrangers¹⁴ ». Dans un profil pour le club international de services Kiwanis, où il cherchait à occuper un rôle de direction internationale, Fongue a fait référence au groupe qu'il dirige comme une « Association de la communauté chinoise¹⁵ ». Cependant, une version chinoise de son profil utilisait le nom réel de l'organisation – le nom utilisé dans le travail du front uni du PCC¹⁶.

En 2006, un riche homme d'affaires d'origine chinoise, Liu Jiyou (刘继有), qui avait été l'une des figures fondatrices de l'Association chinoise de Nouvelle-Calédonie, a établi un second groupe du front uni chinois néo-calédonien, l'Association pour la réunification pacifique de la Chine en Nouvelle-Calédonie (新喀里多尼亚中国和平统一促进会, ARPCCNC). L'effectif du groupe de Liu semble être très réduit. Liu affirme que la plupart des Chinois originaires de la RPC en Nouvelle-Calédonie participent à son organisation, bien qu'elle n'ait pas organisé beaucoup d'activités publiques. Liu dit que des représentants de la « réunification pacifique » au Vanuatu l'ont encouragé à créer l'ARPCCNC. Liu Jiyou se rend habituellement en Chine chaque année pour assister à des événements du front uni et obtenir des instructions sur les dernières politiques du PCC. En 2019, il a participé à la conférence annuelle du Bureau des Chinois d'outre-mer du DTFU, au cours de laquelle il a dit que

13. « La force participative chinoise dans les élections américaines révélée », *Qiaqing*, 51, 1^{er} décembre 2004, p. 1.

14. « Les petits cailloux : la communauté chinoise », *Nouvelle-Calédonie la 1ère*, 20 septembre 2020, [en ligne](#) ; Michel Fongue, [en ligne](#).

15. Michel Fongue, [en ligne](#).

16. Michel Fongue pour administrateur international de Kiwanis, [en ligne](#).

les participants chinois d'outre-mer ont été avertis d'avoir à se préparer à une guerre entre la RPC et les États-Unis¹⁷.

Liu Jiyou est arrivé en Nouvelle-Calédonie depuis Tahiti en 1960¹⁸. Il a d'abord commercé avec la République de Chine (Taïwan), puis s'est tourné vers le commerce avec la RPC et a visité la Foire de Canton en 1973. La même année, il a contribué à la fondation de l'Association chinoise de Nouvelle-Calédonie. La RPC commençait tout juste à renouer avec les Chinois patriotes après les années désastreuses de la Révolution culturelle, lorsque de nombreux Chinois d'outre-mer vivant en Chine étaient traités comme des espions¹⁹. Liu est le principal propriétaire du quartier asiatique de Nouméa. Les agences du DTFU ont une longue tradition de collaboration avec l'élite des affaires chinoises²⁰.

Les groupes de Michel Fongue et Liu Jiyou ne coordonnent pas leurs activités. En 2013, un diplomate de l'ambassade de la RPC au Vanuatu, chargé de la gestion des Chinois d'outre-mer et du travail du front uni, a visité la Nouvelle-Calédonie. Dans une allusion peu subtile aux mauvaises relations entre les deux dirigeants néo-calédoniens, le fonctionnaire a déclaré :

Il est à espérer que les Chinois d'outre-mer en Nouvelle-Calédonie seront plus unis, qu'ils promouvront la construction d'une communauté harmonieuse de Chinois d'outre-mer, qu'ils rassembleront leurs forces, se soucieront de leur pays ancestral (ou dans certains cas, leur pays d'origine), qu'ils deviendront un pont et un lien entre la Chine et l'économie et la culture locales, et qu'ils deviendront les héritiers et les diffuseurs de la culture chinoise²¹.

17. Entretien avec Liu Jiyou, novembre 2019.

18. Entretien avec Liu Jiyou, janvier 2018.

19. Voir Brady, *Making the foreign serve China in the People's Republic*, op. cit. ; James Jiannhua To, *Qiaowu: extra-territorial practices for the overseas Chinese*, Leyde, Brill Press, 2015 ; James Jiann Hua To, « Hand-in-hand, heart-to-heart: Qiaowu and the overseas China », thèse de doctorat, Université de Canterbury, 2009 ; Jan Wong, *Red China blues: my long march from Mao to now*, Toronto, Doubleday, 1997.

20. Christine Loh, *Underground front: the Communist Party in Hong Kong*, Hong Kong, Hong Kong University Press, 2018.

21. « 驻瓦努阿图使馆派员赴新喀里多尼亚领事巡视 » [L'ambassade de Chine au Vanuatu envoie du personnel en Nouvelle-Calédonie pour une

L'ARPCNC est membre de l'Association pour la réunification pacifique de l'Océanie (大洋洲中国和平统一促进会)²². Les associations de réunification pacifique dans le monde sont essentiellement des cellules externes du PCC, bien que toutes les personnalités éminentes impliquées ne soient pas nécessairement membres du PCC²³. Liu, par exemple, a révélé à l'auteure qu'il n'est pas membre du PCC. Il se qualifie de « Chinois d'outre-mer patriote » (爱国华侨). Son père, Liu Hanhua, a travaillé avec Sun Yat-sen, le premier président de la République de Chine, et a fui les troubles politiques pour s'installer à Tahiti. Liu Jiyou s'identifie fortement à l'héritage révolutionnaire de son père²⁴.

Comme la RPC n'a pas de consulat en Nouvelle-Calédonie, l'ARPCNC agit comme agent de l'ambassade de la RPC au Vanuatu, aidant à traiter les passeports et gérant d'autres questions consulaires²⁵. Le PCC utilise souvent la couverture diplomatique pour le travail du front uni²⁶. Chaque consulat et ambassade de la RPC compte plusieurs membres du personnel désignés pour s'engager dans des activités de travail du front uni dans lequel l'ambassadeur ou le consul général de la RPC joue toujours un rôle très important²⁷.

inspection consulaire], Ambassade de la RPC, Vanuatu, 10 septembre 2013, [en ligne](#).

22. « 大洋洲中国和平统一促进联盟在悉尼成立 » [L'alliance pour la promotion de la réunification pacifique entre l'Océanie et la Chine est établie à Sydney], Bureau des affaires chinoises d'outre-mer du Conseil des Affaires d'État, 7 décembre 2016, [en ligne](#) ; « Australia revokes visa of prominent Chinese businessman: report », Reuters, 6 février 2019, [en ligne](#).

23. John Dotson, « The United Front Work Department in action abroad: a profile of the Council for the Promotion of the Peaceful Reunification of China », *China Brief*, 18 (2), 13 février 2018, [en ligne](#).

24. Entretien avec Liu Jiyou, janvier 2018.

25. « 驻瓦努阿图使馆领事官员赴法属新喀里多尼亚提供领事服务 » [Les agents consulaires de l'ambassade de Chine au Vanuatu fournissent des services consulaires en Nouvelle-Calédonie française], Ambassade de la RPC, Vanuatu, 22 mai 2009, [en ligne](#).

26. « Intelligence services, part 1: Espionage with Chinese characteristics », Stratfor Global Intelligence, mars 2010, p. 12.

27. *Ibid.*

Liu Jiyou a accueilli l'ambassadeur de la RPC en France lors de ses visites en Nouvelle-Calédonie en 2007 et 2017²⁸. En 2013, Liu a accueilli des responsables consulaires de la RPC au Vanuatu chargés des affaires des Chinois d'outre-mer et du travail du front uni du PCC²⁹. En 2016, Li Zhongmin, inspecteur adjoint du Bureau des affaires des Chinois d'outre-mer de la province du Guangdong, a visité la Nouvelle-Calédonie et a rencontré Liu Jiyou. Li Zhongmin a amené avec lui une équipe de médecins traditionnels chinois qui ont mis en place une clinique gratuite pour les Chinois d'outre-mer et d'autres locaux en Nouvelle-Calédonie³⁰. Le PCC utilise couramment des cliniques gratuites de médecine traditionnelle chinoise pour rassembler les Chinois dans les pays où la communauté chinoise d'outre-mer est diverse et difficile à connecter³¹.

Après chaque visite de responsables du PCC et du personnel de l'ambassade de la RPC, le personnel de la branche néo-calédonienne de la Direction générale de la sécurité intérieure a interrogé Liu Jiyou. Il explique qu'ils lui ont demandé ce que les responsables faisaient là dans ses bureaux, pourquoi ils venaient en Nouvelle-Calédonie et s'ils venaient soutenir le mouvement indépendantiste³².

28. « 中国驻法国大使赵进军访问法属新喀里多尼亚 » [L'ambassadeur de Chine en France Zhao Jinjun visite la Nouvelle-Calédonie française], Ambassade de la RPC, France, 20 septembre 2007, [en ligne](#) ; entretien avec Liu Jiyou, janvier 2018.

29. « 驻瓦努阿图使馆派员赴新喀里多尼亚领事巡视 » [L'ambassade de Chine au Vanuatu envoie du personnel en Nouvelle-Calédonie pour une inspection consulaire], Ambassade de la RPC, Vanuatu, 10 septembre 2013, [en ligne](#).

30. « 广东省侨办组织中医专家到新喀里多尼亚慰侨义诊 » [Le bureau des affaires chinoises d'outre-mer de la province de Guangdong a organisé la visite d'experts en MTC en Nouvelle-Calédonie pour des cliniques gratuites destinées aux Chinois d'outre-mer], Bureau des affaires des Chinois d'outre-mer de la province du Guangdong, 30 novembre 2016, [en ligne](#).

31. Anne-Marie Brady, Hiromichi Higashi, « Are we real friends? Albania-China relations in the Xi era », *Sinopsis*, 17 septembre 2019, [en ligne](#) ; « Increase overseas Chinese cultural activities », *Qiaqing*, 24 mai 2005, 16, p. 1-5.

32. Entretien avec Liu Jiyou, janvier 2018.

Michel Fongue a déclaré à un journaliste qu'il n'y a qu'environ 50 « véritables Chinois » en Nouvelle-Calédonie³³. Par-là, il entend probablement les résidents de Nouvelle-Calédonie qui viennent de la RPC. Le nombre réel est plus proche de 400. Environ 110 membres de la petite communauté de résidents chinois originaires de la RPC en Nouvelle-Calédonie sont arrivés en 1997 comme réfugiés sans papiers sur deux bateaux de pêche partis de Chine³⁴. Quelques autres ont des liens familiaux avec la Nouvelle-Calédonie ou la Polynésie française qui leur ont permis d'émigrer de la RPC.

La plupart des demandeurs d'asile de 1997 étaient des migrants économiques, mais ils l'ont caché aux autorités françaises et néo-calédoniennes³⁵. Leur arrivée était politiquement sensible car elle alimentait un débat de longue date sur la politique d'immigration juste avant la conclusion de l'accord de Nouméa en 1998. Le FLNKS ne voulait pas qu'ils s'installent et les autorités françaises allaient les expulser, mais après une protestation populaire soutenue, le groupe a été autorisé à rester³⁶. L'ARPCNC a pris en charge la responsabilité d'aider les migrants à s'installer dans leur nouvelle vie en Nouvelle-Calédonie³⁷.

Les étrangers qui obtiennent la résidence en Nouvelle-Calédonie ont le droit de voyager et de s'installer dans l'UE. Cela soumet le territoire au risque d'être une porte dérobée pour les agents du PCC afin de migrer vers l'UE. Pourtant, il est assez difficile pour les citoyens de la RPC d'immigrer en Nouvelle-Calédonie, contrairement à d'autres territoires du Pacifique. L'État français conserve la responsabilité des politiques d'immigration,

33. Caprais, « Vietnamiens et Chinois, unis par les liens de la fête », art. cit.

34. Nathaniel Herzberg, « Le salut des boat people de Nouméa », *Le Monde*, 11 avril 1998, [en ligne](#).

35. « 新喀里多尼亚华人概况 » [Vue d'ensemble des Chinois d'outre-mer de Nouvelle-Calédonie], 2013, [en ligne](#) ; entretien avec le numéro 2 des Chinois d'outre-mer de Nouvelle-Calédonie, janvier 2018.

36. Frédéric Angleviel, « Take one, take all! Media coverage of the first Chinese boat people's case in New Caledonia », *Asia Pacific Media Educator*, 6, janvier-juin 1999.

37. Entretien avec un Chinois d'outre-mer de Nouvelle-Calédonie #2, janvier 2018.

tandis que le gouvernement néo-calédonien a le droit de délivrer des visas de travail aux étrangers pour travailler sur le territoire. La délivrance de visas de travail aux étrangers est si rare que les décisions sont prises par le cabinet³⁸. Il n'y a pas encore de problème significatif d'immigration illégale en provenance de la RPC³⁹. Les citoyens de la RPC doivent faire une demande auprès des ambassades françaises pour visiter la Nouvelle-Calédonie. Cependant, les détenteurs de passeports vanuatais délivrés avant le 25 mai 2015 peuvent entrer en Nouvelle-Calédonie sans visa⁴⁰. Jusqu'à un tiers des revenus du Vanuatu provient de la vente de passeports, dont un grand nombre a été vendu à des citoyens de la RPC, même si la double nationalité est illégale en Chine⁴¹.

PROMOTION DU TOURISME DE MASSE CHINOIS POUR CRÉER UNE DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

Le gouvernement néo-calédonien cherche depuis longtemps des moyens de diversifier l'économie du territoire. Entre 2016 et 2018, le marché du tourisme chinois a été présenté comme une grande opportunité pour la Nouvelle-Calédonie. Le gouvernement de la RPC a fait de la Nouvelle-Calédonie une destination privilégiée pour le tourisme chinois en 2017⁴². Tous les grands marchés touristiques du Pacifique en sont venus à dépendre du marché chinois au cours des quinze dernières années. Cependant, le potentiel d'expansion de ce marché en Nouvelle-Calédonie a été ralenti par la difficulté d'accès aux visas pour les citoyens de la RPC. En 2016, un bateau transportant 2 000 touristes de la RPC a visité la Nouvelle-Calédonie lors d'une croisière ponctuelle. Des visas touristiques spéciaux ont été délivrés à tous les

38. Fisher, *France in the South Pacific*, op. cit., p. 122.

39. Vanuatu, [en ligne](#).

40. Vanuatu, [en ligne](#).

41. Liam Fox, « Why Vanuatu's lucrative "passports for sale" scheme is popular among Chinese nationals », ABC News, 2 août 2019, [en ligne](#).

42. « La Nouvelle-Calédonie, destination reconnue par la Chine », *Le Petit Journal*, 4 octobre 2017, [en ligne](#).

passagers de la RPC sous la dispense du président de la Nouvelle-Calédonie. Toutefois, contrairement aux attentes, les opérateurs touristiques et les commerces n'ont pas bénéficié significativement de cette visite, ce qui a conduit à de nombreuses discussions sur la valeur d'un tel tourisme de masse en provenance de Chine⁴³. Il n'y a pas de vols commerciaux directs entre la Chine et la Nouvelle-Calédonie, mais en 2017 et 2018, deux vols charters ont été organisés pour transporter des touristes entre les deux pays. Une nouvelle liaison aérienne directe a également été proposée par Aircalin (Air Calédonie International) entre Nouméa et Shanghai. Aircalin est détenue à 99 % par le gouvernement néo-calédonien⁴⁴. Quelque 260 touristes de la RPC sont arrivés en Nouvelle-Calédonie par avion affrété en février 2018, et 231 en novembre 2018.

Le plan public prévoyait l'arrivée de 1 000 touristes chinois en 2019, et 6 000 d'ici 2025⁴⁵. Toutefois, selon l'ancien président néo-calédonien et dirigeant du parti politique anti-indépendantiste Calédonie ensemble, Philippe Gomès, le véritable plan était d'envoyer beaucoup plus de touristes chinois que cela. Il affirme que, lors d'une réunion en 2017 avec des politiciens locaux, l'ambassadeur de la RPC en France « nous a demandé ce dont nous avons besoin en matière d'infrastructures et a offert son aide. Il a dit que son pays pourrait envoyer 100 000 à 300 000 touristes par an, à condition qu'il puisse construire des hôtels pour eux, de préférence construits par des entreprises chinoises et dotés de personnel chinois⁴⁶ ». L'Association du peuple chinois pour l'amitié avec les pays étrangers (CPAFFC), dirigée par le DTFU, a fait pression sur le gouvernement néo-calédonien pour qu'il permette aux touristes de la RPC d'entrer en Nouvelle-Calédonie

43. Julia Trinson, « Une croisière, galop d'essai pour le tourisme chinois », *Les Nouvelles calédoniennes*, 29 décembre 2016, [en ligne](#).

44. Aircalin, [en ligne](#).

45. Jean-Alexis Gallien-Lamarque, « Le tourisme local rapporte plus de 5 milliards », *Les Nouvelles calédoniennes*, 4 juin 2018, [en ligne](#).

46. Mark O'Neill, « In New Caledonia, China and France fight over nickel », *Ejinsight*, 17 janvier 2022, [en ligne](#).

sans visa et pour établir des vols directs continus⁴⁷. Initialement, les diplomates français étaient favorables à cette idée, mais finalement la France ne l'a pas approuvée⁴⁸.

L'expérience de courte durée de la Nouvelle-Calédonie avec le tourisme de masse en provenance de Chine n'a pas encore été répétée. Certains leaders kanaks n'étaient pas favorables au plan de tourisme de masse. Il y avait des craintes concernant l'impact sur la société kanake traditionnelle d'un grand nombre de touristes chinois⁴⁹. Le plan du gouvernement central visant à diversifier le marché touristique de la Nouvelle-Calédonie n'a pas disparu, mais il cible maintenant des marchés moins sensibles politiquement. En octobre 2022, Aircalin a annoncé qu'elle mettait en place de nouveaux accords avec les États-Unis et un vol direct vers Singapour⁵⁰. En mars 2023, le gouvernement néo-calédonien a déclaré que ses marchés touristiques prioritaires étaient désormais l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la France et Singapour⁵¹.

Indépendamment de ces développements, avant la pandémie de Covid-19, un nombre croissant de ressortissants de la RPC visitait effectivement la Nouvelle-Calédonie, arrivant via les navires de croisière réguliers basés dans le Pacifique qui font des escales d'une journée à Nouméa sur Grande Terre et à Easo sur l'île de Lifou dans les îles Loyauté. Les passagers des navires de croisière en court séjour n'ont pas besoin de demander de visa pour entrer en Nouvelle-Calédonie, et il n'y a que des inspections aléatoires des douanes et de l'immigration lorsqu'ils

47. Yann Mainguet, « La Calédonie et la Chine se rapprochent », *Les Nouvelles calédoniennes*, 2 juin 2017, [en ligne](#).

48. Yann Mainguet, « La Chine est favorable à l'installation d'un institut Confucius », *Les Nouvelles calédoniennes*, 17 juin 2017, [en ligne](#).

49. Entretien avec Emmanuel Tjibaou, janvier 2018.

50. Jean-Tenahe Faatau, « Desserte aérienne : La Nouvelle-Calédonie veut s'ouvrir aux États-Unis via les îles Fidji », *Outremers 360*, 6 octobre 2022, [en ligne](#).

51. « De nouvelles perspectives pour le tourisme calédonien », Gouvernement de Nouvelle-Calédonie, 3 mars 2023, [en ligne](#).

débarquent⁵². Il s'agit d'un risque pour la sécurité, car il est possible que les voyageurs soient utilisés comme passeurs pour des transferts d'argent illégaux, de la drogue ou des armes pour des criminels ou des groupes politiques. Les restrictions frontalières imposées pendant la pandémie de Covid-19 ont été, en ce sens, un bonus pour la sécurité néo-calédonienne, bien qu'elles aient dévasté l'économie touristique. Peut-être en lien avec cela, en 2022, la Nouvelle-Calédonie a discrètement renforcé les règles sur les transferts d'argent via la division financière de la poste (l'Office des postes et télécommunications de Nouvelle-Calédonie, OPT), qui avait été identifiée comme un canal pour le blanchiment d'argent⁵³. Des rapports indiquent que des criminels ayant des liens avec la Chine sont fortement impliqués dans la finance illicite dans le Pacifique⁵⁴.

UTILISATION DES LIENS COMMERCIAUX DE LA RPC AVEC LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Le ministère de la Sécurité d'État de la RPC et les agences de renseignement militaire de l'APL utilisent souvent les liens commerciaux comme canal d'ingérence étrangère⁵⁵. Les citoyens et les entreprises chinoises sont obligés de coopérer au travail de renseignement de la Chine en vertu de la Loi sur le renseignement national (2017)⁵⁶. Il existe plusieurs exemples connus de ce phénomène en Nouvelle-Calédonie. Par exemple, lors du référendum de 2018, des agents du ministère de la Sécurité d'État de

52. Eric Dufour, Nicholas Fasquel, « La douane et la police s'invitent à la croisière », FranceTV, 12 juillet 2023, [en ligne](#).

53. Jean-Alexis Gallien-Lamarche, « Ses moyens anti-blanchiment étaient défaillants, l'OPT doit déboursier 18 millions », *Les Nouvelles calédoniennes*, 14 avril 2022, [en ligne](#).

54. Sebastian Rotella, Kirsten Berg, « How a Chinese American gangster transformed money laundering for drug cartels », *Propublica*, 11 octobre 2022, [en ligne](#).

55. Mark Stokes, *The PLA General Staff Department Third Department Second Bureau: an organizational overview of Unit 61398*, Project 2049 Institute, 27 juillet 2015, [en ligne](#).

56. Loi sur le renseignement national de la RPC (2017).

Chine auraient utilisé la couverture d'une délégation médiatique pour visiter clandestinement la Nouvelle-Calédonie et observer le processus électoral de première main⁵⁷.

L'ancien directeur du SCRRE a déclaré que le gouvernement néo-calédonien est très prudent quant aux risques que pose la relation avec la Chine, et que l'unité n'accepte pas les offres d'investissement des entreprises d'État chinoises (SOE) et « n'acceptera jamais » de tels investissements⁵⁸. Il a affirmé que la Nouvelle-Calédonie n'a pas besoin d'investissements des SOE chinoises dans les infrastructures. Cependant, les investissements des entreprises privées chinoises ne sont pas soumis au même examen minutieux. Le financement du gouvernement de la RPC aux assemblées provinciales néo-calédoniennes ou à leurs filiales commerciales échappe également au contrôle du gouvernement français ou du gouvernement néo-calédonien.

Les agences gouvernementales de la RPC ont fourni un petit nombre de technologies d'infrastructure critique à la Nouvelle-Calédonie, ce qui peut représenter une vulnérabilité stratégique :

En 2010, China National Machinery Industry Corporation, une importante SOE directement gérée par le gouvernement central de la RPC, a fourni l'équipement de traitement du nickel pour l'usine pyrométallurgique de Koniambo du gouvernement de la Province Nord⁵⁹. L'usine a été construite par 1 200 travailleurs chinois, ainsi que 1 800 travailleurs coréens, thaïlandais et philippins⁶⁰.

En 2019, une entreprise de la RPC a entrepris un projet de sauvetage de deux ans pour récupérer un porte-conteneurs au large du récif de Nouvelle-Calédonie – son premier pro-

57. Entretien avec un fonctionnaire français, novembre 2018.

58. Entretien avec Francois Bockel, janvier 2018.

59. « CMIIC's participation in the construction of world's first integrated modular smelting project », Sinomach.com, 16 juillet 2010, [en ligne](#).

60. Yann Mainguet, « 3 000 Asiatiques pour bâtir l'usine du Nord », *Les Nouvelles calédoniennes*, 28 avril 2010, [en ligne](#).

gramme de ce type hors de Chine⁶¹. Le projet a fourni l'opportunité au navire d'étudier les eaux néo-calédoniennes. La Nouvelle-Calédonie compte plus de 500 mines dans son lagon – un héritage des efforts de la marine américaine pour défendre la Nouvelle-Calédonie contre les sous-marins japonais pendant la Seconde Guerre mondiale. Ces mines représentent toujours une menace pour tout navire ou sous-marin militaire étranger souhaitant s'ancrer ou transiter par la Nouvelle-Calédonie. La connaissance des fonds marins est cruciale pour éviter ces dangers.

En 2019, l'entreprise de télécommunications chinoise Huawei a fourni 300 onduleurs solaires – qui intègrent des technologies de *cloud*, d'intelligence artificielle et de 5G – pour le parc photovoltaïque de l'entreprise française Total-Quadrant à l'aéroport de Nouméa – La Tontouta⁶². Huawei a des liens étroits avec l'APL et le ministère de la Sécurité d'État de la RPC. La structure de propriété de Huawei la lie également au DTFU⁶³. Le gouvernement néo-calédonien a le pouvoir de décision sur les télécommunications au sein du territoire. La France a officiellement banni Huawei des communications françaises. Les efforts de régulation du gouvernement français ont réussi à maintenir initialement Huawei hors des réseaux centraux pour la 3G et la 4G, et, depuis 2021, l'ont restreint de la plupart du réseau 5G français⁶⁴. Contrairement à de nombreux autres États du Pacifique, Huawei n'est présent à aucun niveau de la configuration des télécommunications

61. « 这艘船沉了四年，终于被上海打捞局成功打捞! » [Le navire a coulé il y a quatre ans et a finalement été sauvé par le Shanghai Salvage Bureau !], *Sohu*, 20 octobre 2021, [en ligne](#).

62. « French solar explorers acquire taste for Huawei inverters », *PV Magazine*, Huawei Special, 21 juin 2019, [en ligne](#) ; « Aéroport de la Tontouta : vitrine de la transition énergétique pour la Calédonie », Agence calédonienne de l'énergie, 20 avril 2021, [en ligne](#).

63. Christopher Balding, Donald C Clarke, « Who owns Huawei? », Henry Jackson Society, avril 2019, [en ligne](#).

64. « France won't ban Huawei, but encouraging 5G telcos to avoid it: report », Reuters, 5 juillet 2020, [en ligne](#) ; Catherine Ballié, « 5G : la loi "anti-Huawei" validée », *Les Nouvelles calédoniennes*, 7 février 2021, [en ligne](#).

en Nouvelle-Calédonie, ce qui pourrait refléter l'importance stratégique des communications par signaux depuis le territoire pour la France, ainsi que le fait que le fournisseur local de télécommunications, OPT, est un monopole d'État.

Plusieurs entreprises chinoises ont tenté à plusieurs reprises d'investir dans les mines néo-calédoniennes. Le gouvernement néo-calédonien et les assemblées provinciales recherchent des investissements pour aider à briser la dépendance du territoire envers la France. En 2019, le mineur brésilien Vale a décidé de vendre la mine de nickel de Goro dans la Province Sud, l'une des plus grandes de Nouvelle-Calédonie. Un investisseur chinois non nommé a fait une offre d'achat, mais l'État français, qui a le contrôle sur les licences et les ventes minières, y a mis son veto. Après d'intenses négociations, la mine a été vendue à un consortium impliquant une participation de 51 % des autorités de la Province Sud et d'autres intérêts locaux, plus 19 % du négociant de matières premières suisse Trafigura, et le reste d'une société d'investissement⁶⁵. Tesla est le nouveau marché principal de l'usine, et une partie de l'accord d'achat exigeait que toute la production aille à la « chaîne d'approvisionnement de batteries de Tesla en Asie », avec un doublement de la production prévu en 2024. La majeure partie de la production de batteries électriques de Tesla se déplace vers la Chine⁶⁶.

65. O'Neill, « In New Caledonia, China and France fight over nickel », art. cit.

66. Au moment de la conclusion de l'accord, la chaîne d'approvisionnement asiatique en batteries de Tesla comprenait des usines en RPC, ainsi qu'une participation moindre à des usines en Corée et au Japon. Melanie Burton, Gus Trompiz, « New Caledonia's Prony to supply nickel to Tesla in multi-year deal », Reuters, 13 octobre 2021, [en ligne](#) ; Fred Lambert, « Tesla is expanding Giga Shanghai, adding pouch battery cell production », *Elektrek*, 16 mai 2023, [en ligne](#) ; Ramishah Maruf, Juliana Liu, « Tesla is opening a megafactory for huge batteries in China », CNN, 10 avril 2023, [en ligne](#) ; Laura He, « Tesla is building a huge battery factory in Shanghai even as trade tensions rise », CNN, 24 mai 2024, [en ligne](#).

En plus d'essayer d'investir directement en Nouvelle-Calédonie, les entreprises minières de la RPC peuvent s'associer à des intérêts néo-calédoniens du nickel en dehors du territoire. Elles peuvent ainsi accéder à leurs informations, technologies et contacts. Les organisations de la RPC utilisent fréquemment les fusions, acquisitions et partenariats avec des entreprises, universités et centres de recherche étrangers pour acquérir des entités locales, qui donnent accès à la technologie militaire, aux secrets commerciaux et à d'autres informations stratégiques⁶⁷. En 2019, Eramet, le principal actionnaire de la Société Le Nickel de la Province Sud, s'est associé à Tsingshan Holdings (青山集团) dans une immense usine de traitement du nickel à Weda Bay en Indonésie⁶⁸. Eramet et Tsingshan travaillent également ensemble en Argentine.

Ainsi, malgré les efforts de la France pour restreindre les investissements de la RPC dans l'exploitation minière du nickel en Nouvelle-Calédonie, la Chine a atteint son objectif d'accroître son accès au minerai néo-calédonien par d'autres moyens. En relativement peu de temps, la Chine a considérablement étendu son implication dans l'économie du nickel néo-calédonien, avec l'accord Tesla, via le partenariat avec la société française Eramet, qui contrôle une partie des riches approvisionnements en nickel de la Province Sud, et par le biais d'une coentreprise avec la société minière établie dans la Province Nord, la Société minière du Sud Pacifique (SMSP).

Jusqu'en 2016, pour protéger l'industrie nationale de fusion et de raffinage, le gouvernement néo-calédonien n'autorisait pas les exportations de nickel brut vers la Chine. Cette politique a été interrompue par un vote majoritaire au Congrès néo-calédonien à la suite de la décision du magnat australien des mines, Clive Palmer, de mettre en sommeil sa raffinerie de nickel à Townsville, qui traitait auparavant le minerai de nickel néo-calédonien à

67. Anne-Marie Brady, « Authoritarianism goes global (II): China's foreign propaganda machine », *Journal of Democracy*, 26(4), octobre 2015, [en ligne](#).

68. Alain Jeannin, « Weda Bay Nickel : le projet prometteur d'Eramet et de Tsingshan en Indonésie », France Info, 29 juillet 2019, [en ligne](#).

faible teneur⁶⁹. En 2017, Yangzhou Yichuan Nickel Industry Co. Ltd a signé un protocole d'accord avec la SMSP⁷⁰, détenue par les gouvernements de la Province Nord et des îles Loyauté, pour entamer des négociations sur un accord de vingt-cinq ans visant à acheter 600 000 millions de tonnes de minerai de nickel latéritique par an⁷¹. Trois ans plus tard, ce montant a été porté à 700 000 millions de tonnes par an⁷². À la suite de ce protocole, des accords préliminaires ont été mis en place pour permettre les premières exportations vers la Chine.

Par conséquent, les exportations de la Nouvelle-Calédonie vers la Chine ont explosé. En 2011, le commerce de la Nouvelle-Calédonie vers la Chine ne représentait que 6,9 % du total des exportations⁷³. Cependant, en 2022, 62,3 % de toutes les exportations de la Nouvelle-Calédonie, dont la majeure partie était des exportations de minéraux, étaient destinées à la Chine⁷⁴. Les exportations vers la France s'élevaient à 1,2 %. La Chine était la quatrième plus grande source d'importations de la Nouvelle-Calédonie en 2022, à 6,06 %⁷⁵.

Les actionnaires de la SMSP n'ont jamais voulu simplement exporter du nickel brut vers Yichuan. Le plan était que la SMSP s'associe à Yangzhou Yichuan Nickel en tant que partenaires dans une usine pyrométallurgique pour traiter le nickel dans la ville de Yangzhou en Chine⁷⁶. La SMSP devait être propriétaire à 51 % de l'usine. Le gouvernement de la RPC a offert la garantie

69. « New Caledonia to allow nickel exports to China, newspaper reports », Reuters, 13 mars 2016, [en ligne](#).

70. Les principaux actionnaires de la SMSP sont la Province Nord avec 87 % et les îles Loyauté avec 5 %, à travers leurs filiales SOFINOR et SODIL.

71. « SMM's nickel team field trip – Yangzhou Yichuan Nickel Industry Co., Ltd », SMM News, 16 juillet 2021, [en ligne](#).

72. « Nouvelle-Calédonie : rapport économique annuel 2020 », Institut d'émission d'outre-mer, [en ligne](#).

73. ISEE, [en ligne](#).

74. New Caledonia, OEC, [en ligne](#).

75. *Ibid.*

76. « Visite du Président Paul Néaoutyine en Chine », Société minière du Sud Pacifique, 30 juillet 2018, [en ligne](#).

financière pour la coentreprise⁷⁷. L'accord était symboliquement important pour la SMSP et ses soutiens, mais, du point de vue des intérêts et de l'agenda plus larges du PCC, c'était une petite concession pour obtenir un accès à long terme au nickel. Cependant, en 2023, les négociations ont été brusquement interrompues, sans explication. La SMSP a déclaré qu'elle était en discussion avec d'autres partenaires afin de trouver un marché pour son minerai à faible teneur⁷⁸.

À la fin de 2023, les exportations de la Nouvelle-Calédonie vers la Chine ont chuté à 46,3 %, tandis que les importations en provenance de Chine s'élevaient à 5,5 %. Taïwan est devenu le deuxième plus grand marché de la Nouvelle-Calédonie, à 15 %, dépassant la Corée du Sud⁷⁹. Les exportations vers la France ont augmenté modestement à 2,7 %.

Depuis le début des troubles politiques en mai 2024, les mines de Nouvelle-Calédonie sont à l'arrêt et les exportations ont chuté à un niveau historiquement bas⁸⁰. Aucun touriste ne vient en Nouvelle-Calédonie. L'économie ne pourra pas se rétablir tant que la société ne sera pas réunifiée.

Pourtant, même si la paix est rétablie, la question épineuse de la dépendance commerciale doit être abordée. Les économistes définissent la dépendance commerciale comme une économie liée de façon excessive à une seule source. En l'espace de quelques années seulement, la Nouvelle-Calédonie est devenue dépendante du marché chinois pour son principal produit d'exportation, le nickel. De plus, la demande chinoise est un déterminant clé des prix mondiaux du nickel car la Chine est le plus grand importateur, consommant 50,4 % de la production mondiale⁸¹. La Chine est également le plus grand importateur de cobalt,

77. *Ibid.*

78. « Internal notice: End of Yinchuan Project », 17 février 2023, [en ligne](#).

79. ISEE, [en ligne](#).

80. « New Caledonia – Exports: May 2024 », [en ligne](#).

81. Le Japon est le deuxième importateur mondial de nickel et les États-Unis le troisième. « The world's leading importers of nickel and nickel products in 2020, by country », Statista, 22 avril 2022, [en ligne](#).

absorbant 32 % de la production mondiale⁸². Un changement soudain dans les commandes de nickel de la Chine, tel qu'une baisse de la demande commerciale ou une coercition économique dirigée par l'État, aurait un impact immédiat et significatif sur l'économie néo-calédonienne.

Jusqu'à présent, l'émergence de la Chine en tant que principal marché pour le nickel de la Nouvelle-Calédonie n'a pas été accompagnée d'investissements directs en capital, comme cela a été le cas en Indonésie. Avec les trois principaux producteurs de nickel en Nouvelle-Calédonie confrontés à de graves défis financiers avant et après les troubles politiques de 2024⁸³, il ne serait pas surprenant de voir des entreprises chinoises proposer de « sauver » ces opérations. Préserver le nickel néo-calédonien pour la France et pour l'Europe, comme le souhaite le président Macron, nécessiterait un soutien financier public.

CIBLAGE DES ÉLITES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES COMME VECTEUR D'INGÉRENCE ÉTRANGÈRE

Le PCC a une stratégie globale pour cibler les élites économiques et politiques étrangères. L'objectif est de coopter ces élites afin qu'elles promeuvent l'agenda de politique étrangère de la Chine au sein de leur propre système politique, transmettent des informations sur les intentions des gouvernements étrangers, leurs stratégies et l'attitude des acteurs clés envers la Chine, et fournissent un accès aux technologies de pointe⁸⁴. Les efforts de capture des élites par le PCC ciblent fréquemment les entités infranationales. Mao Zedong appelait cette approche « utiliser la campagne pour encercler les villes » et « utiliser le local pour encercler le centre » (农村包围城市; 地方包围中央). Cela est particulièrement

82. « Global and China cobalt industry report, 2021-2026 », ReportLinker, 24 mars 2022, [en ligne](#). L'UE représente 23 % et les États-Unis 18 % de la production mondiale de cobalt.

83. « L'industrie du nickel de Nouvelle-Calédonie à l'arrêt en raison des troubles », *Zonebourse*, 12 juin 2024, [en ligne](#).

84. Zhao Pitao [赵丕涛], *外事概说 [Summary of foreign affairs]*, Shanghai shehui kexue chubanshe, 1995, p. 167.

pertinent pour la Nouvelle-Calédonie, car il s'agit d'un territoire autonome au sein du territoire souverain plus large de la France, avec trois gouvernements provinciaux qui ont une autonomie sur des aspects clés de la gouvernance, ainsi que des municipalités.

Parmi les principales agences impliquées dans ce vecteur figurent le département des liaisons internationales du PCC ; le ministère de la Sécurité d'État ; le ministère des Affaires étrangères ; le ministère de l'Éducation ; les gouvernements des États et des villes de la RPC ; les entreprises d'État ; les grandes entreprises privées et certaines entreprises étrangères détenues par des Chinois ; l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger (CPAFFC, *Youxie*, 友协) ; le Hanban du ministère de l'Éducation et les Instituts Confucius ; l'Institut du peuple chinois pour les affaires étrangères ; et les Instituts chinois des relations internationales contemporaines, ainsi que d'autres organisations de front du PCC.

CIBLAGE DES DIRIGEANTS POLITIQUES

Le travail de front uni du PCC utilise souvent d'anciens dirigeants politiques de haut rang et des responsables communautaires comme ponts vers les administrations actuelles. On offre aux élites économiques et politiques étrangères l'accès aux dirigeants du PCC et un soutien pour des opportunités commerciales et des projets de prestige en échange de leur appui aux politiques chinoises, de la fourniture d'informations ou de leur silence lors de débats publics critiques. Le PCC établit ces relations en offrant l'hospitalité en Chine lors de conférences tous frais payés, parfois même rémunérées, et des missions de « conseil » rémunérées ou non. Si nécessaire, des individus éminents peuvent être compromis par le piratage d'appareils utilisés en Chine, la corruption, des pièges sexuels ou même des tactiques d'intimidation telles que le refus d'opportunités commerciales ou de visas pour la Chine⁸⁵.

85. Comme indiqué dans Anne-Marie Brady, *Making the foreign serve China: managing foreigners in the People's Republic; Friend of China – the myth of Rewi Alley*, Londres et New York, Routledge Curzon, 2002 ; « Party faithful – How

L'ancien dirigeant du mouvement anti-indépendantiste en Nouvelle-Calédonie, Jacques Lafleur, qui a fait fortune dans l'exploitation du nickel, a peut-être été une cible du PCC⁸⁶. À la fin des années 1990, il a employé comme cuisinière de famille l'une des migrantes de la RPC arrivées sur les deux bateaux de trafic de personnes⁸⁷. Elle a, à son tour, invité une parente, qui travaillait auparavant pour l'important département central des Documents et de la Traduction du PCC et maintient toujours des contacts avec cette organisation⁸⁸. Les deux femmes ont aidé Lafleur, puis d'autres dirigeants politiques néo-calédoniens, à établir des connexions politiques en Chine, facilitant plusieurs visites non médiatisées d'élites pour discuter d'opportunités commerciales⁸⁹. La famille Lafleur possédait à l'origine la société minière SMSP, qui a été achetée en 1990 par des filiales des gouvernements provinciaux pro-indépendance de la Province Nord et des îles Loyauté.

China spies, and how to resist », *Australian Foreign Affairs*, juillet 2020 ; « On the correct use of terms », *China Brief*, Jamestown Foundation, avril 2019, [en ligne](#) ; « Exploit every rift: united front work goes global », *Party Watch Initiative annual report 2018*, Center for Advanced China Research, 2018, [en ligne](#) ; « "Treat insiders and outsiders differently": the use and control of foreigners in China », *China Quarterly*, 164, décembre 2000, p. 21 ; « Encircling the city from the countryside: decoding the CCP government's sub-national interference activities », *op. cit.* ; « "Treat insiders and outsiders differently: the use and control of foreigners in China », European Association for Chinese Studies Conference, Turin, septembre 2000 ; « Magic weapons: China's political influence activities under Xi Jinping », art. cit.

86. La famille Lafleur a fondé la SMSP et l'a vendue en 1990 à SOFINOR, la branche commerciale du gouvernement de la Province Nord, et à SODIL, la branche commerciale du gouvernement des îles Loyauté. Par la suite, comme indiqué ci-dessus, la SMSP a obtenu un financement du gouvernement de la RPC pour le traitement offshore du nickel en Chine, et une entreprise d'État de la RPC a construit son usine de traitement du nickel.

87. Soixante-cinq familles calédoniennes ont accepté d'héberger les migrants, qui n'avaient au départ aucun droit au travail ou à l'aide sociale. Angleviel, « Take one, take all!: Media coverage of the first Chinese boat people's case in New Caledonia », art. cit., p. 42.

88. Entretien avec le résident chinois d'outre-mer de Nouvelle-Calédonie n° 1, janvier 2018, novembre 2019.

89. *Ibid.*

Le nom de Lafleur apparaît dans l'Overseas Key Information Database (OKIDB) de Zhenhua. En 2020, Zhenhua Data Information Technology a fait les gros titres mondiaux lorsque des chercheurs indépendants ont révélé qu'elle avait collecté des informations sur des personnalités éminentes du monde entier – 2,4 millions d'entre elles. Seuls 10 % de l'ensemble des données ont été récupérés⁹⁰. L'ensemble des données OKIDB contient les noms et les informations personnelles d'élites aux États-Unis, en Océanie et en Europe.

Au total, trente et un Néo-Calédoniens étaient répertoriés dans l'ensemble des données OKIDB récupéré sous la catégorie des « personnes politiquement exposées » (PPE), ainsi que leurs proches. « PPE » est un terme employé dans la réglementation financière pour décrire une personne ayant un rôle public important. Les agences de renseignement du PCC ont historiquement utilisé le chantage et d'autres formes de coercition, ainsi que la corruption et l'exploitation des faiblesses psychologiques, pour développer des relations avec des personnalités éminentes.

Parmi les PPE néo-calédoniennes et les membres de leur famille qui apparaissaient dans l'ensemble des données OKIDB figuraient Jean-Pierre Taïb-Aïfa, ancien maire de Bourail ; Pascal Vittori, maire de Boulouparis ; Philippe Blaise, vice-président de la Province Sud ; Raphaël Mapou, ancien porte-parole du FLNKS ; des parents du maire de Kouaoua, Alcide Ponga ; l'activiste anti-indépendantiste et député Gaël Yanno ; l'ancien secrétaire général du bureau représentatif de la France en Nouvelle-Calédonie ; et l'un des négociateurs de l'accord de Nouméa. La liste des noms et des associations aurait nécessité une connaissance détaillée et granulaire du paysage politique néo-calédonien. Toutes les informations n'auraient pas pu être glanées par du *data-scraping*. La France apparaît également dans l'ensemble des données OKIDB, avec 7 259 noms. C'était le plus grand nombre d'entrées pour les pays de l'UE. Les noms néo-calédoniens sont principalement des figures soit anti-indépendantistes, centristes

90. Anne-Marie Brady, « Data dump that reveals the astonishing breadth of Beijing's interference ops », *The Washington Post*, 28 septembre 2020, [en ligne](#).

ou modérées, soit travaillant pour les autorités françaises à des postes élevés. La Chine cherche toujours à savoir si les élites étrangères sont politiquement « amicales » (友好) ou hostiles aux intérêts de la Chine. L'ensemble des données OKIDB représente la phase « antérieure » de l'ingérence étrangère. La première étape consiste à identifier les cibles et leurs associés. L'étape suivante est de recueillir des données sur eux et de déterminer s'ils sont favorables aux politiques de la Chine et s'ils ont des secrets qui peuvent être exploités. L'étape finale consiste à entreprendre une approche pour cultiver une relation. Cela pourrait être une opportunité commerciale, d'un poste de directeur ou d'une autre marque honorifique, d'un voyage tous frais payés en Chine ou d'un don politique offert via un intermédiaire⁹¹.

Une Nouvelle-Calédonie indépendante serait certainement dans l'intérêt du PCC qui mène de longue date une politique de soutien aux mouvements d'autodétermination nationale à travers le monde, fournissant formation, financement et armes⁹². Dans les années 1980, selon Liu Jiyou, certaines des figures de proue de l'Association chinoise de Nouvelle-Calédonie et des hommes d'affaires chinois fortunés de Nouvelle-Calédonie, Athon Chang (房子成) et lui-même, ont aidé à acheminer des fonds du PCC vers le groupe indépendantiste kanak, le FLNKS⁹³. Liu affirme qu'ils ont assuré la liaison avec l'actuel président du Congrès de la Nouvelle-Calédonie, Roch Wamytan, pour déboursier les fonds. Roch Wamytan a confirmé cette histoire et souligné le rôle des dirigeants séparatistes kanaks Jean-Marie Tjibaou et Yann Céléne Uregeï dans les liens noués avec la Chine au cours des années 1980. Il a déclaré que Tjibaou avait également cherché le soutien de Taïwan⁹⁴. Selon Liu, le PCC a

91. *Ibid.* Internet 2.0 m'a accordé un accès complet à la base de données de l'OKIDB en 2020 et j'ai travaillé avec plusieurs journalistes pour évaluer son contenu et publier mes propres évaluations. David Robinson, Robert Potter, « Zhenhua Data – Event », Internet 2.0, 5 juillet 2021, [en ligne](#).

92. Voir Brady, *Making the foreign serve China: managing foreigners in the People's Republic*, op. cit.

93. Entretien avec Liu Jiyou, janvier 2018.

94. Entretien avec Roch Wamytan, novembre 2018.

envoyé des fonds au FLNKS de la Malaisie au Vanuatu, puis en Nouvelle-Calédonie⁹⁵. Liu Jiyou affirme que le Premier ministre malaisien de l'époque, Mahathir Mohamad, a également contribué à soutenir ces connexions⁹⁶. Liu Jiyou a déclaré qu'en 1987, du personnel du FLNKS a été envoyé en Chine pour y être formé⁹⁷. Il est bien connu que certains membres du FLNKS ont reçu des financements et une formation de la part de la Libye à cette époque, mais le soutien que certains d'entre eux ont reçu du PCC n'a jamais été rendu public auparavant⁹⁸. Le PCC continue d'entretenir des liens étroits avec les principaux dirigeants politiques du FLNKS au niveau central et local – essentiellement le noyau de l'opposition au contrôle continu de la France sur la Nouvelle-Calédonie.

Roch Wamytan, dirigeant de premier plan de l'Union calédonienne – composante centrale du FLNKS – s'est rendu en RPC en 2017 en tant que membre de l'opposition du Congrès de Nouvelle-Calédonie pour discuter de la possibilité d'utiliser le *renminbi* chinois comme monnaie pour une Nouvelle-Calédonie indépendante. Wamytan est devenu président du Congrès de Nouvelle-Calédonie (l'équivalent du président de l'Assemblée nationale) en 2019, et il a également occupé ce rôle de 2011 à 2012 et de 2013 à 2014 ; il a été président du FLNKS de 1995 à 2001 et président de l'Union calédonienne de 1999 à 2001. Wamytan a contribué à négocier l'accord de Nouméa, il a été président du Groupe Fer de Lance mélanésien de 2001 à 2003, et était auparavant le principal porte-parole international du FLNKS. Il est également le chef coutumier de la tribu de Saint-Louis. Après la visite de Wamytan en Chine, le membre du gouvernement néo-calédonien alors chargé des finances a eu des discussions de suivi avec des représentants de la RPC. Le plan proposé était que

95. *Ibid.* ; entretien avec Liu Jiyou, décembre 2019.

96. Entretien avec Liu Jiyou, décembre 2019.

97. *Ibid.*

98. David Hegerty, « The Libyan connection », dans Dennis L. Bark, Owen Harries (dir.), *Red orchestra: the case of the Southwest Pacific*, Stanford, Hoover Institute, 1986, p. 119-142.

la Nouvelle-Calédonie échangerait du nickel contre des liquidités en *renminbi*⁹⁹.

En 2020, Wamytan a déclaré au journaliste français Sébastien Schneegans : « Nous n'avons pas peur de la Chine. C'est la France, pas la Chine, qui nous a colonisés. » C'est une déclaration typique de M. Wamytan, mais la suite de son propos l'est moins et ressemble au contraire aux positions classiques du PCC. Selon Schneegans, Wamytan a ajouté : « La Chine se débrouille seule, se pose en allié fiable. » Aux yeux des pays insulaires du Pacifique, Pékin représente un allié inébranlable, soucieux de leur développement économique, car il adopte systématiquement une approche « gagnant-gagnant »¹⁰⁰.

Paul Néaoutyine, le dirigeant du Parti de libération kanak (Palika), membre du FLNKS et président de l'Assemblée provinciale de la Province Nord, a effectué des visites officielles en Chine en 2010 et 2018¹⁰¹. La visite de Néaoutyine en 2018 a marqué l'établissement de l'usine conjointe de traitement du nickel entre la société de la Province Nord SMSP et une entreprise d'État de la RPC. Il n'a fait que des déclarations publiques anodines sur la Chine. L'Assemblée de la Province Nord souhaite adopter une approche pragmatique et stratégique dans ses relations avec la Chine et d'autres partenaires économiques étrangers, équilibrant chacun et ne permettant pas à l'un de devenir prépondérant¹⁰².

Il existe depuis longtemps un projet d'établir un bureau du FLNKS en Chine. Sous Xi Jinping, le PCC se concentre de plus en plus sur les liens politiques entre partis comme outil de travail du front uni¹⁰³. Les représentants du FLNKS maintiennent des liens réguliers avec le gouvernement de la RPC via le consulat de la RPC à Tahiti et l'ambassade de la RPC au Vanuatu¹⁰⁴. Les dirigeants du FLNKS rencontrent l'ambassadeur de la RPC lors

99. Entretien avec Roch Wamytan, novembre 2018.

100. Schneegans, « La Nouvelle-Calédonie, dernière pièce du "puzzle" chinois », art. cit.

101. « Visite du Président Paul Néaoutyine en Chine », art. cit.

102. Entretien avec Andre Dang Van Nha, novembre 2018.

103. Brady, « Exploit every rift: united front work goes global », *op. cit.*

104. Entretien avec Roch Wamytan, novembre 2018.

de leurs fréquentes visites au Vanuatu. Ils s'entretiennent également avec des responsables chinois en marge de réunions internationales, telles que celles du Comité spécial des Nations unies sur la décolonisation (Quatrième Comité) ou du Mouvement des non-alignés. Le FLNKS entretient des liens étroits avec le Mouvement des non-alignés. En juin 2023, une délégation du FLNKS dirigée par Roch Wamytan a présenté un exposé sur le processus de décolonisation en Nouvelle-Calédonie lors de la réunion annuelle du Mouvement des non-alignés en Azerbaïdjan. Pendant cette réunion, Wamytan a accusé la France d'avoir un « gouvernement dictatorial¹⁰⁵ ».

Roch Wamytan affirme que le Congrès de la Nouvelle-Calédonie et l'Assemblée nationale populaire de la RPC ont un accord d'échange, bien qu'il n'y ait aucune information publique sur ce lien¹⁰⁶. Wamytan précise que cet accord a été établi par le consulat de la RPC à Tahiti¹⁰⁷. Le Congrès de la Nouvelle-Calédonie fonctionne sur la base d'un système de représentation proportionnelle mixte. Depuis 2019, une coalition de partis pro-indépendantistes forme la majorité et occupe les postes clés. Les partis d'opposition anti-indépendantistes surveillent de près les connexions chinoises du gouvernement actuel à majorité FLNKS, ce qui a pu ralentir certains développements. Néanmoins, lorsque les activités d'ingérence étrangère rencontrent une opposition au niveau du gouvernement central, le PCC a pour habitude de cibler des entités et des élites infranationales¹⁰⁸. Cette approche du PCC semble convenir à certains membres du mouvement indépendantiste en Nouvelle-Calédonie, qui a sa propre tradition d'activités clandestines. Face à l'attention croissante du public sur les supposées tentatives d'ingérence politique chinoise en Nouvelle-Calédonie, il apparaît que depuis 2018, les

105. Humay Aghajanova, « France falls short of being democratic country – President of New Caledonian Parliament », Trend News Agency, 6 juillet 2023, [en ligne](#).

106. « Institutional partners », New Caledonian Congress, [en ligne](#).

107. Entretien avec Roch Wamytan, novembre 2018.

108. Brady, « Encircling the city from the countryside: decoding the CCP government's sub-national interference activities », *op. cit.*

interactions avec les partis indépendantistes néo-calédoniens et d'autres figures influentes se sont progressivement réorientées vers les échelons locaux et des interlocuteurs de moindre envergure, comme l'expose la section suivante.

L'INITIATIVE « LA CEINTURE ET LA ROUTE » COMME VECTEUR D'INGÉRENCE ÉTRANGÈRE

En 2014, Xi Jinping a lancé l'Initiative « la Ceinture et la Route » (connue sous l'acronyme anglais BRI) – une politique mondiale à visée politique, économique et stratégique. Le porte-parole de l'Armée populaire de libération, Peng Guangqian, a déclaré que la BRI visait à remodeler l'ordre mondial¹⁰⁹. La BRI est un ordre centré sur la Chine, reliant celle-ci à ses États partenaires via un réseau de routes, de voies ferrées et de ports, ainsi qu'une « route de la soie numérique » qui connectera les partenaires de la BRI aux propres systèmes de communication de la Chine, tels que Huawei et le GNSS Beidou.

Initialement, la BRI se concentrait sur l'Asie centrale et l'Europe, mais en 2015, la Chine a annoncé que l'Océanie ferait également partie de l'initiative et que le Pacifique jouerait un rôle important dans la stratégie globale de la BRI. Un article publié dans le journal du PCC *Global Times* en 2015 affirmait fièrement que la raison de l'inclusion du Pacifique Sud dans la BRI était de briser la stratégie américaine d'encerclement de la Chine par des chaînes d'îles, en place depuis l'époque de la guerre froide. Les dirigeants du PCC prévoient d'utiliser des moyens économiques pour lier les États du Pacifique Sud – y compris l'Australie et la Nouvelle-Zélande – à la Chine, sapant ainsi la politique d'endiguement des États-Unis. L'article du *Global Times* concluait que « la nouvelle section méridionale de la route de la soie maritime, qui modifie discrètement le paysage stratégique mondial, atteint

109. Cité dans Brady, « Magic weapons: China's political influence activities under Xi Jinping », art. cit. Toutes les sources chinoises mentionnées dans ce document sont sauvegardées en ligne dans leur intégralité.

l'objectif de faire d'une pierre deux coups : réaliser le grand rêve chinois et le grand renouveau de la nation chinoise¹¹⁰ ».

Parmi les principales agences impliquées dans ce vecteur figurent la Commission nationale du développement et de la réforme (l'agence principale), la Commission de supervision et d'administration des actifs publics du Conseil des affaires d'État, le ministère des Affaires étrangères et d'autres agences étatiques pertinentes, les entreprises d'État et les grandes entreprises privées de la RPC, ainsi que l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger (également connue sous le nom d'Association d'amitié, *Youxie*, 友协).

L'Association d'amitié est la principale organisation de front uni du PCC pour cibler les élites économiques et politiques étrangères, en particulier au niveau infranational ou dans les pays qui n'ont pas de relations diplomatiques avec la Chine. « Amitié » (友谊), « relations amicales » (友好关系) et « vieux amis de la Chine » (中国人民的老朋友) sont tous des termes politiques en Chine. L'Association d'amitié a trois « belles-mères » (pour utiliser le jargon du système du PCC) : le ministère des Affaires étrangères, la Conférence consultative politique du peuple chinois (qui est sous la tutelle du département du Travail de Front uni du Comité central du PCC) et le département des Liaisons internationales du Comité central du PCC. À l'ère de Xi, l'Association d'amitié s'est vu confier la tâche d'étendre la BRI dans le monde entier.

L'Association d'amitié Pacifique-Chine – une organisation de front uni qui coordonne seize associations d'amitié dans les nations et territoires du Pacifique – est le principal point de contact de la Chine pour le déploiement de la BRI dans le Pacifique Sud¹¹¹. Les dix petits États insulaires partenaires diplomatiques de la RPC dans le Pacifique ont tous signé des accords BRI.

110. « “一带一路”版图为何增加海上南线 » [Pourquoi la carte de l'initiative « la Ceinture et la Route » s'étend-elle à la ligne maritime sud ?], *Huanqiu ribao* [环球日报], 14 avril 2015.

111. « Pacific-China Friendship Association », [en ligne](#).

En raison de la situation de gouvernance unique de la Nouvelle-Calédonie, la mise en place d'une « association d'amitié » capable de gérer les relations infranationales avec la Chine constituait la première étape pour faire adhérer la Nouvelle-Calédonie à la BRI. En 2016, le président de l'Association d'amitié Pacifique-Chine, Hiria Ottino, a contacté Michel Fongue de l'Association chinoise de Nouvelle-Calédonie pour obtenir de l'aide à la création d'une telle organisation en Nouvelle-Calédonie. Fongue a recommandé Karine Shan comme présidente fondatrice du nouveau groupe¹¹². Karine Shan était alors secrétaire générale de la SODIL, une société du gouvernement provincial des îles Loyauté. Après 2018, elle est devenue chef de cabinet au bureau de Roch Wamytan.

L'Association d'amitié sino-calédonienne a été créée en 2016 avec un total de treize membres¹¹³. L'organisation a reçu l'autorisation du Congrès de la Nouvelle-Calédonie et du haut-commissaire de France de l'époque pour représenter la Nouvelle-Calédonie dans le développement des relations avec la Chine. Mickaël Forrest, secrétaire permanent aux affaires extérieures du FLNKS, vice-président du parti indépendantiste, l'Union calédonienne, et membre du gouvernement néo-calédonien, a assumé le rôle de secrétaire du nouveau groupe¹¹⁴. Le nom de l'organisation en anglais et en chinois est New Caledonia - China Friendship Association (NCCFA) (新喀里多尼亚中国友好协会)¹¹⁵.

La NCCFA est membre de l'Association d'amitié Pacifique-Chine, et son organisme de tutelle est l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger (CPAFFC). Roch Wamytan a déclaré que l'établissement de la NCCFA pour travailler avec la CPAFFC était la « voie la plus simple » pour développer les relations entre la Nouvelle-Calédonie et la Chine, étant donné

112. Entretien avec Karine Shan, janvier 2018.

113. *Ibid.*

114. « Bilan de la première visite de l'association d'amitié entre le peuple chinois et l'étranger en Nouvelle-Calédonie [sic] du 27 novembre au 2 décembre 2016 ».

115. « Pacific-China Friendship Association », [en ligne](#).

que la Nouvelle-Calédonie n'a pas encore de relations diplomatiques avec la RPC¹¹⁶.

En décembre 2016, une délégation de la CPAFFC a passé une semaine en visite en Nouvelle-Calédonie. Ils ont discuté de projets de coopération potentiels, notamment la mise en place d'un Institut Confucius, le développement du tourisme, l'investissement dans le nickel et l'aquaculture, une liaison aérienne Chine - Nouvelle-Calédonie par Hainan Airlines et le transfert de technologie. Hainan Airlines fait partie de ce qui était autrefois le groupe HNA, étroitement associé aux activités de travail du front uni du PCC¹¹⁷. La délégation a visité Nouméa et les îles Loyauté, mais, fait notable, pas la Province Nord. En 2017, l'ambassadeur de la RPC en France a été invité par la NCCFA à visiter la Nouvelle-Calédonie¹¹⁸. L'ambassadeur a visité Nouméa, Lifou dans les îles Loyauté, l'île des Pins et Bourail, mais à nouveau, pas la Province Nord. Lors de la visite, l'ambassadeur a déclaré lors d'un rassemblement de la communauté chinoise locale que la Nouvelle-Calédonie allait rejoindre l'Initiative « la Ceinture et la Route »¹¹⁹.

En 2019, la France a accepté de participer à l'Initiative « la Ceinture et la Route » (BRI) au cas par cas¹²⁰, ce qui aurait dû faciliter l'adhésion de la Nouvelle-Calédonie. Le gouvernement néo-calédonien a le droit de conclure des accords internationaux relatifs à la pêche, aux affaires maritimes et au commerce. Pourtant, la Nouvelle-Calédonie n'a toujours pas adhéré à la BRI. Malgré cela, le territoire insulaire est répertorié comme une

116. Entretien avec Roch Wamytan, novembre 2018.

117. Wang Jian, « See clearly the serious situation to face the storm with positive values and ideas enhance the political consciousness to carry HNA justice with steel and iron shoulder », 4 février 2018, [en ligne](#).

118. « Une sulfureuse association d'amitié sino-calédonienne en soutien de l'indépendance », *Le Calédosphère*, 21 septembre 2021, [en ligne](#).

119. Entretien avec un résident chinois d'outre-mer de Nouvelle-Calédonie 2#, janvier 2018.

120. Françoise Nicolas, « France and China's Belt and Road », Institut français des relations internationales, 8 avril 2019, [en ligne](#).

destination BRI dans un manuel de l'agence de presse Xinhua de 2021¹²¹.

La BRI était un sujet clé de discussion lors de la visite de l'ANCCF en Chine en mai 2017¹²². Une délégation de l'ANCCF – composée de la présidente Karine Shan, du vice-président Johanito Wamytan (un neveu de Roch Wamytan) et de deux autres délégués – s'est rendue en Chine en tant qu'invitée de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger (CPAFFC). Leur voyage a fait l'objet d'une couverture très détaillée et positive dans le journal néo-calédonien *Les Nouvelles calédoniennes*.

La délégation de l'ANCCF a visité Shenzhen, Canton, Shanghai et Pékin. Comme de nombreuses délégations étrangères accueillies par les organisations de front uni du PCC, les délégués ont été emmenés en visite au siège de Huawei à Canton. Ils ont ensuite rencontré des représentants du ministère de l'Éducation de la RPC pour discuter des échanges éducatifs et des bourses d'études pour les étudiants néo-calédoniens ; le bureau des Affaires étrangères de Canton pour discuter de l'entrée sans visa des citoyens chinois en Nouvelle-Calédonie ; et un centre de recherche maritime pour discuter des investissements marins potentiels en Nouvelle-Calédonie¹²³. Ils se sont ensuite rendus à Shanghai pour un « Séminaire de coopération économique BRI-Pacifique Sud » d'une journée, organisé par l'Institut des affaires internationales de Shanghai, parrainé par la société d'investissement Tianrui et tenu à l'Université maritime de Shanghai¹²⁴. Tianrui et la CPAFFC étaient à l'origine du projet d'implantation d'une usine controversée de transformation de

121. « 国别投资年报 2021 » [Rapport annuel d'investissement par pays 2021].

122. Entretien avec Karine Shan, janvier 2018.

123. *Ibid.*

124. Tianrui et CPAFFC sont à l'origine du projet d'installation d'une usine de transformation de poisson controversée sur l'île de Hao, une ancienne base aérienne française en Polynésie française. Karine Shan m'a dit qu'elle était impliquée dans ce projet ; entretien avec Karine Shan, janvier 2018.

poisson sur l'île de Hao, une ancienne base militaire française en Polynésie française¹²⁵.

Malgré l'intitulé du séminaire, la petite délégation néo-calédonienne et le président de l'Association d'amitié Pacifique-Chine, Hiria Ottino, ainsi que deux autres représentants de la Polynésie française étaient les seuls participants étrangers¹²⁶. Xie Yuan, vice-président de la CPAFFC, a prononcé un discours. La Nouvelle-Calédonie était le principal sujet de l'événement. Environ cinquante universitaires et officiels y ont également assisté et fait des présentations. Karine Shan a déclaré avoir assisté à plusieurs présentations soulignant l'importance de la Nouvelle-Calédonie comme source clé de minéraux stratégiques pour la Chine. D'autres interventions ont affirmé que la Nouvelle-Calédonie disposait d'opportunités inexploitées en aquaculture, qui pourraient constituer une future source de revenus pour le territoire¹²⁷. L'aquaculture n'est pas une industrie stratégique en Nouvelle-Calédonie, contrairement au nickel, donc l'investissement chinois dans ce secteur est un sujet moins sensible¹²⁸.

Au cours de leur visite, la délégation a signé un protocole d'accord (MoU) avec la CPAFFC, qui confirmait que la NCCFA serait le « point de contact en Nouvelle-Calédonie » de la RPC. L'objectif du MoU était « d'approfondir les relations amicales entre les deux pays dans les domaines culturel, éducatif, touristique et économique »¹²⁹. Plus spécifiquement, la délégation a été chargée de donner suite à une proposition de développement touristique, à un plan d'investissement BRI dans l'aquaculture et à la liaison aérienne avec Hainan Airlines. Le développement de

125. Anne-Marie Brady, « Trouble in paradise: a Chinese occupation in Tahiti », *The Diplomat*, 20 avril 2018, [en ligne](#).

126. « 落实»一带一路»战略 推进南太经济合作 » [Mise en œuvre de la stratégie « Une Ceinture, Une Route » et promotion de la coopération économique dans le Pacifique Sud], *Guonei Caijing* [国内财经], 31 mai 2017, [en ligne](#).

127. Entretien avec Karine Shan, janvier 2018.

128. Entretien avec Francois Bockel, janvier 2018.

129. Mainguet, « La Chine est favorable à l'installation d'un institut Confucius », art. cit.

l'exploitation minière a été souligné comme un point de contact entre les deux pays, ainsi que l'augmentation du nombre de touristes¹³⁰.

Peu après la visite, le Mouvement des entreprises de France de Nouvelle-Calédonie (Medef-NC), l'association des entreprises de Nouvelle-Calédonie, a demandé à la NCCFA de faciliter une visite en Chine pour discuter des opportunités économiques. Il a également été question de la mise en place d'une zone de libre-échange entre la Nouvelle-Calédonie et la Chine.

Au début de 2018, le gouvernement néo-calédonien, alors dirigé par une coalition anti-indépendantiste, avait élaboré un projet visant à établir une mission du président de la Nouvelle-Calédonie (le chef officiel du gouvernement) en Chine. L'ancien directeur du Bureau des relations extérieures du gouvernement néo-calédonien, François Bockel, nous a confié que l'objectif était de mieux contrôler les relations entre la Chine et la Nouvelle-Calédonie, plutôt que de laisser le front uni diriger les interactions¹³¹. Le gouvernement à majorité FLNKS pro-indépendantiste qui a suivi n'a pas mis ce projet en œuvre.

En avril 2018, Karine Shan et Johanito Wamytan, accompagnés de Hiria Ottino, président de l'Association d'amitié Pacifique-Chine, ont rencontré en Chine les Éditions China Pictorial pour organiser la publication d'un recueil de poèmes et de dessins de Karine Shan dans une édition bilingue français-chinois¹³². *China Pictorial* est l'un des plus anciens magazines de propagande étrangère du PCC.

Puis, en septembre 2018, Thierry Miloud, restaurateur, a été nommé nouveau président de la NCCFA, et Jean-Patrick Lerandy, de l'Association Maintenance durable, un groupement d'entreprises travaillant en étroite collaboration avec le Vanuatu,

130. Yann Mainguet, « La Calédonie et la Chine se rapprochent », *Les Nouvelles calédoniennes*, 2 juin 2017, [en ligne](#) ; Yann Mainguet, « La Chine est là, quelle relation construire avec Pékin ? », *Les Nouvelles calédoniennes*, 6 décembre 2016, [en ligne](#).

131. Entretien avec François Bockel, janvier 2018.

132. Karine Shan, *Mémoires du cœur*, Pékin, China Pictorial Publishers, 2018, [en ligne](#).

a été nommé vice-président sur la page de médias sociaux de l'association. Cependant, en novembre 2018, ce sont Karine Shan et Johanito Wamytan qui ont représenté la Nouvelle-Calédonie au Forum de l'amitié 2018 de la CPAFFC pour les régions américaines et océaniques sur l'île de Hainan¹³³.

La politique de la France concernant les liens entre la Chine et la Nouvelle-Calédonie a commencé à changer en 2018. L'ANCCF a fait l'objet d'une opposition croissante, tant en Nouvelle-Calédonie qu'en France¹³⁴. Il semble qu'aucun événement public de l'ANCCF n'ait eu lieu en Nouvelle-Calédonie depuis 2018.

Le gouvernement provincial pro-indépendance des îles Loyauté semble maintenant poursuivre l'agenda établi par l'ANCCF. En 2019, l'Assemblée provinciale des îles Loyauté a annoncé des projets d'établissement d'un aéroport international et d'une compagnie aérienne régionale soutenus par la Chine, dans le cadre d'un consortium travaillant avec des partenaires au Vanuatu¹³⁵. L'Assemblée provinciale des îles Loyauté a également proposé la création d'une zone de libre-échange.

En juillet 2019, Siamelie Latu, secrétaire général de l'Association d'amitié Tonga-Chine, a annoncé que l'Association d'amitié Pacifique-Chine travaillait sur une étude de faisabilité pour une compagnie aérienne régionale visant à relier tous les pays insulaires du Pacifique à la Chine¹³⁶. En novembre 2019, le gou-

133. Ma Zhiping, « 2018 Friendship Forum convenes in Haikou », *china-daily.com.cn*, 23 novembre 2018, [en ligne](#).

134. Lassauce, « Les nouvelles routes de la soie : quand l'expansionnisme chinois prend un nouveau tournant » ; Jeangène-Vilmer et Charon, « Les opérations d'influence chinoises : un moment machiavélien » ; « Une sulfureuse association d'amitié sino-calédonienne en soutien de l'indépendance », art. cit.

135. Yann Mainguet, « Jacques Lalié insiste sur la création d'un aéroport international de relais à Lifou », *Les Nouvelles calédoniennes*, 17 juillet 2019, [en ligne](#) ; Henri Hnailolo, « La province des îles Loyauté se rapproche du Vanuatu », *Les Nouvelles calédoniennes*, 21 août 2019, [en ligne](#) ; Yann Mainguet, « La province des îles fait décoller Air Oceania », *Les Nouvelles calédoniennes*, 25 octobre 2019, [en ligne](#) ; Yann Mainguet, « Jacques Lalié : "Nous souhaitons une ouverture des frontières pour juin 2022" », *Les Nouvelles calédoniennes*, 19 août 2021, [en ligne](#).

136. Siamelie Latu, « Implementing the Belt and Road Initiative in Tonga and Pacific islands », *Matangi Tonga*, 31 juillet 2019, [en ligne](#).

vernement des îles Salomon a signé un accord avec une entreprise chinoise de défense et d'aérospatiale pour développer trois aérodromes en un hub aérien régional du Pacifique, relié à la Chine¹³⁷.

En septembre 2019, le président de l'Assemblée de la Province des îles Loyauté, Jacques Lalié, a rencontré l'ambassadeur de la RPC au Vanuatu pour discuter de la coopération au niveau infranational entre la Chine et la Nouvelle-Calédonie. Lalié a déclaré à l'ambassadeur Zhou Haicheng que « les gouvernements locaux de Nouvelle-Calédonie sont disposés à renforcer les échanges avec les provinces et villes chinoises, à approfondir la coopération pratique et à apporter un nouvel élan au développement local¹³⁸ ». En novembre 2019, l'Assemblée provinciale des îles Loyauté a autorisé sa filiale économique SODIL à créer un plan d'affaires pour établir la compagnie aérienne des îles Loyauté, Air Oceania¹³⁹.

En octobre 2022, l'aéroport de Wanaham à Lifou a été rénové pour accueillir des vols internationaux, à un coût de plus d'un milliard de francs CFP (8,49 millions d'euros). Le projet a été largement subventionné par la France. L'aéroport n'a jusqu'à présent accueilli qu'un seul vol international vers le Vanuatu. Pour l'instant, les seuls vols internationaux vers l'aéroport sont susceptibles d'être des vols charters¹⁴⁰. Cela pourrait se produire plus tôt que prévu. En juin 2023, Hainan Airlines a soudainement affrété cinq vols par semaine pendant cinq semaines de la Chine vers les Samoa. Ces vols n'ont pas été approuvés par l'Office du tourisme samoan ; ils ont été accueillis par une

137. Stephen Dziedzic, Evan Wasuka, Iris Zhao, « Leaked documents reveal Chinese company's aviation plans for Solomon Islands to become a "regional hub" », ABC News, 29 avril 2022, [en ligne](#).

138. Ministère des Affaires étrangères, « 驻瓦努阿图大使周海成会见新喀里多尼亚洛亚蒂群岛省长莱利尔 » [L'ambassadeur Zhou Haicheng rencontre le président Lalié de la Province des îles Loyauté, Nouvelle-Calédonie], Gouvernement de la RPC, 29 septembre 2019, [en ligne](#).

139. Dave Wahéo-Hnasson, « Le projet Air Océania se sent pousser des ailes », Francetv, 24 octobre 2019, [en ligne](#).

140. Clarisse Watue, « Un vol international pour inaugurer l'aérogare de Wanaham », Francetv, 27 octobre 2022, [en ligne](#).

entreprise associée à un important homme politique samoan, créée seulement quelques semaines avant les premiers vols¹⁴¹. La Chine a financé et construit l'extension de l'aéroport international de Faleolo aux Samoa en 2018¹⁴². L'objectif déclaré du nouvel aéroport des îles Loyauté est de tripler le nombre de touristes d'ici 2030, pour atteindre 300 000 par an¹⁴³. Ce sont les mêmes chiffres que ceux cités par l'ambassadeur de la RPC en 2017, lorsqu'il promouvait le tourisme de masse en provenance de Chine comme source de revenus pour la Nouvelle-Calédonie¹⁴⁴. Dans une interview en juin 2023 pour discuter des plans touristiques des îles Loyauté, Jacques Lalié a déclaré à un journaliste : « Il y a des partenaires qui veulent rentrer avec nous, et s'ils le veulent, on sera obligé de transformer la société¹⁴⁵. »

Contrairement aux deux autres provinces néo-calédoniennes, la Province des îles Loyauté ne dispose pas de ressources minérales. Cependant, elle bénéficie d'une géographie utile. Lifou se situe le long de l'une des principales voies de communication maritimes et aériennes du Pacifique. Pendant la Seconde Guerre mondiale, Lifou a accueilli une petite présence du renseignement militaire américain et des stations d'observation de guetteurs côtiers gérées par des Kanaks. Ces stations d'observation surveillaient les mouvements des navires et des avions. Elles faisaient partie du réseau de renseignement des guetteurs côtiers du Pacifique géré par l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. De Kiribati¹⁴⁶ au Vanuatu¹⁴⁷ en passant par la

141. « The baffling tour experience », éditorial, *Samoa Observer*, juin 2023, [en ligne](#).

142. « Airport upgrade to be unveiled in Samoa », RNZ, 9 mai 2018, [en ligne](#).

143. Watue, « Un vol international pour inaugurer l'aérogare de Wanaham », art. cit.

144. O'Neill, « In New Caledonia, China and France fight over nickel », art. cit.

145. Caroline Moureaux, Thérèse Waïa, « Jacques Lalié, président de la province des Îles : "On devrait inaugurer l'hôtel Wadra Bay la première quinzaine d'octobre" », Francetv, 19 juin 2023, [en ligne](#).

146. Jonathan Barrett, « Kiribati says China-backed Pacific airstrip project for civilian use », Reuters, 13 mai 2021, [en ligne](#).

147. David Crowe, « "Great concern": Malcolm Turnbull draws a line in the sand on military bases near Australia », *Sydney Morning Herald*, 10 avril 2018, [en ligne](#).

Polynésie française¹⁴⁸, la Chine a tenté à plusieurs reprises d'accéder à des lieux d'importance militaire, toujours au nom des investissements d'infrastructure de l'Initiative « la Ceinture et la Route ». Il existe un risque que le hub aérien Chine-Pacifique aux îles Salomon, et des aéroports tels que ceux de Wanaham et de Faleolo aux Samoa, puissent être utilisés à des fins tant civiles que militaires.

Les années de la pandémie de Covid-19, de 2020 à 2022, ont brièvement ralenti l'expansion des liens de l'Initiative « la Ceinture et la Route » (BRI) de la Nouvelle-Calédonie avec la Chine. En mai 2020, durant les premiers mois de la pandémie mondiale, les médias chinois ont rapporté que l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger (CPAFFC) avait envoyé un avion chargé d'équipements de protection individuelle (EPI) aux pays du Pacifique, y compris la Polynésie française. L'association a déclaré qu'elle avait également des EPI prêts à être donnés à la Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna¹⁴⁹. La Chine a proposé des vaccins Sinopharm à tous ses petits partenaires diplomatiques insulaires du Pacifique. Les pays étaient tenus de partager leurs données sur les vaccins comme condition pour recevoir les vaccins chinois. Le MI6 britannique a décrit cela comme un « piège à données¹⁵⁰ ». La Nouvelle-Calédonie n'a accepté aucune aide liée à la Covid-19 de la part de la Chine. À la place, la France a lancé un effort massif, à l'échelle militaire, pour aider le territoire face à l'épidémie de Covid-19, fournissant des EPI, des vaccins et des médecins et infirmiers supplémentaires de la France métropolitaine.

La Chine a rouvert sa frontière en janvier 2023. En mai 2023, la CPAFFC a organisé le Forum d'amitié entre les peuples de Chine

148. Martin Valo, « À Hao, en Polynésie française, un projet controversé de ferme aquacole géante », *Le Monde*, 6 février 2022, [en ligne](#).

149. « Arrivée des aides de la Chine aux pays et territoires insulaires du Pacifique », *People's Daily* (Français) 23 juin 2020, [en ligne](#).

150. Evan Wasuka, Liam Fox, « China's Sinopharm COVID-19 vaccine launches in the Pacific », *ABC News*, 21 mai 2021, [en ligne](#); Jamil Anderlini, Nicholas Vinocur, « China "complicit" in Russia's invasion of Ukraine, MI6 chief tells POLITICO », *Politico*, 19 juillet 2023, [en ligne](#).

et du Pacifique à Fuzhou. Des représentants des seize groupes de l'Association d'amitié Pacifique-Chine étaient présents. Le forum s'est concentré sur le renforcement des relations au niveau local (de province à province et de municipalité à municipalité)¹⁵¹. Trois membres de l'ANCCF y ont assisté. La délégation comprenait Johanito Wamytan, à nouveau présenté comme vice-président de l'ANCCF, qui est devenu en 2019 chef de cabinet du groupe majoritaire du Congrès de la Nouvelle-Calédonie composé de l'Union calédonienne-FLNKS, de l'Union nationale pour l'indépendance et de l'Éveil océanien¹⁵²; le maire de Ponérihouen, Pierre-Chanel Tutugoro, qui est secrétaire général de l'Union calédonienne affiliée au FLNKS ainsi que, depuis 2021, président du groupe majoritaire du Congrès de la Nouvelle-Calédonie; et le maire adjoint de Ponérihouen, Jean-Pierre Poma¹⁵³. Il convient de noter qu'en 2022, Karine Shan a quitté son poste au gouvernement central pour devenir secrétaire générale de la municipalité de Ponérihouen.

L'ANCCF a eu tendance à faire profil bas depuis que l'opinion publique a commencé à se retourner contre les liens Chine - Nouvelle-Calédonie. Cependant, quelques jours après l'éclatement de troubles violents en Nouvelle-Calédonie en mai 2024, le vice-président de l'ANCCF, Johanito Wamytan, a publié sur X : « Si Kanaky avait été "envahie" par les Chinois, comme disent les non-indépendantistes, tout aurait été réglé en 5 heures sans que la "France protectrice" lève le petit doigt. Je dis ça, je ne dis rien¹⁵⁴. »

151. « 中国—太平洋地区民间友好论坛在福州成功举办 » [Le Forum d'amitié entre les peuples de Chine et du Pacifique s'est tenu avec succès à Fuzhou], Bureau des Affaires étrangères de la province du Fujian, 17 mai 2023, [en ligne](#).

152. Johanito Wamytan, LinkedIn, [en ligne](#).

153. « 中国—太平洋地区民间友好论坛在福州举办 » [Le Forum d'amitié entre les peuples de Chine et du Pacifique s'est tenu à Fuzhou], China Southeast TV, 12 mai 2023, [en ligne](#); « Construire un pont d'amitié entre les peuples et emprunter la voie de la coopération gagnant-gagnant » - Le Forum d'amitié entre les peuples de Chine et du Pacifique s'est tenu à Fuzhou » [« 架人民友谊之桥，走合作共赢之路 » — 中国-太平洋地区民间友好论坛在福州举行], *Sohu*, 13 mai 2023, [en ligne](#); Ville de Ponérihouen, [en ligne](#).

154. Johanito Wamytan, X, 19 mai 2024, [en ligne](#).

LES MÉDIAS, LA CULTURE ET L'ÉDUCATION COMME VECTEURS D'INGÉRENCE ÉTRANGÈRE

La stratégie de communication internationale du PCC, déployée à l'échelle mondiale et sur de multiples plateformes, vise à façonner les perceptions internationales de la Chine et des politiques du Parti (让党的主张成为时代最强音). Cette stratégie mobilise tous les canaux de communication de masse : du cinéma à la publicité, en passant par les nouveaux médias, les publications académiques et grand public, l'éducation et les échanges culturels¹⁵⁵. La promotion d'une image positive de l'Initiative « la Ceinture et la Route » constitue un axe majeur de cette stratégie d'information.

Parmi les principaux acteurs impliqués dans ce dispositif, on compte le Bureau d'information du Conseil des affaires d'État, le département de la Propagande du Comité central du PCC, l'agence de presse Xinhua, CGTN, Radio Chine Internationale, le ministère des Affaires étrangères, le ministère de l'Éducation, le ministère de la Culture, le Hanban et les Instituts Confucius, l'Institut du peuple chinois pour les affaires étrangères, les Instituts chinois des relations internationales contemporaines, ainsi que l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger.

Le renforcement des liens culturels, éducatifs et interpersonnels entre la Chine et la Nouvelle-Calédonie figure parmi les missions prioritaires de l'Association d'amitié sino-calédonienne. L'objectif est de cultiver une opinion publique favorable à la République populaire de Chine, ouvrant ainsi la voie à de

155. « 牢记职责使命 创新构建现代传播体系—新闻舆论战线贯彻落实习近平总书记2·19讲话一周年 » [Xi Jinping : Gardons à l'esprit notre mission et innovons pour bâtir un système de communication moderne], CCTV, 19 février 2017, [en ligne](#) ; « 习近平在党的新闻舆论工作座谈会上强调，坚持正确方向创新方法手段 提高新闻舆论传播力引导力 » [Xi Jinping : Maintenir le cap et innover dans nos méthodes pour renforcer l'influence des médias et de l'opinion publique], Xinhua, 19 février 2016, [en ligne](#) ; « 牢记职责使命 创新构建现代传播体系—新闻舆论战线贯彻落实习近平总书记2·19讲话一周年 » [Honorer notre mission en construisant un système de communication moderne – Un an après la mise en œuvre par les médias du discours du 19 février du secrétaire général Xi Jinping], CCTV, 19 février 2017, [en ligne](#).

futures collaborations. Lors de la visite en Chine de la délégation de l'Association en 2017, les autorités municipales de Shanghai ont proposé la participation de jeunes Néo-Calédoniens à un événement international de front uni de la jeunesse. En 2018, cinq jeunes Calédoniens ont bénéficié de bourses pour prendre part au Camp international d'amitié interactive de la jeunesse à Shanghai¹⁵⁶. La ville a également accueilli une troupe culturelle néo-calédonienne pendant un mois, dans le cadre du Festival international des arts de Shanghai en 2017¹⁵⁷. Les responsables shanghaiens ont par ailleurs évoqué la possibilité de diffuser des séquences promotionnelles sur la Nouvelle-Calédonie sur une chaîne de télévision locale.

L'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger a en outre proposé la création d'un Institut Confucius à l'Université de Nouvelle-Calédonie, en partenariat avec l'Université de Ningbo¹⁵⁸. Les Instituts Confucius jouent un rôle crucial dans le système de propagande extérieure du PCC ; leur mission principale est de former un réseau mondial de sinophiles maîtrisant le chinois. Ils ont également été associés à des activités d'espionnage¹⁵⁹. De nombreux efforts ont été déployés pendant plusieurs années pour concrétiser le projet d'un Institut Confucius à l'Université de Nouvelle-Calédonie. Cependant, le vice-chancelier de l'époque s'y est opposé, et le projet n'a pas encore vu le jour. Le système éducatif néo-calédonien dispose déjà de son propre programme d'enseignement du chinois, quoique modeste. Le collège Tuband et le lycée Lapérouse proposent des cours de chinois, tout comme l'Université de Nouvelle-Calédonie¹⁶⁰.

156. « Cinq lycéens calédoniens à la rencontre de la culture chinoise », *Les Nouvelles calédoniennes*, 21 juillet 2018, [en ligne](#).

157. Mainguet, « La Chine est favorable à l'installation d'un institut Confucius », art. cit.

158. *Ibid.*

159. Department of State, « Confucius Institute US Center Designation as a Foreign Mission », US Government, 13 août 2020, [en ligne](#).

160. Stéphanie Chenais, « Les professionnels de la ville sont-ils "China ready" ? », *Les Nouvelles calédoniennes*, 10 octobre 2017, [en ligne](#).

L'Association d'amitié a également évoqué la possibilité d'offrir des bourses d'études en Chine aux étudiants néo-calédoniens. En 2018, ces derniers ont été invités à postuler, via l' Association d'amitié sino-calédonienne, à deux bourses à l'Université maritime de Shanghai dans le cadre du programme « la Ceinture et la Route », ainsi qu'à une bourse distincte de cinq ans pour y effectuer des études de premier cycle¹⁶¹.

Les tentatives de l' Association d'amitié sino-calédonienne visant à créer une opinion publique favorable à la Chine sur le territoire semblent avoir rencontré un succès mitigé, du moins auprès de la population et dans les médias. L'expansion des liens avec la Chine avait suscité un vif enthousiasme et un grand optimisme au sein du gouvernement néo-calédonien de l'époque et dans l'ensemble de la société en 2016 et 2017¹⁶². Cependant, cette période semble révolue. On constate une nette augmentation de la sensibilisation et des inquiétudes concernant la Chine dans les médias néo-calédoniens, mais pas dans le sens souhaité par le PCC. Le principal journal de Nouvelle-Calédonie, *Les Nouvelles calédoniennes*, offrait une couverture très optimiste de la Chine en 2016 et 2017, notamment concernant les opportunités pour la Nouvelle-Calédonie. En revanche, de 2020 à 2024, la couverture est devenue majoritairement sombre et négative, reflétant les reportages internationaux sur la Covid-19, le Xinjiang, Hong Kong et les activités expansionnistes de la Chine dans le Pacifique.

161. Yann Mainguet, « L'aquaculture mène à l'université de Shanghai », *Les Nouvelles calédoniennes*, 8 mai 2018, [en ligne](#).

162. « La Calédonie s'ouvre à la Chine », Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, 1^{er} décembre 2016, [en ligne](#).

CONCLUSION

Le PCC s'est livré à diverses activités d'ingérence étrangère en Nouvelle-Calédonie, ciblant les élites politiques et économiques, et tentant d'utiliser la diaspora chinoise et les entreprises de la RPC comme instruments au service des intérêts du parti. Les élites locales ont parfois activement recherché l'aide de la Chine, collaborant volontiers avec les organisations de front du PCC. Cette étude a fourni des preuves détaillées des activités d'ingérence étrangère du PCC en Nouvelle-Calédonie, ainsi que des réactions et des impacts qui en ont résulté. Documenter ces activités et ces relations est une étape nécessaire pour déterminer des limites appropriées et favoriser des relations saines entre la Nouvelle-Calédonie et la Chine.

La Nouvelle-Calédonie présente une société très divisée, un avenir politique instable et des disparités économiques considérables. Ces faiblesses exposent le territoire aux efforts d'ingérence étrangère du PCC. Le manque de compréhension des agendas et des méthodes de politique étrangère du PCC par certains acteurs en France et en Nouvelle-Calédonie semble avoir conduit à des décisions politiques naïves et risquées par le passé. La Nouvelle-Calédonie est surexposée au marché chinois pour ses exportations et pourrait bien l'être encore pendant des décennies. Les îles Loyauté semblent participer *de facto* à l'Initiative « la Ceinture et la Route », poursuivant ce qui a été engagé en 2017. L' Association d'amitié sino-calédonienne poursuit son travail, désormais axé sur les relations au niveau local. Elle semble fonctionner comme un groupe fermé. Elle ne cherche plus l'attention ou le soutien du public pour ses efforts, tout en continuant à représenter la Nouvelle-Calédonie lors de réunions en Chine. Le gouvernement actuel du Congrès de la Nouvelle-Calédonie semble approuver ces efforts en autorisant un représentant officiel, Johanito Wamytan, à participer et à représenter la Nouvelle-Calédonie lors de réunions en Chine.

En raison de la dévolution des pouvoirs, la France est limitée dans sa capacité à répondre à certaines de ces atteintes à la

souveraineté. Le gouvernement Macron est très préoccupé par les activités d'ingérence étrangère de la Chine en Nouvelle-Calédonie et par les discussions sur l'ouverture du territoire à d'autres puissances militaires. Dans un discours prononcé devant une foule nombreuse à Nouméa lors de sa visite présidentielle en juillet 2023, Emmanuel Macron a mis en garde : « Si l'indépendance, c'est de choisir demain d'avoir une base chinoise ici ou d'être dépendant d'autres flottes, bon courage ! Ça ne s'appelle pas l'indépendance ! » Et Macron a souligné que « le nickel est une richesse pour la Nouvelle-Calédonie. C'est aussi, et je le dis ici avec force, une ressource stratégique majeure pour la France et l'Europe, à l'heure où nous avons engagé un effort massif de réindustrialisation. À ce titre, le nickel doit pouvoir être pris en compte dans la législation européenne sur les matières premières critiques¹ ».

Pourtant, les politiques de la France vis-à-vis de la Chine, qui mettent en garde contre les dangers tout en semblant parfois promouvoir et soutenir l'agenda chinois, ont suscité de la confusion ainsi que de la méfiance dans certains cercles en Nouvelle-Calédonie. Certains soupçonnent que la vigilance française à l'égard de l'ingérence du PCC ne sert qu'à justifier son maintien au pouvoir sur le territoire. L'ambiguïté stratégique de la France peut sembler politiquement opportune à court terme, mais elle sera préjudiciable à long terme car elle tend à valider les intérêts et l'agenda de la Chine. Elle nuit également à la réputation de la France auprès de ses partenaires en Europe et dans le Pacifique.

Initialement, la France et de nombreux politiciens néo-calédoniens, tant pro qu'anti-indépendantistes, étaient enthousiastes à l'idée de développer les relations avec la Chine. Cependant, comme le montre cette étude, un changement de perspective s'est opéré à partir de 2018. En réponse, les efforts de front uni du PCC visant la Nouvelle-Calédonie sont devenus plus discrets, se sont recentrés sur le niveau local et se sont déplacés vers l'étranger.

1. « Déclaration de M. Emmanuel Macron, président de la République, sur la Nouvelle-Calédonie et l'Indopacifique, à Nouméa le 26 juillet 2023 », [en ligne](#).

L'Australie, la Nouvelle-Zélande, la France, les États-Unis et de nombreux autres pays ont également commencé à modifier leurs politiques envers la Chine à cette époque, notamment en ce qui concerne les inquiétudes liées à l'ingérence étrangère du PCC. En septembre 2018, les partenaires des Five Eyes ont créé un groupe de lutte contre l'ingérence étrangère avec la France, l'Allemagne, le Japon et d'autres États partageant les mêmes idées². Les activités d'ingérence étrangère de la Chine et de la Russie en sont le point central. En 2018, les chefs de gouvernement du Forum des îles du Pacifique ont signé la Déclaration de Boe sur la sécurité régionale, qui a redéfini le concept de sécurité dans la région, mettant en lumière l'ingérence politique comme une préoccupation majeure³.

Les sources officielles de la RPC ont cyniquement observé cette réaction, affirmant que « jusqu'à présent, la stratégie de la France a été de s'appuyer sur son alliance avec l'Australie pour freiner l'expansion de l'influence locale de la Chine⁴ ». Cependant, comme l'a montré cette étude, le gouvernement français et certaines autorités néo-calédoniennes ont utilisé les leviers de leurs propres lois et systèmes démocratiques pour gérer les risques dans la relation Chine - Nouvelle-Calédonie. De plus, la société civile, les médias néo-calédoniens, les politiciens pro-*statu quo* ainsi que certains indépendantistes, le leadership traditionnel et la société kanake ont tous joué un rôle dans la limitation de l'étendue des activités d'ingérence étrangère du PCC en Nouvelle-Calédonie. Peu de peuples des îles du Pacifique accueilleraient favorablement une relation de dépendance avec la Chine ou l'intégration du Pacifique dans un ordre sino-centré.

De nombreux politiciens et leaders sociaux néo-calédoniens que j'ai interrogés ont souligné ce qu'ils percevaient comme la relation d'État-client du Vanuatu avec la Chine, un exemple

2. Noah Barkin, « Five Eyes intelligence alliance builds coalition to counter China », Reuters, 12 octobre 2018, [en ligne](#).

3. « Déclaration de Boe sur la sécurité régionale », [en ligne](#).

4. « 这块法国领土, 也怕被中国'颠覆'? » [Ce territoire français craint-il aussi d'être « subverti » par la Chine ?], *Global Times* [环球日报], 28 septembre 2021, [en ligne](#).

négalif d'engagement que la Nouvelle-Calédonie tenait à éviter. Le politicien anti-indépendantiste Didier Leroux m'a confié : « Le Vanuatu est vu comme un exemple de ce qui pourrait arriver ici si nous devenions indépendants⁵. » Emmanuel Tjibaou, élu en 2024 député à l'Assemblée nationale française pour la deuxième circonscription de Nouvelle-Calédonie et ancien directeur du Centre culturel Tjibaou, a déclaré que, bien que la Nouvelle-Calédonie soit une société relativement divisée, une identité et un patriotisme néo-calédoniens commencent à prendre forme, fondés sur ce que les gens ne veulent *pas*. Une opinion de plus en plus répandue est que la Nouvelle-Calédonie n'a pas la capacité de tenir tête à la Chine, alors que la France est plus facile à gérer⁶. Andre Dang Van Nha, conseiller de longue date à l'Assemblée de la Province Nord et directeur de la société de nickel SMSP, a déclaré que beaucoup en Nouvelle-Calédonie veulent en savoir plus sur le partenaire chinois et les risques politiques et économiques qu'il peut faire naître⁷. Dang a qualifié la RPC d'« envahisseurs », affirmant que la Chine est très dangereuse pour la Nouvelle-Calédonie, car elle est trop peuplée et trop puissante. Dang semble avoir changé d'avis sur le risque chinois, car en 2012, il avait joué un rôle clé dans l'établissement d'un lien entre SMSP et Yangzhou Yichuan Nickel⁸.

Le président du Congrès de la Nouvelle-Calédonie, Roch Wamytan, a déclaré que le FLNKS ne laissera aucune grande puissance contrôler la Nouvelle-Calédonie – ni la France, ni la Chine. Il a affirmé que la Nouvelle-Calédonie apprendra des erreurs des autres pays du Pacifique. Il a noté que le Vanuatu et les Tonga (connus pour leur dette de 42 % du PIB envers la Chine) n'ont pas de ressources naturelles, mais que la Nouvelle-Calédonie a le nickel. Il a déclaré que le FLNKS veut créer une relation d'équilibre entre la France et la Chine. Wamytan a dit qu'il comprend les avantages de la Nouvelle-Calédonie pour

5. Entretien avec Didier Leroux, janvier 2018.

6. Entretien avec Emmanuel Tjibaou, janvier 2018.

7. Entretien avec Andre Dang Van Nha, novembre 2018.

8. Anne Pitoiset, « Nickel : la SMSP veut une usine en Chine », *Les Échos*, 2 mars 2012, [en ligne](#).

l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la France, la Chine et les États-Unis, et qu'il comprend aussi les dangers de la Chine. Wamytan a ajouté que la France veut avoir de l'influence dans le Pacifique, mais qu'elle ne peut pas avoir carte blanche⁹.

Aux yeux des leaders du FLNKS, la France – et les gouvernements occidentaux intéressés par le maintien du *statu quo* – doivent en faire davantage pour gagner leur soutien. En 2022, après avoir fait une présentation virtuelle en tant que représentant du gouvernement néo-calédonien lors de la visite du secrétaire d'État américain Antony Blinken dans le Pacifique, Mickaël Forrest, secrétaire permanent aux affaires extérieures du FLNKS, vice-président du parti indépendantiste l'Union calédonienne, membre du gouvernement néo-calédonien et secrétaire fondateur de l'Association d'amitié sino-calédonienne, a décrit la situation géopolitique dans le Pacifique comme une « guerre d'influence ». En réponse à une question sur la nécessité pour la France et les États-Unis d'avoir de solides stratégies indo-pacifiques face aux actions agressives de la Chine, Forrest a déclaré :

La Chine est le premier acheteur [de la Nouvelle-Calédonie] en termes de commerce. À partir de là, nous devons trouver un équilibre... [Il] est nécessaire de lancer des appels aux grandes puissances pour s'assurer que chaque territoire et chaque île puisse continuer à prospérer tout en veillant à se prémunir contre les situations *négalives* au niveau géopolitique... Aujourd'hui, nous voyons un axe indo-pacifique « double » : l'un porté davantage par la France, l'autre par les États-Unis. Et la Chine est bien présente dans la région. Nous n'avons aucun intérêt à prendre parti, sauf pour continuer à construire notre destin politique sur la base de notre patrimoine commun, c'est-à-dire les accords de Matignon et de Nouméa¹⁰.

Les dirigeants politiques néo-calédoniens de tous bords ont clairement exprimé leur souhait d'être traités d'égal à égal par les partenaires internationaux. Ces deux dernières années, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française ont été de plus en

9. Entretien avec Roch Wamytan, novembre 2018.

10. Yann Mainguet, « Nous constatons aujourd'hui un double axe Indo-Pacifique », *Les Nouvelles calédoniennes*, 21 février 2022, [en ligne](#).

plus incluses dans les discussions sur la sécurité du Pacifique menées par les États-Unis. En avril 2022, comme mentionné précédemment, elles ont participé à une réunion entre le secrétaire d'État américain Antony Blinken et les dirigeants du Pacifique à Suva, aux Fidji¹¹. Elles ont été conviées au sommet historique États-Unis – Pays des îles du Pacifique tenu à Washington en septembre 2022, ainsi qu'au sommet de suivi en 2023¹². Le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, Louis Mapou, a déclaré dans un discours lors du sommet de 2022 que l'intégration de la Nouvelle-Calédonie dans le Pacifique est une priorité pour son gouvernement, et il a évoqué de potentiels partenariats avec les États-Unis¹³. La Nouvelle-Calédonie a également participé à la réunion ministérielle des Partenaires du Pacifique bleu en septembre 2022¹⁴. En octobre 2023, l'ambassadrice des États-Unis en France s'est rendue pour la première fois en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française pour discuter des possibilités de coopération et de la stratégie indo-pacifique américaine¹⁵. L'inclusion de la Nouvelle-Calédonie dans toutes les discussions actuelles sur la sécurité régionale démontre visiblement que la France, ainsi que les partenaires régionaux tels que l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis, soutiennent l'autonomie et la résilience néo-calédoniennes¹⁶.

Cependant, pour certains membres des forces indépendantistes de Nouvelle-Calédonie, être inclus dans les discussions

11. « Rencontres au sommet : tournée diplomatique américaine en Océanie », Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, 17 février 2022, [en ligne](#).

12. Department of State, « US Engagement in the Pacific Islands: 2022 Pacific Islands Conference of Leaders », US Government, 13 septembre 2022, [en ligne](#).

13. Yann Mainguet, « Louis Mapou parle de partenariats à Joe Biden », *Les Nouvelles calédoniennes*, 30 septembre 2022, [en ligne](#).

14. « Déclaration conjointe sur la réunion des ministres des Affaires étrangères des Partenaires du Pacifique bleu », 22 septembre 2022, [en ligne](#).

15. Jean-Tenahe Faatau, « L'ambassadrice des États-Unis en France en visite en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie du 24 au 31 octobre », *OutreMer360*, 23 octobre 2023, [en ligne](#).

16. Wang Wenwen avec Johanito Wamytan, « Japan's nuclear contaminated wastewater dump plan a cause of concerns even for New Caledonia », *Global Times*, 14 mai 2023, [en ligne](#).

régionales sur la sécurité avec les partenaires traditionnels n'est pas suffisant. Un rapport du FLNKS de 2021 souligne que le groupe politique souhaiterait intensifier les relations avec la Chine si la Nouvelle-Calédonie accédait à l'indépendance¹⁷. Cela pourrait créer une instabilité significative dans la région. Par exemple, toute initiative visant à faire de la Nouvelle-Calédonie le « Djibouti du Pacifique » et à inviter une présence militaire chinoise susciterait une forte opposition des autres pays insulaires du Pacifique¹⁸. Le même rapport relève que le FLNKS vise un équilibre entre la Chine et la France, et qu'il ne veut pas que la Nouvelle-Calédonie soit prise dans la stratégie indo-pacifique de la France contre la Chine. Le rapport note que l'Australie a déjà payé le prix de sa confrontation avec la Chine¹⁹. Pourtant, l'Australie n'a modifié ses politiques envers la Chine qu'après avoir obtenu des preuves accablantes des activités d'ingérence étrangère du PCC à son rencontre²⁰.

Malgré les fortes déclarations du président Macron sur l'« hégémonie » de la Chine dans le Pacifique en 2018, ou ses remarques en 2023 sur une éventuelle base militaire chinoise en Nouvelle-Calédonie, il semble toujours éviter de confronter directement la Chine. En septembre 2022, Macron a déclaré à un rassemblement d'ambassadeurs français que la France devait maintenir une « indépendance géopolitique » vis-à-vis du comportement de la Chine, ainsi que de la réponse des États-Unis et des autres alliés²¹. Pourtant, les preuves présentées dans cette étude sur l'étendue des activités clandestines de la Chine en Nouvelle-Calédonie et son agenda à long terme visant à usurper les intérêts de la France contredisent l'affirmation selon laquelle

17. « Document État Oui / Non : nos commentaires », art. cit.

18. Marian Faa, Stephen Dziedzic, « Solomon Islands refusing to sign 11-point declaration at historic Pacific-US meeting », art. cit.

19. « Document État Oui / Non : nos commentaires », art. cit.

20. Tom Uren, *Declassify the Garnaut ASIO report*, ASPI, Canberra, 27 juin 2018, [en ligne](#).

21. « Discours du Président Emmanuel Macron à l'occasion de la conférence des ambassadrices et des ambassadeurs », 1^{er} septembre 2022, [en ligne](#).

la France peut se détacher de la géopolitique actuelle, ou que le problème réside principalement dans l'attitude des États-Unis.

La Chine ne se livre pas à des activités d'ingérence étrangère uniquement en Nouvelle-Calédonie : elle mène des activités similaires en Polynésie française²² et dans les autres territoires d'outre-mer français, ainsi qu'en France métropolitaine²³. Le débat public sur cette question ne fait que commencer en France²⁴. Pour préparer l'avenir, il faut agir dès maintenant. Un public informé est un public résilient. Un débat public robuste est nécessaire au sein même de la Nouvelle-Calédonie sur le rôle de la Chine et d'autres partenaires potentiels dans l'avenir politique et économique du territoire, ainsi que des discussions sur les changements législatifs et politiques pour combler les failles exploitées par l'ingérence étrangère du PCC.

Les exportations de la Nouvelle-Calédonie sont fortement orientées vers la Chine. À la suite des émeutes et des troubles depuis mai 2024, l'économie est en crise²⁵. La Nouvelle-Calédonie est à la croisée des chemins. La France, l'UE, l'Australie, le Japon, Singapour, la Corée, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et d'autres partenaires devraient envisager le rôle qu'ils peuvent jouer pour aider à diversifier et rééquilibrer l'économie néo-calédonienne, afin de soutenir une plus grande résilience et autonomie. Le Forum des îles du Pacifique pourrait contribuer à négocier une issue pacifique à la crise sociale et politique.

22. Brady, « Trouble in paradise: a Chinese occupation in Tahiti », art. cit.

23. René Bigey (pseudonyme), Alex Joske, « The tea leaf prince: Chinese Communist Party networks in French politics: French MP Buon Tan's links to the CCP's united front system and International Liaison Department », *Sinopsis*, 2 mars 2022, [en ligne](#) ; René Bigey, « France's "influence diplomacy" under CCP influence: united front figures exploit cultural cooperation to buy access and status », *Sinopsis*, 11 mai 2023, [en ligne](#) ; René Bigey, « CCP-linked professional associations in France and their role in technology transfer », *Sinopsis*, 14 juillet 2024, [en ligne](#).

24. Charon et Jeangène-Vilmer, « Les opérations d'influence chinoises : un moment machiavélien », *op. cit.*

25. « Les députés sensibilisés à l'"urgence" de la situation économique », *Les Nouvelles calédoniennes*, 11 juillet 2024, [en ligne](#).

La transition convenue de la Nouvelle-Calédonie vers une plus grande autonomie doit inclure des discussions sur la manière dont une Nouvelle-Calédonie/Kanaky souveraine, indépendante ou semi-autonome, se défendrait contre les menaces extérieures et d'autres risques de sécurité. Pour l'instant, toutes les négociations sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie se déroulent « dans le cadre de la République » (française)²⁶, mais les dirigeants du FLNKS plaident pour une indépendance totale²⁷. Les preuves présentées dans cette étude pourraient-elles amener le FLNKS à réévaluer sa vision optimiste de l'expansion des relations avec la RPC et de la configuration de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie ?

La France et le peuple de Nouvelle-Calédonie pourraient négocier pour ajuster leur relation sécuritaire en suivant le modèle d'autres territoires du Pacifique, comme les îles Cook ou Niue, qui sont tous deux souverains mais soutenus par la Nouvelle-Zélande pour les affaires étrangères et la défense ; ou établir un arrangement de type compact comme celui entre les États-Unis et les États fédérés de Micronésie, la République des îles Marshall et Palau. Quel que soit le résultat, la France et la Nouvelle-Calédonie doivent trouver un moyen de gérer les risques, ainsi que les opportunités, de l'engagement avec la Chine.

26. Yann Mainguet, « Le ministre Carencio évoque l'avenir à Lifou », *Les Nouvelles calédoniennes*, 12 septembre 2022.

27. Yann Mainguet, « Louis Mapou évoque la souveraineté à l'ONU, Thierry Santa condamne », *Les Nouvelles calédoniennes*, 5 octobre 2022, [en ligne](#).

ANNEXE

POLITIQUE ET GOUVERNANCE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

La Nouvelle-Calédonie est un archipel stratégiquement important et de plus en plus autonome dans le Pacifique Sud-Ouest. Elle comprend l'île principale de Grande Terre, les îles Loyauté, l'archipel des Belep, ainsi que d'autres îles éloignées. La Nouvelle-Calédonie est riche en ressources minérales, notamment en nickel et en cobalt. Elle a une superficie totale de 18 576 km² et une zone économique exclusive (ZEE) de 1,4 million de km².

Schémas de peuplement

La présence humaine la plus ancienne en Nouvelle-Calédonie remonte à environ 3000 av. J.-C. Le premier contact européen avec le peuple kanak autochtone date de 1774, lors de la visite du capitaine britannique James Cook, qui donna aux îles le nom romain de l'Écosse. Dix-neuf ans plus tard, en 1793, le navigateur français Antoine de Bruny d'Entrecasteaux visita le territoire néo-calédonien. La France annexa la Nouvelle-Calédonie en 1853 sur la base de cette visite, pour empêcher la Grande-Bretagne de revendiquer les îles. Aujourd'hui, grâce en grande partie à ses territoires du Pacifique que sont la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Wallis-et-Futuna et l'île de Clipperton, la France possède le deuxième plus grand territoire maritime du monde, après les États-Unis.

De 1864 à 1924, la France administra la Nouvelle-Calédonie à la fois comme colonie pénitentiaire et comme colonie de peuplement. Plus de 25 000 prisonniers furent envoyés en Nouvelle-Calédonie, les plus célèbres étant les prisonniers de la Commune de Paris et les insurgés des soulèvements en Algérie. En 1913, la population kanake fut confinée dans des réserves ne représentant que 7 à 8 % de l'île principale, tandis que la petite population européenne contrôlait le reste. La France a encore un long chemin à parcourir pour reconnaître son héritage de colonialisme brutal, d'appropriation et d'exploitation des ressources en Nouvelle-Calédonie¹.

1. Adriano Fevole, Emmanuel Casara Heroes, Anna Paini, « The homecoming of Atai's remains », Conférence sur Le Grand Laboratoire de l'Humanité,

En 1946, la France reclassa la Nouvelle-Calédonie comme territoire d'outre-mer. La plupart des Kanaks n'eurent pas le droit de vote jusqu'en 1956². Au cours des années 1980, à la suite des protestations et des troubles de plus en plus violents, la France engagea les accords de Matignon et de Nouméa, qui entamèrent le processus de décolonisation. Après la signature de l'accord de Nouméa en 1998, la Nouvelle-Calédonie fut divisée en trois provinces autonomes, Nord, Sud et îles Loyauté, avec des assemblées provinciales dans chacune, ainsi qu'un parlement territorial. À partir de 1999, la Nouvelle-Calédonie fut classée comme une collectivité *sui generis*.

Selon le recensement de 2019, la Nouvelle-Calédonie compte environ 271 000 habitants, ce qui en fait la quatrième plus grande population du Pacifique³. Près des deux tiers de la population vivent dans la capitale, Nouméa⁴. Les Kanaks représentent 41 % de la population totale, 24 % des Néo-Calédoniens sont d'origine européenne (nés localement et Français métropolitains), environ 10 % sont des Polynésiens (principalement des Wallisiens), 1 % de la population est d'origine nord-africaine, 1,4 % d'origine indonésienne, 1 % d'origine ni-vanua-taise, 0,9 % d'origine vietnamienne, et 0,4 % (environ 1 500 personnes) d'origine chinoise⁵.

Les résidents d'origine chinoise de Nouvelle-Calédonie forment trois groupes principaux : ceux dont les familles sont venues de Chine dans le Pacifique francophone il y a des générations (老桥) ; les Vietnamiens d'origine chinoise (Vietnam Hoa kiêu, Nguròi Hoa, 越南华人) ; et ceux de la République populaire de Chine (新桥) arrivés plus récemment. Certains sont venus via Tahiti où était établie une population chinoise d'outre-mer, d'autres sont venus du Vietnam pour travailler dans les mines de nickel dans les années 1890⁶. Beaucoup se sont mariés dans des familles locales⁷.

Collection, patrimoine et rapatriement des restes humains, 11 juillet 2019, [en ligne](#).

2. Fisher, *France in the South Pacific*, op. cit., p. 28-29.

3. « Populations des îles du Pacifique », ISEE, 2020, [en ligne](#).

4. « Nations des îles du Pacifique 2022 », [en ligne](#).

5. Certains répondants à l'enquête de population s'identifient à plus d'un groupe ethnique.

6. Helene Dina, « Once an island home: Vietnamese diaspora in New Caledonia », *Dia-critics*, 7 août 2019, [en ligne](#).

7. Il y avait auparavant des sensibilités politiques concernant la population chinoise vietnamienne en Nouvelle-Calédonie. Pendant la guerre d'Indochine (1946-1954), le Vietcong a essayé d'utiliser la population vietnamienne

La Nouvelle-Calédonie est une société relativement divisée, avec un faible capital social. Les grèves, les manifestations et les troubles sociaux sont devenus fréquents au cours des cinq dernières années, et en 2024, la société est dans un état proche de la guerre civile. Il n'existe pas de groupe unique représentant tous les Kanaks autochtones, pas plus qu'il n'existe un groupe unique représentant les personnes d'origine européenne ou d'autres groupes ethniques. La société kanake est divisée entre nationalistes et indépendantistes, mais même là, ils ne forment pas deux groupes unis. Il y a un énorme fossé entre les points de vue de ceux qui promeuvent l'indépendance et ceux qui veulent maintenir le *statu quo*. Plus de 40 % des Kanaks vivent en zones urbaines, et il existe peu d'emplois formels pour ceux qui restent dans les zones traditionnelles.

Défis sociétaux

La Nouvelle-Calédonie possède l'une des plus grandes économies du Pacifique Sud. En 2019, son PIB était de 9,44 milliards de dollars US⁸. Au cours des deux dernières décennies, le PIB par habitant de la Nouvelle-Calédonie a été supérieur à celui de la Nouvelle-Zélande. Plus de 75 % des exportations de la Nouvelle-Calédonie sont des produits minéraux et des alliages, principalement du minerai de nickel et du ferronickel. Pourtant, malgré ces exportations de grande valeur, les bénéfices ne sont pas répartis équitablement au sein de la société néo-calédonienne. Nouméa compte de nombreux camps de squatteurs (*les squats*) dispersés dans la ville, habités par des familles kanakes. Le chômage des Kanaks est élevé (même en considérant qu'une grande partie de la population kanake dépend de l'économie informelle). Environ 17 % de la population néo-calédonienne vit sous le seuil de pauvreté. L'inégalité des revenus en Nouvelle-Calédonie est 2,4 fois plus élevée qu'en France. En 2020, le taux de chômage en Nouvelle-Calédonie était de 11 % en Province Sud, 24 % en Province Nord et

d'outre-mer (qui comprend les Vietnamiens ethniques et les Hoa) pour le travail de front uni et des activités subversives dans les territoires français, y compris la Nouvelle-Calédonie. Voir « Vietnam opens consulate in New Caledonia », *Dangcongshan*, 7 octobre 2016, [en ligne](#).

8. « Les comptes économiques rapides 2020 », ISEE, [en ligne](#).

34 % dans les îles Loyauté. La population kanake est majoritaire dans la Province Nord et dans les îles Loyauté⁹.

La Nouvelle-Calédonie dépend des subventions françaises pour maintenir un système de protection sociale étendu. L'éducation est gratuite pour tous, de la maternelle à l'université. Ainsi, beaucoup se sont interrogés sur le coût économique de l'indépendance. La France complète directement le budget néo-calédonien de 1,5 milliard d'euros chaque année, ce qui équivaut à plus de 15 % du PIB de la Nouvelle-Calédonie, ainsi qu'indirectement via d'autres subventions¹⁰. Néanmoins la Nouvelle-Calédonie a toujours un déficit budgétaire. Dans un rapport détaillé en 2021, le principal groupe pro-indépendance de Nouvelle-Calédonie, le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), a expliqué comment la Nouvelle-Calédonie pourrait s'associer davantage avec la Chine comme partie essentielle de la solution au déficit du budget néo-calédonien, ainsi qu'au déficit important projeté si la Nouvelle-Calédonie devenait indépendante¹¹. La diversification de l'économie néo-calédonienne est depuis longtemps à l'ordre du jour politique, mais le défi est de savoir comment le faire sans créer de nouvelles dépendances.

Le chemin vers une plus grande autonomie

Le 12 décembre 2021, la Nouvelle-Calédonie a tenu son troisième référendum sur la question de l'indépendance vis-à-vis de la France, qui était le vote final sur l'indépendance prévu par l'accord de Nouméa. Le territoire a de nouveau voté pour rester avec la France – cette fois à 96 %, la marge la plus large des trois votes. Le résultat a été contesté par le FLNKS, car une grande partie de la population autochtone kanake avait boycotté le vote en raison d'une période de deuil coutumier pour les décès liés à la Covid-19. La participation globale a été de 44 %. Le vote sur l'accord de Matignon de 1988, qui a conduit à l'accord de Nouméa, avait également été boycotté par de nombreux électeurs kanaks, et ce vote avait mis en place le processus de décolonisation sur lequel les référendums étaient fondés. Lors du premier référendum sur

9. Catherine Ris, « Rééquilibrage – Politique de réduction des inégalités en Nouvelle-Calédonie : le rôle des politiques éducatives », art. cit.

10. Voir ISEE, [en ligne](#).

11. « Document État Oui / Non : nos commentaires », art. cit. ; Yann Mainguet, « Attention aux opérateurs chinois », *Les Nouvelles calédoniennes*, 19 août 2020, [en ligne](#).

l'indépendance en 2018, avec une participation de 81 %, 56 % ont voté pour rester un territoire français. Lors du deuxième référendum tenu en 2020, 53,6 % ont voté pour rester avec la France, avec une participation de 86 %.

Des négociations sont en cours depuis le référendum sur la future configuration économique, sociale et politique de la Nouvelle-Calédonie¹². En mai 2024, la France a adopté une législation élargissant l'éligibilité des électeurs dans le territoire, ce qui a entraîné des manifestations de masse et de graves troubles civils¹³. Le FLNKS continue d'appeler à l'indépendance et a réussi à internationaliser la situation néo-calédonienne. Au moment de la rédaction de ce texte, la société est dans une situation instable marquée par de graves troubles.

Gouvernance

L'accord de Nouméa de 1998 a mis en place un processus de transition pour la décolonisation. Dans le cadre d'un concept de souveraineté partagée, la France a progressivement transféré toutes les compétences, sauf celles centrales et souveraines, aux autorités locales.

Dans le système actuel, la France conserve certains pouvoirs gouvernementaux, tandis que les autorités néo-calédoniennes et les assemblées provinciales en détiennent d'autres. Tous les Néo-Calédoniens ont la nationalité française et peuvent voter aux élections présidentielles. Ils ont également le droit de voter aux élections du Parlement européen. Les électeurs néo-calédoniens sont représentés au Parlement français par deux députés et deux sénateurs.

Le représentant désigné de la France en Nouvelle-Calédonie est le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie. Le haut-commissaire préside le Conseil des mines, signe les textes législatifs à mettre en vigueur, et est responsable des systèmes de sécurité et de justice de la Nouvelle-Calédonie. L'État français conserve les pouvoirs régaliens (défense, affaires étrangères, ordre public, immigration, monnaie, justice, enseignement supérieur, médias publics, et, de manière cruciale, le contrôle sur les licences et les ventes de nickel,

12. Walter Zweifel, « New Caledonia's independence forces end Paris talks », RNZ, 17 avril 2023, [en ligne](#).

13. « Les députés approuvent la réforme constitutionnelle de la Nouvelle-Calédonie alors qu'une deuxième nuit de violence secoue le territoire français. Les députés français ont adopté le texte élargissant l'électorat de la Nouvelle-Calédonie pour les élections provinciales », *Le Monde*, 15 mai 2024, [en ligne](#).

cobalt, lithium, potasse et d'éventuels hydrocarbures)¹⁴. Le gouvernement français a également le contrôle sur les développements des aéroports internationaux de Nouvelle-Calédonie¹⁵, mais pas sur les aéroports domestiques.

La Nouvelle-Calédonie est gouvernée par le Congrès du territoire, un organe législatif de cinquante-quatre membres, composé de membres des assemblées des Provinces Nord, Sud et des îles Loyauté. Parallèlement, le Sénat coutumier réunit les différents conseils traditionnels du peuple kanak.

Le Sénat coutumier de Nouvelle-Calédonie joue un rôle consultatif concernant les propositions législatives relatives aux Kanaks. En particulier, le Sénat coutumier donne son avis sur les lois susceptibles d'affecter l'identité kanake, les statuts civils coutumiers et le régime foncier¹⁶. Le Sénat coutumier a affirmé que toutes les délégations étrangères en Nouvelle-Calédonie doivent se présenter aux représentants du peuple autochtone, c'est-à-dire au Sénat de Nouvelle-Calédonie, conformément au protocole coutumier¹⁷. Cette pratique est maintenant suivie.

Le gouvernement néo-calédonien mène les négociations sur les impôts et les finances du territoire ; le transfert des pouvoirs souverains et le calendrier des transferts ; les lois sur le travail et la sécurité sociale ; les affaires maritimes ; le transport aérien intérieur et la sécurité aérienne intérieure ; le secteur des télécommunications ; l'enseignement primaire et secondaire ; le secteur de la santé ; les lois foncières ; la gestion des ressources naturelles dans la ZEE ; et le droit de délivrer des visas aux étrangers pour travailler en Nouvelle-Calédonie¹⁸. Selon les dispositions actuelles, toute la législation locale de la Nouvelle-Calédonie est soumise à la conformité avec la Constitution française.

Le gouvernement néo-calédonien est propriétaire de l'unique compagnie téléphonique locale, l'OPT¹⁹. L'OPT a été créé par la France en 1958, et sa propriété a été transférée aux autorités néo-calédoniennes en

14. J.-M. Pontier, « La répartition des compétences », dans Jean-Yves Faberon, Guy Agniel (dir.), *La souveraineté partagée en Nouvelle-Calédonie et en droit comparé*, Paris, La Documentation française, 2000, p. 257-274.

15. Fisher, *France in the South Pacific*, op. cit., p. 144.

16. Charte du Peuple Kanak, Sénat coutumier, 2014, [en ligne](#).

17. « Les mots du président 2021 », Sénat coutumier, [en ligne](#).

18. Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, « Les lois du pays et délibérations », [en ligne](#).

19. L'OPT = l'Office des postes et télécommunications de Nouvelle-Calédonie.

2003. Le gouvernement de Nouvelle-Calédonie délivre également les licences pour l'approvisionnement en pétrole et en gaz de la Nouvelle-Calédonie, et l'entreprise qui détient actuellement ce contrat approvisionne toutes les petites nations insulaires et les territoires français du Pacifique Sud-Ouest.

Le contrôle de la monnaie est l'une des compétences qui devait être transférée au gouvernement néo-calédonien. Cependant, la Nouvelle-Calédonie, ainsi que les autres territoires français du Pacifique, utilisent toujours le franc CFP. La France a proposé qu'ils adoptent l'euro, mais les groupes indépendantistes ont jusqu'à présent rejeté cette proposition et un consensus est nécessaire pour que le processus commence²⁰.

Les pouvoirs politiques partagés de la Nouvelle-Calédonie, son instabilité politique et ses inégalités économiques offrent de nombreuses ouvertures potentielles pour les activités d'ingérence étrangère du PCC.

20. Fisher, *France in the South Pacific*, op. cit., p. 147-148.

QUAND LA CHINE FRAPPE À LA PORTE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Anne-Marie Brady

La Nouvelle-Calédonie, également connue sous les noms de Kanaky ou « le Caillou », est une collectivité française *sui generis* située dans le Pacifique Sud-Ouest. Depuis longtemps, elle est dans le viseur de la République populaire de Chine, qui y voit un territoire « d'importance stratégique » en raison de sa position proche des routes maritimes qui connectent l'Indo-Pacifique et de ses ressources minérales, notamment de nickel et de cobalt, des minerais cruciaux pour le projet de modernisation et d'expansion de l'Armée populaire de libération. Si, jusqu'à récemment, la Nouvelle-Calédonie n'entretenait que des relations très limitées avec la Chine, les contacts se sont rapidement intensifiés depuis 2016.

Cette étude analyse les relations entre la Chine et la Nouvelle-Calédonie, notamment les activités d'ingérence étrangère présumées de Pékin, et examine dans quelle mesure celles-ci influent sur l'évolution du statut politique du territoire et de ses politiques. Elle replace également les intérêts et la politique chinoise en Nouvelle-Calédonie dans le cadre plus large de l'agenda stratégique et militaire du Parti communiste chinois dans l'Indo-Pacifique, aujourd'hui principal théâtre de la compétition géostratégique.

Cette étude arrive à point nommé alors que la Nouvelle-Calédonie a connu en 2024 des mois de violences et de troubles qui l'ont menée, selon certains observateurs, au bord de la guerre civile. Ces événements ont aiguisé, aux niveaux régional et international, la conscience de l'avenir incertain qui attend Kanaky et du rôle qu'y jouera la Chine.